LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION CGT • www.filpac-cgt.fr

impac

• décembre **2023**
mars **2024**
CPPAP : 0715 S 07535
194/195
• 2,50€

CONGRÈS UNIGRAPHIC / PAGE 8
"C'est à la politique migratoire de changer"

L'ENTRETIEN / PAGE 14
Sophie Binet : *"Si on ne bouge pas, on reste hors sujet"*

HISTOIRE / PAGE 34
Rino Della Negra, du Red Star aux FTP MOI

MÉDIAS PAGES 18 >25

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'INFORMATION

DU VIDE, DU VENT, LE NÉANT

LES PROPOSITIONS DE LA FILPAC

PRESSE INDÉPENDANTE
NON À LA DÉSINFORMATION

impac/194 sommaire

GRAND ANGLE pages **4-7**
Macron-Attal, le réarmement de l'extrême droite

CONGRÈS UNIGRAPHIC MARSEILLE pages **8-13**
"C'est à la politique migratoire de changer"
"Sans les syndicats, il n'y a plus de liberté"
"Trump est une catastrophe"

L'ENTRETIEN pages **14-16**
Sophie Binet : "Si on ne bouge pas, on reste hors sujet"

MÉDIAS pages **18-25**
États généraux de l'information
Du vide, du vent, le néant
États généraux de la presse indépendante
Non à la désinformation
États généraux de l'information
Les propositions de la Filpac

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE page **26**
Des chiffres et des êtres

PROTECTION SOCIALE page **28**
L'indigente indemnisation des accidents du travail

NAISSANCE SYNDICALE page **29**
Création de la Filpac 63
Prendre son avenir en main

FILIÈRE PAPIER page **30**
Smurfit Kappa emballe Westrock ?

L'ACTU MONDE page **31**
Myanmar / L'Europe subventionne une dictature
Argentine / L'extrême droite, ennemie des libertés
Israël / Futures victimes de guerre

ÇA SE PASSE EN FRANCE page **32**
Avril ne se découvre pas d'un fil

HISTOIRE / IL Y A 80 ANS pages **34-36**
Rino Della Negra, du Red-Star aux FTP -MOI

DISPARITION page 38
Robert Badinter
La baffe du Vel' d'Hiv'

LECTURES pages **39-41**

BILLET D'HUMEUR page **42**
Putain, trois ans !

impac n°194/195 – décembre 2023-mars 2024 – CPPAP 0715 S 07535
Le journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT
Directeur de la publication : **Carlos Tunon**
Ont participé à ce numéro : **Jérémie Demay, Anne Duvivier, Rémi Champenier, Marie-Claire Gras, Georges Kaplan, Pascal Lefèbvre, Carlos Tunon**
Coordination : **Jérémie Demay, Pascal Lefèbvre**
Maquette, direction artistique : **Frédéric Joffre** /
Correction : **Anne Duvivier** / Photos : syndicats Filpac CGT, Stock, D.R. / Illustrations : **Rust** /
filpac cgt : case 426 – 263, rue de Paris – 93154 Montreuil Cedex – filpac@filpac-cgt.fr – **www.filpac-cgt.fr** –
Tél. : 01 55 82 85 74 / Imprimerie RIVET, 87000 Limoges.

Que sera 2024 ?

CARLOS TUNON,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

Difficile de démarrer l'année 2024 de façon optimiste, après 2023 qui s'est achevée par l'adoption de la loi sur l'immigration.
Loi de la honte, votée par l'extrême droite puisqu'elle en a écrit le texte, ainsi que par la droite et les centristes, démontrant une fois de plus la solubilité entre ces partis. Macron a tenté de convaincre que cette loi était *« voulue par les Français »* et s'en est remis au Conseil constitutionnel pour la rendre plus présentable. Avant elle, nous n'avons pu empêcher la loi sur les retraites, toujours refusée par la majorité de la population, mais imposée par Madame 49.3.
Quelle honte pour notre pays, quelle image renvoient nos politiques, en France et dans le monde !
Ce début d'année est aussi le moment choisi par Macron pour remanier le gouvernement, mais quel sens à ce remaniement puisque cette nouvelle équipe n'a toujours pas de majorité ? Gabriel Attal a-t-il été choisi comme Premier ministre pour être la voix de son maître ? Pour faire concurrence, en termes de casting, à Bardella, dont il paraît qu'il *« est sympa pour un facho »* ! ?
Ce gouvernement sans majorité cherche vainement à donner un sens à son mandat qui, jusqu'en 2027, va être très long pour lui, mais surtout pour nous qui subissons cette pseudo-démocratie.

> **Une Europe à majorité d'extrême droite, ce n'est rien de moins que ce qui va se jouer aux élections du 9 juin 2024.**

2024, c'est aussi une année d'élections européennes en juin, dont le RN est déjà annoncé vainqueur par les sondages, avec 31 % d'intentions de vote. 39 % même, si on y ajoute les voix du parti de Zemmour, plus 20 % de la droite qui n'a plus aucun scrupule à pactiser avec les fachos.
Une Europe à majorité d'extrême droite, ce n'est rien de moins que ce qui va se jouer aux élections du 9 juin 2024.
Reste, pour faire diversion, le battage autour des jeux olympiques. Ce qui devrait être un évènement mondial sportif rassembleur et solidaire, va peser sur les salariés et les bénévoles. Le manque de moyens et de préparation de ces jeux va compliquer le quotidien de la population, dans toutes les villes concernées. Première conséquence directe pour les Parisiens : le passage à 4 euros le ticket de métro, et la consigne de favoriser le télétravail pendant la période, afin de ne pas saturer les transports en commun. Qui est concerné par le télétravail ? Le tertiaire… et tant pis pour les autres qui seront contraints de se déplacer coûte que coûte.
Pendant ce temps, l'inflation est toujours là, bien présente, nourrie par le capitalisme, et les prix montent encore, énergie, alimentation.
La situation internationale est aussi très dégradée avec de trop nombreuses tensions et de trop nombreux conflits dans le monde. Les politiques, les médias tentent de rendre légitimes – ou pas – ces conflits qui tuent principalement les civils et les enfants.
Mais la guerre est un crime contre l'humanité, sans exception. Nous devons réaffirmer plus que jamais notre volonté d'une paix durable pour toutes et tous.
Tous les ingrédients sont réunis pour faire exploser la colère du peuple.
Il n'y a pas de fatalité. 2024, sera finalement ce que nous en ferons : une année de résignation ou une année de lutte solidaire pour le progrès social. À nous de décider !

MACRON-ATTAL : LE RÉARMEMENT DE L'EXTRÊME DROITE !

DES VŒUX PRÉSIDENTIELS AU DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU PREMIER MINISTRE, LES PONCIFS RÉACTIONNAIRES D'UNE DROITE SENTANT LE RANCE SONT DE MISE DANS LE VERBIAGE DE L'EXÉCUTIF.

PASCAL LEFÈBVRE
RUST

Entre les propos guerriers d'un Président préparant les esprits à la soumission pour accepter les conflits qu'il veut ouvrir (voir la création d'un corridor militaire européen contre la Russie qui menace en réponse de mesures de rétorsion) et ceux de Gabriel Attal reprenant à son compte les discours démagogues réactionnaires, *« Ceux qui cassent vont réparer, ceux qui salissent vont nettoyer... »* en un mot la loi du talion revisitée à la sauce RN, l'exécutif annonce des heures sombres pour les travailleurs et leurs familles.
Dans le monde, jamais autant de démocraties n'ont durci à ce point les lois autoritaires et stigmatisantes préparant l'ascension de pouvoirs d'extrême droite. Ainsi la Suède, l'Italie, l'Autriche, la Finlande, les Pays-Bas, l'Argentine, le Chili... les démocraties libérales sombrent, vers le libertarianisme et le fascisme.

POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ ET ULTRA-LIBÉRALISME : LES MAMELLES DU FASCISME

Dans son discours de politique générale, le plus jeune Premier ministre de la Ve République reprend les thèses stigmatisantes chères au clan Le Pen, d'un monde du travail paresseux, d'une immigration envahissante, d'un assistanat social responsable des déficits publics, d'une simplification des normes sociales pour les petites et moyennes entreprises.
En un mot, le travail coûte toujours trop cher, et celles et ceux qui n'en ont pas sont des oisifs qui vivent aux crochets de la société.
La droite, Bardella et son clan raciste, ont applaudi Gabriel Attal assumant *« chercher un modèle social plus efficace et moins coûteux »* et reprenant les propos de Gerhard Schröder sur la fin du *« droit à la paresse »* dont les conséquences dramatiques socialement ont plongé des millions de travailleurs dans la pauvreté absolue, faisant le lit électoral de l'AFD, le parti d'extrême droite allemand.
La fin de l'allocation de solidarité annoncée par ce sinistre gouvernement va conduire plus de 320 000 personnes et leurs familles dans la pauvreté et le dénuement absolus. Près de 60 % des travailleurs touchant l'ASS ont plus de 50 ans et sont forcément privés d'emploi de longue durée. C'est la triple peine pour les travailleurs de plus de 50 ans dont les entreprises se débarrassent avant leur mise à la retraite : raccourcissement de la durée d'indemnisation chômage, allongement de l'âge de départ à la retraite, et maintenant suppression de l'ASS.
À la différence du RSA vers lequel Attal veut les emmener, l'ASS permet de continuer de cotiser pour la retraite. Les nouvelles mesures obligeant les personnes au RSA à accepter de petits boulots en contrepartie de l'indemnisation, les font basculer dans la trappe, aggravant la précarité de vie et de travail, mise en place par l'exécutif.
Ainsi en 2027, ce dernier pourra-t-il se targuer, après avoir radié des centaines de milliers de chômeurs des indemnisations chômage et supprimé tous les maigres filets de sécurité sociale... d'un taux officiel de chômage à 5 %.
En même temps, la présidence Macron fait accroître la misère, précipitant sous le seuil de pauvreté plus d'un million de personnes supplémentaires depuis 2020. En 2021, la France comptait 9,1 millions de pauvres, soit 14,5 % de la population. On sait déjà que ce chiffre a fortement augmenté avec l'inflation et la précarité des situations de travail.
Mais la nouvelle réforme du travail annoncée par le Premier ministre ne s'arrête pas là. Il s'agit aussi de libérer le patronat des entraves législatives et normatives qui freinent son exploitation des travailleurs.
De quoi s'agit-il ? Il suffit d'écouter un podcast sur BFM – oui ça fait saigner les oreilles – du président du syndicat patronal CPME, François Asselin, se félicitant du discours de Gabriel Attal qui va restaurer le respect de l'autorité patronale dans la société et surtout de la part des travailleurs.
En clair, la représentation des travailleurs et la présence syndicale en entreprise ont vécu !
Cette énième cure d'austérité sociale promise par Macron et son nouveau gouvernement va encore appauvrir le monde du travail et enrichir les milliardaires qui ont vu leur fortune s'envoler sous ces deux mandatures.

LES RÉPONSES À LA CRISE AGRICOLE OU L'ULTRA-LIBÉRALISME POUJADISTE

Les manifestations importantes des exploitants agricoles et de l'agriculture paysanne ont marqué ce début d'année en pointant une crise profonde d'un modèle de travail de la terre à bout de souffle.
Il n'y a pas d'homogénéité au sein de la filière agricole. Entre les céréaliers de la Beauce et les maraîchers bio du Sud-Ouest, deux mondes s'affrontent.
La PAC favorise, depuis sa création, une agriculture intensive, polluante, destructrice, qui accélère la fin des petites exploitations pour une concentration toujours plus importante dans les mains de riches exploitants.
Cette course effrénée vers le gigantisme (ferme des mille vaches, élevages porcins géants, défrichage des haies, épuisement des terres...) n'a qu'un but : celui d'une agriculture d'exportation et de commerce, au détriment d'une réponse aux besoins nourriciers de la population de l'Hexagone.
Ce système, mortifère à bien des égards, conduit à la paupérisation du plus grand nombre au profit d'exploitants importants, de l'agro-industrie et des géants de la grande distribution.
Pour faire écho à la colère paysanne, le gouvernement Attal, en conformité avec sa logique libérale, a prêté une oreille très attentive aux patrons de l'agriculture intensive syndiqués à la FNSEA ou à la Coordination

Il n'y a pas d'homogénéité au sein de la filière agricole. Entre les céréaliers de la Beauce et les maraîchers bio du Sud-Ouest, deux mondes s'affrontent.

rurale. Reprenant les discours anti européens contre les normes écologiques, dénonçant le montant des « charges sociales » des travailleurs agricoles, s'en prenant au libre-échange quand celui-ci se retourne contre leurs exportations, le Premier ministre revient sur la limitation des phytosanitaires, promet des allègements de cotisations sociales et va chercher à obtenir de nouveaux gains dans le cadre du traité du Mercosur.

Le RN s'est engouffré dans cette brèche des difficultés de vie de paysans pris à la gorge par les banques, et la première d'entre elles, le Crédit Agricole.

Mais Bardella et sa bande de racistes ont omis, dans leur campagne électorale campagnarde, d'évoquer les travailleurs sans papiers qui récoltent les fruits et les légumes, celles et ceux qui meurent dans les grandes exploitations champenoises, celles et ceux qu'on ne déclare pas, qu'on paie à coups de trique et qui vivent dans des baraquements insalubres.

À l'image de ces 17 travailleurs marocains dans le Vaucluse, qui ont ramassé de mai à octobre 2023 asperges, courgettes, cerises et ont fait les vendanges, sans jamais être payés ! Ils ne survivent que grâce à la solidarité citoyenne et les restos du cœur. Le patron ainsi que le comptable de cette exploitation agricole sont mis en examen pour traite d'êtres humains et soumission de personnes vulnérables ou dépendantes à des conditions de travail et d'hébergement indignes.

Proposant un projet initial aux dispositifs répressifs et inhumains, le Sénat sous la houlette d'une droite de moins en moins républicaine faisant la course à l'extrême droite, a voté un projet que Le Pen elle-même a qualifié d'exemplaire !

Surprenant, pour le chantre de l'anti-immigration d'ignorer à ce point que les riches agriculteurs, qui bloquaient Paris, le sont grâce à une main-d'œuvre non déclarée, et venant de l'est de l'Europe comme du continent africain.

Surprenant que celui qui a fait promulguer la loi xénophobe anti-immigration, le sinistre Darmanin, ait à ce point organisé l'omerta sur ce monde du travail migrant surexploité, quand, dans le même temps, il autorise des manifestations qui s'en prennent à des préfectures, dégradent des établissements privés avec la caution et la bienveillance des forces de l'ordre.

Petite exception toutefois, les nervis du gouvernement sont intervenus sans ménagement contre les barrages de la Confédération paysanne, syndicat adepte du mouvement social, progressiste et pour une agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement.

Résultat le président de la FNSA, multimillionnaire, patron du groupe Avril Gestion, mastodonte de l'industrie agroalimentaire, appelle à lever les blocages dès que les gros agriculteurs, qu'il représente, ont obtenu le droit de polluer les terres et les rivières, la quasi-gratuité du carburant GNR et le retrait des contrôles des fonctionnaires de l'environnement.

En un mot, le monde paysan n'aura aucune réponse satisfaisante sur la question des revenus de son travail, quand les gros exploitants pourront toujours plus s'enrichir en continuant d'acquérir les fermes en faillite.

LOI IMMIGRATION : LE MARCHEPIED DE L'EXTRÊME DROITE

Durant des semaines, comme pour faire oublier le conflit social majeur contre la réforme de la retraite, le gouvernement affaibli a tenté de se sortir de ce mauvais pas, en proposant une loi qui allait cristalliser les débats politiques, sur l'immigration.

Proposant un projet initial aux dispositifs répressifs et inhumains, le Sénat sous la houlette d'une droite de moins en moins républicaine faisant la course à l'extrême droite, a voté un texte que Le Pen elle-même a qualifié d'« exemplaire » !

En dépit des protestations de nombreuses personnalités du monde de la culture, de professeurs de médecine et de directions d'hôpitaux, de grandes écoles, et de millions de citoyens, et malgré l'effroi de nombreux peuples regardant notre pays fouler aux pieds les principes fondamentaux des droits de l'homme, le Président Macron a tenté de jouer un jeu qu'il pensait gagnant pour son camp électoral. Mais dans les faits, il n'a renforcé que le camp de la haine de l'autre, la xénophobie, l'antisémitisme, l'homophobie.

Comptant sur le Conseil constitutionnel pour abroger des dispositifs que ses propres députés avaient votés, Macron a divisé sa majorité, ce qui lui a servi de prétexte pour mettre un terme au gouvernement Borne qu'il jugeait trop « à gauche » !

Résultat, la proximité présidentielle avec le clan Le Pen est devenue une évidence pour beaucoup, et le discours au parfum pétainiste de son Premier ministre ne fait que conforter cette vision d'une France passéiste et nostalgique du temps des colonies.

La promulgation expresse de la loi immigration va avoir

comme conséquence de précariser celles et ceux qui déjà devaient travailler dans la clandestinité, dans des conditions indignes et dangereuses.
Cette réforme va permettre aux marchands de sommeil et aux exploiteurs de continuer à s'enrichir sur les dos de travailleurs vivant dans la peur d'un retour vers l'enfer de la guerre, de la famine, de la misère mortelle.
Elle va appauvrir les personnes de nationalité étrangère en durcissant les conditions de leur intégration.
C'est donc un blanc-seing à une immigration clandestine au service du patronat que promeut cette loi avec les voix du RN et de la droite.

LE RN UN PARTI PRO PATRONAT ET CONTRE LES FEMMES

Malgré la démagogie de son jeune représentant policé, le véritable visage du parti de la haine se révèle dans ses votes au parlement européen comme au parlement national.
Si le racisme de ses membres constitue notoirement son ADN, les travailleurs connaissent moins bien ce qui en fait un parti contre leurs propres intérêts.

À Bruxelles, dans la discrétion de l'amphithéâtre de la représentation européenne, les 29 députés de l'extrême droite française ont pris des positions édifiantes, méconnues du grand public :
- Ils se sont prononcés contre le rapport condamnant les violences faites aux femmes le 16 septembre 2021 ;
- Ils ont voté contre l'égalité d'accès à la contraception et à l'avortement (résolution sur la santé des femmes et les droits reproductifs et sexuels dans l'Union européenne) le 24 juin 2021 ;
- Septembre 2021, ils votent contre une résolution qui réaffirme l'égalité des droits entre couples homos et couples hétéros dans toute l'Europe ;
- 11 novembre 2021, ils votent contre le rapport sur le renforcement de la liberté et du pluralisme des médias (normal quand leur principal supporteur est le milliardaire Bolloré) ;
- 15 septembre 2021, ils s'abstiennent à l'unanimité sur le rapport concernant les conditions de travail, les droits et une protection sociale juste pour les travailleurs de plateformes (rapport voté par tous les autres groupes) ;
- 10 mars 2021, les élus européens RN votent contre la directive de lutte contre les abus des multinationales (devoir de vigilance et responsabilité des entreprises) ;
- 28 avril, 19 mai et 9 juin 2021, ils votent contre la levée de brevets sur les vaccins contre le Covid-19, ce qui empêche de baisser les prix de ces vaccins pour l'ensemble des populations dans le monde.
- 23 novembre 2021, votes favorables des élus RN, de la droite et de la macronie pour des aides publiques à l'agriculture productiviste et polluante (réforme de la PAC).

À l'Assemblée nationale, le RN a voté contre le gel des loyers, contre l'augmentation du SMIC, des minima sociaux, contre l'indexation des salaires sur l'inflation, contre le blocage des prix des produits de première nécessité, contre la garantie jeune, la revalorisation des retraites des fonctionnaires, contre la gratuité des premiers mètres cubes d'eau et de la cantine scolaire pour les familles les plus démunies.

Au-delà des discours haineux et démagogiques, le RN est bien un parti pro patronat et antisocial. Le discours du Premier ministre Gabriel Attal sur une société respectant l'ordre lui va très bien.
Cette dérive des démocraties libérales vers un totalitarisme toujours plus prononcé conduisant les partis fascistes à la prise de pouvoir, est une des conséquences d'une crise systémique du capitalisme mondialisé actuel, dont l'issue est la guerre et la répression des peuples.
Combattre efficacement le parti de l'immonde ne peut se réduire à stigmatiser ses propos et ses thèses haineuses. Il nous faut aussi démontrer au plus grand nombre son véritable visage, et sa violence contre le monde du travail.
En parallèle, la résistance des peuples à la haine et à la bête immonde du fascisme ne peut se concevoir que si sont proposées de réelles perspectives d'une société plus juste et respectueuse de toutes et tous dans leur diversité.
C'est le projet politique de notre syndicalisme de transformation sociale, pas suffisamment rendu public, débattu avec les syndiqués et les salariés, pas suffisamment connu en notre sein.
Plus que jamais, osons ouvrir le débat, formons-nous pour aiguiser nos arguments, débusquons dans les collectifs de travail comme dans notre organisation celles et ceux susceptibles de propager les discours de la haine, pour tenter de les convaincre, ou de les isoler.
Il nous revient, à côté de la réponse immédiate aux besoins sociaux du plus grand nombre, d'enfin ouvrir les portes d'un monde meilleur, fondé sur la justice sociale, la paix, et le respect de la planète. ●

RECLAIMING POWER
ORGANISING FOR SOCIAL JUSTICE AND DEMOCRACY
UNI global union graphical & packaging
MARSEILLE NOVEMBER 14-16, 2023
6TH EUROPEAN & GLOBAL CONFERENCES

Pendant la première journée, les débats se sont orientés sur la montée de l'extrême droite dans le monde. Francky Domingo, délégué du collectif des demandeurs de papiers, a rappelé que les migrants ont simplement le droit de vivre.

C'est à la politique migratoire de *changer*

JÉRÉMIE DEMAY

Quand Francky Domingo arrive devant le micro, son charisme, la tonalité de sa voix puissante mais calme, et sa tenue haute en couleur captent tout de suite l'attention. La détermination dans ses convictions fait le reste. Ne le qualifiez pas de « sans-papiers » par exemple. Tout de suite, il corrige : *« C'est discriminatoire et indigne de parler de nous comme ça. C'est pour nous invisibiliser. Depuis 2020, nous nous battons contre ce terme. L'omelette est en train de prendre petit à petit. »* Son raisonnement tombe sous le sens : *« Sur cette terre, les sans-papiers n'existent pas. Nous naissons tous, avec des noms et des prénoms qui sont inscrits sur des documents dans un état civil. Appelez-nous des demandeurs de papiers. »* Il insiste : *« Un Français en Afrique n'est pas considéré comme un sans-papiers, mais comme un expatrié. C'est plus doux… »* lâche-t-il en dessinant un large sourire.

L'ACCUEIL AUX LACRYMOS

Francky Domingo est délégué du collectif de demandeurs de papiers des Bouches-du-Rhône. Trois ans plus tôt, il a été un des initiateurs de la marche partie de Marseille pour rejoindre Paris. Ces marcheurs pour les droits de tous voulaient rencontrer le marcheur de l'Élysée. Mais Jupiter ne s'abaisse pas à parler au petit peuple. Qu'importe. Le collectif a déjà remporté une victoire : se révéler aux yeux des Français. *« Pendant ces deux mois de marche, nous avons découvert une belle France avec des gens sympas. Nous avons aussi traversé quelques villes d'extrême droite, là c'était très chaud. Autrement, nous avons été accueillis par les Français. Les gens venaient nous voir pour comprendre les problèmes des demandeurs de papiers. Nous sommes arrivés le 17 octobre 2020 à Paris. Malheureusement, la veille, Samuel Patty avait été assassiné. »*
Finalement, malgré l'envoi d'un courrier et de nombreux reportages dans les médias, ils n'ont pas pu rencontrer le président Macron qui a préféré un cordon de CRS à un bouquet de fleurs. L'humanisme à coups de bombes lacrymo, il fallait y penser ! *« Aujourd'hui, tout est fait pour nous enterrer vivants »* déplore Domingo.
Heureusement, tous les chefs d'État ne sont pas sourds face aux doléances des demandeurs de

Franky Domingo au congrès Unigraphic 2023 de Marseille

> **Ce projet de loi, au Sénat, est passé comme le train sur les rails. Ce texte pour nous est mortifère. C'est le 29e projet de loi sur l'immigration depuis les années quatre-vingt !**
> **Franky Domingo, délégué du collectif des demandeurs de papiers des Bouches-du-Rhône**

papiers. Quand le pape est venu à Marseille cet automne, il a reçu une délégation du collectif. *« Il a saisi depuis des années cette question migratoire à bras-le-corps,* constate Domingo. *Marseille est une ville cosmopolite, c'est pour ça que le pape est venu pour plaider notre cause auprès des décideurs politiques. »*

« LES MIGRANTS, IL Y EN AURA TOUJOURS »

Visiblement, les paroles du chef du Vatican n'ont pas réussi à pénétrer les consciences de certains parlementaires. Pendant que Francky Domingo présente ses combats au congrès à Marseille, les sénateurs débattent de la loi immigration. La version finalement adoptée avec un tour de passe-passe dicté par l'extrême droite est plus dure que celle initialement souhaitée par le Sénat, Domingo regrette que nos responsables politiques fassent fausse route. *« Ce projet de loi, au Sénat, est passé comme le train sur les rails. Ce texte pour nous est mortifère. C'est le 29e projet de loi sur l'immigration depuis les années quatre-vingt ! Chaque fois, ça se durcit. Il est écrit sur mesure contre nous. A-t-on encore le droit d'exister en tant qu'humains ? Mais les migrants, il y en aura toujours. C'est à la politique migratoire de changer. »*

Il appuie sa démonstration en dénonçant l'attitude du patronat, notamment celui de la restauration et de l'hôtellerie. *« Ce sont les migrants qui font les boulots chiants. À la plonge, pour vider les poubelles, le ménage, vous ne verrez jamais un Français. Les restaurateurs sont inquiets, mais ils sont dans l'hypocrisie. Nous savons comment nous sommes payés. Nous travaillons plus de dix heures pour n'être quasiment pas payés. Nous sommes exploités et c'est triste. J'ai travaillé plus de six heures dans un restaurant pour gagner seulement 20 euros. »*

VIVRE, TOUT SIMPLEMENT

Depuis qu'il mène ses combats avec le collectif des demandeurs de papiers, Domingo se sent investi d'une mission. Celle d'être le porte-voix de ceux qui ont peur de prendre la parole. Il est régulièrement en photo dans les journaux, passe à la télé : *« Je prends des risques en parlant à visage découvert. Mais, si nous ne le faisons pas, personne ne le fera pour nous. »*

Le collectif a déjà enregistré de petites victoires, notamment en rendant visibles ceux que les Français ne veulent pas voir. Le musée d'histoire de Marseille a organisé début novembre une exposition pour célébrer les trois ans de leur marche. Cet événement est une source de fierté pour Domingo. *« Nous avons fait, symboliquement, notre entrée au musée. Pour nous, qui ne sommes rien aux yeux des Français, entrer au musée, c'est très fort. »*

Le plus fort resterait que leurs revendications aboutissent. D'abord la régularisation des demandeurs de papiers. Mais aussi la fermeture des centres de rétention. *« Ce sont des prisons qui ne disent pas leur nom. Nos infortunés camarades qui se retrouvent là-bas, sont des détenus sans jugement »* dénonce Domingo. Enfin des logements décents. Bref, espérer vivre, tout simplement, au pays des droits de l'homme. ●

RECLAIMING POWER
ORGANISING FOR SOCIAL JUSTICE AND DEMOCRACY
UNI global union graphical & packaging
MARSEILLE NOVEMBER 14-16, 2023
6TH EUROPEAN & GLOBAL CONFERENCES

Sans les syndicats, *il n'y a plus* de liberté

JÉRÉMIE DEMAY

La montée de l'extrême droite dans le monde inquiète Joaquina Rodriguez Torrejón. Pour elle, les syndicats doivent évoluer pour résister aux mouvements réactionnaires.

***Impac :* Le thème de la première journée de ce congrès porte sur l'expansion de l'extrême droite. Pourquoi ce choix ?**
Joaquina Rodriguez Torrejón : La montée de l'extrême droite est un vrai problème qu'il ne faut pas minimiser. Il faut en parler. Même quand on pense que l'extrême droite est absente… elle reste toujours présente !

Durant cette journée, où les témoignages du monde entier se sont succédé, le travail des médias a été pointé du doigt. Quel rôle jouent certains d'entre eux dans ce déploiement de l'extrême droite sur la planète ?
Dans trop de pays, de nombreux médias véhiculent les idées de l'extrême droite. Nous devons rester vigilants en sachant nous opposer à cette tendance.

En France, ce phénomène est très fort également, notamment à cause de la concentration des médias orchestrée par Vincent Bolloré, qui diffuse ses idées réactionnaires à la télé, à la radio, dans la presse écrite. Est-ce un danger pour la démocratie ?
Absolument. Ces moyens de communication génèrent ensuite des commentaires qui amplifient d'autant le message. Ces médias ne sont donc plus les seuls à diffuser les thèmes de l'extrême droite. Ils dictent les sujets du jour. C'est subtil, mais ce message entre dans le quotidien des gens.

Comment les syndicats peuvent-ils lutter contre l'extrême droite ?
Il est primordial que les syndicats, à travers le monde, ne travaillent pas seuls. Nous, syndicats de gauche, sommes des organisations sociales et culturelles. Il faut comprendre que les syndicats classés à droite ne représentent pas les travailleurs. Nous devons confronter nos travaux pour accroître nos connaissances, mieux cerner l'extrême droite et ainsi mieux la combattre. Nous devons reconnaître l'extrême droite quand elle est là. Les travailleurs doivent avoir connaissance de nos travaux et réflexions pour lutter contre elle et contre le fascisme.

Comment les syndicats, dans les entreprises, peuvent-ils expliquer aux salariés que l'extrême droite est la première ennemie des droits sociaux ?
C'est un fait, et ce n'est pas un problème simple à résoudre. Pourquoi ? Les jeunes entrent de plus en plus tard sur le marché du travail. Quand nous avions vécu nos premières expériences professionnelles à l'âge de 15 – 16 ans, eux, ils arrivent à 25 – 30 ans. Ils n'ont pas le même ressenti. Ils me semblent plus fatalistes, bercés par le ronron des communications patronales. Nous avons lutté pour nos droits. Nous avons combattu la misère, les conditions de travail difficiles. Ces combats nous ont forgés comme adultes. Cela nous a également appris la solidarité entre tous. Aujourd'hui, ces mobilisations collectives diminuent. Le repli sur soi devient la règle. Pour eux, la situation ne peut pas changer. C'est ainsi, et c'est déjà bien, d'après eux. Ils souffrent au travail, alors, les autres doivent souffrir aussi. Il n'est pas simple pour les syndicats d'inverser la tendance.

Carlos Tunon a expliqué, dans sa conclusion, qu'avec l'extrême droite au pouvoir, il n'y aurait plus de syndicalisme. Partagez-vous son point de vue ?
Le syndicalisme, dans un pays où règne l'extrême droite, doit être dans l'opposition. Il doit tenir ce rôle tous les jours pour combattre cet adversaire. Je pense que l'ensemble des syndicats devra sûrement changer la façon dont nous organisons les mouvements des travailleurs. Mais ne perdons pas de vue que sans les syndicats, il n'y a plus de liberté. Sans les syndicats, il sera impossible d'en finir avec l'extrême droite. ●

> **Il faut comprendre que les syndicats classés à droite ne représentent pas les travailleurs.**
> **Joaquina Rodriguez Torrejón, presidente de UNI Graphical & Packaging**

Trump est une *catastrophe*

JÉRÉMIE DEMAY

***Impac :* Aujourd'hui, comment convaincre les travailleurs de se syndiquer ?**
Christy Hoffman, secrétaire générale d'Uni global : Il y a plusieurs solutions pour cela. De manière basique, il faut comprendre qu'à plusieurs nous sommes plus forts. Sans un syndicat, on ne peut pas se battre pour de meilleures conditions de travail. Sans syndicat, les salariés n'ont pas de voix. Quand un nouvel adhérent arrive, il faut lui demander quels sont ses problèmes dans son entreprise. Les salariés peuvent avoir le pouvoir dans leur entreprise. Cela dépend du pays bien sûr.

Pour prendre le pouvoir, les salariés doivent se parler. Mais pour cela, il faut dépasser l'habitude de l'individualisme. Comment réussir à les convaincre de franchir ce pas ?
Il doit y avoir un groupe qui avance ensemble. Il faut arrêter d'avoir peur de se syndiquer et avoir confiance dans le collectif. Dans certains pays, il faut un nombre minimum d'adhérents pour ouvrir un syndicat. Celui-ci doit être fort pour attirer plus de personnes.

Vous venez des États-Unis. À Hollywood, le milieu du cinéma s'est mobilisé et a su rester uni pour garantir ses conditions de travail, notamment face à l'émergence des intelligences artificielles. Est-ce pour vous un exemple à suivre ?
C'est un vrai succès qui doit tous nous inspirer. Ils ont réussi à faire changer les règles sur les IA. Mais il faut savoir que les deux syndicats qui ont mené cette lutte sont très forts. Il est impossible de travailler à Hollywood sans appartenir à l'un de ces syndicats. Ils ont mené une grève pendant plusieurs mois.
Les élections à la présidence des États-Unis se tiendront l'année prochaine. Si Joe Biden reste à la Maison Blanche, est-ce que, pour vous, ce sera une bonne nouvelle ?
Joe Biden est bon pour les syndicats. Cela sera sans doute beaucoup mieux s'il reste au pouvoir.

Mieux qu'avec Donald Trump…
Trump est une catastrophe pour tout le monde, y compris pour les syndicats. Les lois basiques encadrant l'activité syndicale, sont très mauvaises. Elles sont mauvaises avec Biden, elles seront encore plus mauvaises avec Trump. Biden fait ce qu'il peut pour faire évoluer l'interprétation des textes de lois.

Est-ce difficile d'être syndicaliste aux États-Unis ?
C'est complètement différent de l'Europe. Ce sont plus des mouvements que de réelles organisations. Actuellement, c'est une période très optimiste pour les syndicalistes. Les jeunes sont très favorables aux syndicats pour demander et obtenir plus de protection. Cependant, il reste très difficile d'ouvrir de nouveaux syndicats, même avec la meilleure volonté du monde. Par exemple, chez Amazon les syndicats ont remporté les élections, mais ils n'ont pas réussi à négocier des conventions collectives car la direction d'Amazon refuse. ●

> **Les lois basiques encadrant l'activité syndicale, sont très mauvaises. Elles sont mauvaises avec Biden, elles seront encore plus mauvaises avec Trump.**
> **Christy Hoffman, secrétaire générale d'Uni global**

RECLAIMING POWER
ORGANISING FOR SOCIAL JUSTICE AND DEMOCRACY
UNI global union
graphical & packaging
MARSEILLE NOVEMBER 14-16, 2023
6TH EUROPEAN & GLOBAL CONFERENCES

Images d'une tentative d'assassinat, récits de pressions fascistes, chiffres édifiants, le rendez-vous des représentants d'Uni global, venus de toute la planète, a vécu des instants particulièrement forts.

LES MOMENTS MARQUANTS DU CONGRÈS

JÉRÉMIE DEMAY

Sur l'écran géant, une vidéo issue de caméra de vidéosurveillance colombienne, filme une terrasse d'un café longeant une rue. Il fait beau, les tee-shirts et les bermudas sont de rigueur. Luis est attablé. Son attitude dénote sa prudence. Il ne cesse de regarder à droite et à gauche. Dès qu'une personne s'approche, il l'examine rapidement comme pour vérifier qu'elle ne porte pas d'arme. Au fil des secondes, l'angoisse monte. Cette vidéo a été annoncée comme montrant une tentative d'assassinat. Du fond de l'image débarque un guitariste qui marche jusqu'à la hauteur de Luis. Il fait demi-tour, extirpe son téléphone de sa poche, puis repart. À peine le temps de se demander quel morceau il va jouer qu'une moto surgit de nulle part sur la droite. Un homme en descend. À visage découvert, à l'aise, il tire sur Luis. La moto repart, tandis que Luis s'affale au sol. Des badauds paniqués l'entourent. La vidéo s'arrête et la lumière se rallume dans la grande salle du congrès. Les visages sont fermés. Certains soufflent, d'autres regardent fixement un mur sans intérêt. Luis n'est pas mort. Grièvement blessé, cet avertissement qui aurait pu lui être fatal l'oblige à exiler toute sa famille. Lui, il reste sur place pour continuer la lutte syndicale dans la multinationale Smurfit Kappa. En Europe, pour acheter la paix sociale, les directions dorlotent parfois les représentants syndicaux à coups de séjours en hôtel de luxe avec en guise d'alibi assister à des réunions inutiles. En Amérique latine, le dialogue social résonne de balles qui sifflent quand elles n'atteignent pas leurs cibles. Le tireur, malgré son visage reconnaissable et la plaque d'immatriculation de sa moto n'a jamais été arrêté. Le guitariste non plus d'ailleurs.

RENDRE VISIBLES LES FEMMES AU JAPON

Un autre monde syndical, cette fois, au Japon. Là-bas, l'égalité femme homme part de très loin. Pas de congés maternité, aucune solution de garde des enfants, et bien sûr, les hommes ne vont pas s'abaisser à rester à la maison pour surveiller les gosses. Conséquence : les femmes sont absentes des postes clés d'une entreprise. L'égalité salariale n'est même pas un rêve. Dans une société nippone où

En Amérique latine, le dialogue social résonne de balles qui sifflent quand elles n'atteignent pas leurs cibles.

le culte de la performance reste placé au-dessus de tout, cette invisibilisation des femmes se retrouve dans les foyers. En juin, le mois de l'égalité pour les femmes est inscrit au calendrier. Un mois durant lequel les revendications pour une société plus juste seront au programme. Mais la révolution des consciences n'est pas pour demain. Dans les familles déjà où les violences sur les femmes, et surtout les jeunes femmes ne cessent de grimper. 84 496 cas recensés en 2022. Même chose pour les violences sexuelles. Les mères célibataires connaissent une discrimination abjecte dans la troisième économie mondiale. La moitié vivent dans la pauvreté, d'après les critères de l'OCDE. Dernier chiffre, dans le classement de l'égalité femme – homme, le Japon se trouve 125e sur 127 pays…

LA PALESTINE AGITE LES DÉBATS

Un congrès mondial permet aussi de mener des débats mettant en lumière des différences d'approches dans certains dossiers. La guerre en Palestine par exemple. Une motion a été proposée pour dénoncer ce conflit. Son but, donner une ligne de pensée sur des questions à mi-chemin entre politique et philosophie (par exemple, défendre le papier sécurisé dans la production de monnaie, ou encore promouvoir l'égalité femme homme partout dans le monde). Ces textes n'ont rien de

> **Notre cadre reste le droit international. C'est illégal de tuer des civils et de prendre des otages. C'est pourquoi nous demandons leur libération mais aussi celle des prisonniers politiques palestiniens retenus par Israël.**
> **Simon Dubbins, Unite the Union international and research**

contraignant, mais offrent un cadre de réflexion. Sur la guerre en Palestine, la proposition traite du massacre du Hamas sur des civils israéliens, mais aussi de la folie meurtrière de l'armée israélienne sur la population de la bande de Gaza. Le texte demande le cessez-le-feu immédiat, le respect du droit international dans les deux camps, mais aussi la libération de tous les prisonniers politiques enfermés par Israël sans aucun jugement. Une proposition qui met plusieurs jours à aboutir après de multiples négociations de salon, insistant sur l'évidence de la paix. Mais cette évidence n'est pas partagée par tout le monde puisque la délégation allemande vote contre. *« Nous sommes unis pour dire que la situation est terrible »* annonce le délégué allemand. *« Les massacres du Hamas ne sont pas de la résistance. Les otages doivent être libérés. C'est le moment d'aller au fond des choses. Cette motion ne reflète pas notre point de vue. »* La diplomatie de l'État allemand assure un soutien sans faille à Israël depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Une bienveillance justifiée à l'ONU en octobre dernier par Olaf Scholz, le chancelier allemand : *« Moi, en tant que chancelier de notre pays, chancelier d'un pays dont l'histoire est responsable de la Shoah et de la mort de millions de juifs en Europe, je veux être aux côtés d'Israël. Qui a le droit de se défendre ».* Les représentants allemands à Marseille ne dévient pas de cette ligne. Le Britannique Simon Dubbins tempère les doutes allemands : *« Notre cadre reste le droit international. C'est illégal de tuer des civils et de prendre des otages. C'est pourquoi nous demandons leur libération mais aussi celle des prisonniers politiques palestiniens retenus par Israël. »* « *C'est un amendement équilibré* » juge Pascal Lefèbvre, à la tribune, pour la Filpac CGT. Finalement, la motion est adoptée, sans les voix allemandes qui sont restées sur leur opposition, et deux abstentions du côté scandinave. ●

ENTRETIEN
AVEC SOPHIE BINET,
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE
DE LA CGT

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, LIBERTÉ

“Si on ne bouge pas, on reste *hors-sujet*”

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÉMIE DEMAY

Du colloque sur l'intelligence artificielle aux États généraux de l'information, le point commun reste la démocratie, attaquée par la désinformation générée à coups d'algorithmes non encadrés, et subissant le travail de sape continu des milliardaires qui musellent l'information. Pour Sophie Binet il est temps d'agir réellement.

***Impac :* Pourquoi était-ce important pour la CGT d'organiser ce colloque sur l'intelligence artificielle ?**
Sophie Binet : C'est une technologie de rupture qui impacte la société et le travail. Les technologies ne sont pas neutres. Nous devons débattre sur leur sens et leur finalité, sans être ni technophiles ni technophobes. L'IA peut amener du progrès sur certains aspects, mais elle peut également conduire à des régressions très graves pour la société et le monde du travail. La première leçon réside dans le fait qu'il ne faut surtout pas s'en remettre à un pilotage automatique de la technologie, en se disant qu'on doit développer tout ce qui doit l'être et en se rassurant sur le fait que tout ira dans le bon sens.

Quels développements faudrait-il ne pas effectuer ?
Plusieurs éléments entrent en contradiction avec l'éthique. Par exemple, toutes ces technologies du deep-fake montrant une présentatrice télé avec l'apparence de Claire Chazal, qui parle comme elle. Ce sont typiquement des pratiques qu'il faut encadrer. Idem pour les sources. Les IA doivent citer leurs sources. La France ne se bat pas sur ce point dans les négociations sur la directive encadrant les IA. Les dirigeants sont en rupture avec la position historique de défense des droits d'auteur. Au lieu de cela, ils argumentent pour limiter au maximum la régulation. Ils souhaitent transformer le pays en Silicon Valley de l'IA. Ils s'alignent tout simplement avec les positions des grands groupes de la tech. Citer les sources est primordial, bien sûr pour les droits d'auteur, mais surtout pour un contrôle démocratique. Notre société a besoin de relationnel. Il ne faut pas remplacer ces métiers de contact par des IA. Les algorithmes peuvent être très dangereux, par exemple avec la reconnaissance faciale. Les IA ne sont que des machines à reproduire la pensée dominante et les rapports de force dans la société. Quand les préjugés racistes et misogynes dominent, l'IA, fonctionnant par agglomération des réponses déjà apportées, va leur offrir une caisse de résonance encore plus forte.

Durant le colloque, tu as aussi parlé de l'importance d'une transparence dans le financement et dans les

DE LA PRESSE...

algorithmes de ces IA. Pour quelles raisons ?
Il est nécessaire d'entrer dans la boîte noire de ces IA pour comprendre comment elles fabriquent leurs résultats. Si on prend l'exemple de l'algorithme de Parcours sup, il existe des biais discriminants sur le classement des vœux des bacheliers. Le Défenseur des droits avait interpellé le gouvernement pour avoir accès à ces fameuses formules. Autre exemple, les livreurs à vélo : l'organisation de leur travail est dictée par un algorithme. Il faut une transparence là-dessus. Les Italiens s'étaient battus sur ce sujet et avaient réussi à obtenir cette transparence. Dans le même sens, il est indispensable de savoir qui finance quoi.

Durant ce colloque, plusieurs exemples de l'utilisation des IA en entreprise ont été présentés. La justice prédictive a aussi été évoquée. En revanche, les atteintes à la démocratie ont été absentes du débat. Est-ce un regret pour toi ?
Oui, mais en une journée on ne peut pas tout traiter. Il est normal aussi que la CGT parte des enjeux économiques et sociaux. Après, la démocratie transparaît dans tout. Quand on parle de la transparence, de la nécessité de savoir ce qu'il faut développer ou pas, etc., c'est la question démocratique qui est en jeu. La technologie ne doit pas être imposée à l'humain, mais c'est l'inverse. En plus, l'IA fonctionne avec nos données. L'enjeu est donc également économique et démocratique. L'IA ne prospère qu'avec nos données en les captant gratuitement. Pourtant, elles nous appartiennent.

> **Citer les sources est primordial, bien sûr pour les droits d'auteur, mais surtout pour un contrôle démocratique.**

2024, partout dans le monde, est une année électorale. Comment réguler l'IA vis-à-vis des enjeux démocratiques et électoraux ?
Je suis désolée… je ne vais pas être très originale… cependant il faut des lois ! C'est pour cela que les discussions au niveau européen sont primordiales. C'est mieux que rien, même si pour l'instant on n'est pas à la hauteur, notamment à cause de la France. Pourtant, on l'a vu aux États-Unis, avec Cambridge Analytica, les manipulations de masse peuvent être organisées, notamment via les réseaux sociaux. C'est très dangereux. Il faut arrêter d'être naïf sur ces questions et la régulation devient incontournable. En France, on aura des régulations, mais complètement déconnectées des enjeux. Elles sont très fortes sur les comptes de campagne, avec des règles très strictes. En revanche, les IA échappent à toute règle. Si on ne bouge pas, on reste hors-sujet et la technologie contourne nos règles démocratiques.

Pour reprendre en main ces technologies et maîtriser nos libertés, une vraie politique autour des clouds souverains s'impose. Mais la volonté est-elle réellement présente ?
Grâce à nos luttes, les mots souveraineté et industrie ne sont plus tabous. Ça devient même le mot fétiche du Président de la République et du gouvernement, mais il n'y a aucun contenu. Prenons l'exemple d'Atos. Le pouvoir laisse faire le démantèlement de nos géants du numérique, notamment Atos, sans aucune stratégie derrière, alors que c'est une entreprise centrale en termes de souveraineté, sur les questions militaires, mais aussi civiles puisque c'est Atos qui s'occupe de la carte vitale.

Pour s'occuper de ce type de questions, il faudrait qu'un ministre puisse s'en charger. Mais avec ce gouvernement resserré et les nominations qui tardent, cela ne semble pas être une priorité…
C'est clair. Et c'est peut-être un révélateur d'une forme de vérité. Les ministres ne servent à rien, la preuve, Macron n'est pas du tout pressé de les nommer. Tout se passe depuis l'Élysée. On commence à ressembler à la Belgique de ce côté-là.

Certains camarades utilisent l'IA pour la rédaction de leurs tracts ou de leurs interventions. Que pourrais-tu leur dire pour qu'ils ne s'en servent plus ?
Si une IA rédige à la place de la CGT, je m'inquiète du contenu du tract. Les discours écrits par l'IA sont plats, convenus, et banals. Ils reprennent la pensée dominante remplie de stéréotypes. Un tract ou un discours CGT c'est beaucoup plus que ça. Ce peut être rigolo de faire tourner l'algorithme. Mais

ensuite, il faut s'interroger en se disant *« si moi, sans l'algorithme j'avais fait ça, c'est que mon discours est bien banal qui ne part pas du réel. »* Finalement, il ne touchera pas les gens.

Chat GPT, par exemple, enfile les généralités et n'est pas à jour. Par curiosité je l'ai interrogé en lui demandant « que sais-tu de Sophie Binet ? » Pour lui, tu n'es toujours pas secrétaire générale de la CGT…
C'est rassurant ! Ça veut dire qu'ils ont encore beaucoup de progrès à faire.

Autre enjeu démocratique pour lutter contre les manipulations de masse et les fake news, les médias. Tu as été auditionnée récemment par les États généraux de l'information, comment cela s'est-il déroulé ?
En introduction, j'ai rappelé que pour la CGT, la question de l'information est un enjeu pour nos fédérations concernées, mais aussi pour le monde du travail dans sa globalité. De plus, la CGT traite de ces questions en couvrant l'ensemble de la filière avec la Filpac, le SNJ, et la fédération du spectacle (pour l'audiovisuel notamment). Grâce aux éléments travaillés par les fédérations, j'ai pu transmettre plusieurs messages. Nos analyses et nos propositions très précises ont fait la différence par rapport à d'autres auditions.

> **« Les ministres ne servent à rien, la preuve, Macron n'est pas du tout pressé de les nommer. »**

Avec Rachida Dati, ministre de tutelle de ces EGI dont on connaît tout l'amour pour la presse d'information, ces propositions ont-elles des chances d'aboutir ?
Il faut distinguer deux choses. D'abord ce qui ressortira de ces EGI, ensuite ce qu'en fera le gouvernement. Je pense que les EGI seront dans l'obligation de reprendre une partie de ce que nous avons dit. Après, je ne sais pas jusqu'où ils iront. En tout cas, nous ne sommes plus les seuls à porter certaines revendications. J'ai fait un focus sur les enjeux démocratiques. J'ai établi un parallèle avec les quatre-vingts ans du Conseil national de la Résistance, puisqu'il traitait, entre autres, de la question de la liberté de la presse. Mais aujourd'hui, c'est vertigineux. L'essentiel de ces fondements est remis en cause. À l'époque, il était prévu qu'un industriel ne puisse pas posséder une entreprise de presse. Or, aujourd'hui, c'est devenu la règle. Avec la stratégie violente de Bolloré dans la concentration des médias, tout le monde est obligé de convenir du danger pour la démocratie sur lequel nous alertons depuis des années. Maintenant, le problème n'est pas tant la ministre de la Culture que le Président de la République. C'est le meilleur ami de Bernard Arnault et il a toujours souhaité épargner Bolloré pour conserver de bonnes relations avec lui. La preuve, il envoie ses ministres sur CNews, Europe 1, au JDD…

Beaucoup semblent avoir conscience du problème, mais peu souhaitent agir. Il suffirait pourtant que l'Arcrom retire ses fréquences radio et télé à Bolloré pour non-respect du cahier des charges, après de multiples amendes et condamnations. Pourquoi personne ne bouge ?
Justement, cela fait partie de nos propositions sur l'Arcrom, obtenir une charte contraignante et sécurisante pour les journalistes, le levier des aides à la presse. Toutes appliquées ensemble, nous reprendrions le pouvoir dans la presse, mais même s'il n'y en avait qu'une, ce serait déjà intéressant dans la situation actuelle. Après, si le gouvernement ne bouge pas… Mettre en place ces réformes, revient à s'attaquer au capital et il ne le veut pas puisqu'il agit à son service. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui en France s'est produit il y a quinze ans aux États-Unis avec Trump. C'est-à-dire une alliance entre le monde des affaires et l'extrême droite. En France cela se déroule sous le haut patronage de Bolloré. Le gouvernement ne veut pas agir contre le monde des affaires et contre l'offensive réactionnaire de Bolloré, qui ne dérange plus le capital. Pour le néolibéralisme, la démocratie est maintenant un problème. Les citoyens sont très lucides sur l'impasse des politiques néolibérales, c'est pour cela qu'ils nous les imposent en force contre la démocratie. C'est à l'image de ce qui s'est passé pour la réforme des retraites. L'alliance avec l'extrême droite est logique pour continuer ces prédations économiques, il faut fouler aux pieds la démocratie.

Dans les EGI, pour l'instant, d'après nos informations, il n'est pas prévu d'étudier le renforcement du secret des sources. Est-ce révélateur de l'ambition des EGI ?
Nous avons porté fortement la défense du secret des sources avec notre délégation. Nous n'avons pas été contestés. Ce secret doit être absolu, sans exception, même sur le secret-défense comme pour celui des affaires. L'histoire récente confirme que ce droit des journalistes est trop fragilisé. Il existe également un gros problème avec le secret des affaires, qui concerne essentiellement les journalistes. Même la Cada (commission d'accès aux documents administratifs) a une jurisprudence assez négative en refusant à des journalistes de délivrer des documents au nom du secret des affaires. Il faut élargir les exceptions à ce secret pour garantir le droit à l'information. C'est d'ailleurs sous le prétexte de ce même secret des affaires, que la France empêche la transparence des algorithmes et des sources de l'IA. C'est catastrophique. Il ne faut pas oublier que ce secret des affaires avait été transposé dans le droit français par Macron, alors ministre de l'Économie. Enfin, pour protéger le travail des journalistes, il faut en finir avec les plaintes devant les tribunaux de commerce. Ils n'ont rien à juger sur la presse. ●

Pour l'information. Pour celles et ceux qui la font

Depuis 20 ans, nous protégeons et accompagnons les entreprises, les organisations de l'information et leurs talents, pour qu'ils puissent informer en toute liberté.

Audiens

POUR L'INFORMATION. POUR CELLES ET CEUX QUI LA FONT.

santé - prévoyance - retraite - actions sociales

www.audiens.org

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'INFORMATION

DU VIDE, DU VENT, LE NÉANT

JÉRÉMIE DEMAY
RUST

Cela devait être le grand moment des États généraux de l'information (EGI) souhaités par Emmanuel Macron. Un point d'orgue qui se transforme en flop.

Pour la première session décentralisée en province de ces EGI, Christophe Deloire, le chef de Reporters sans frontières missionné par le président de la République pour orchestrer ce raout, a choisi Auxerre. *« La France sans TGV »* justifie-t-il. Ce coin de Bourgogne où, pour rallier Paris sans voiture, seul le TER existe.

Le parc-expo d'Auxerre a mis les petits plats dans les grands. Une grande salle pour accueillir les visiteurs dûment équipés d'un bracelet coloré selon qu'ils sont intervenant, journaliste, ou simple visiteur. Un traiteur propose viennoiseries, jus de fruits, et cafés permettant aux participants d'attendre confortablement le début des débats. Ces derniers se déroulent dans une salle voisine. Une tribune fait face à la scène. Entre les deux, une profusion de caméras, de techniciens, d'opérateurs-lumière, de personnes équipées de micros casques, plus quelques vigiles. Comme pour la première salle, le décorum est disproportionné. Les gradins peinent à se remplir. Du personnel de l'organisation remplace les participants dans le but d'occuper au mieux les sièges vides. Cinq minutes après le début des allocutions sur scène, seules 49 personnes se sont installées. En grande majorité, des journalistes. Ils écrivent pour *Mediapart, Télérama,* ou encore *le Monde.*

Premier pari perdu. Cette manifestation n'attire pas la foule. Deuxième pari manqué : cette réunion se voulait une ouverture vers les citoyens. Le manque de diversité du public s'apparente donc à un échec. Outre les journalistes parisiens venus constater la débandade, le reste ? Une classe d'un lycée voisin a fait le déplacement. Les responsables d'établissements ayant été prévenus seulement quinze jours avant cette agora, trouver une classe disponible

en si peu de temps et un mercredi relève de l'exploit. Quelques retraités, et quelques militants, se présentant comme appartenant à Extinction Rebellion, complètent l'assistance.

DES DÉBATS INTÉRESSANTS DANS UNE COQUILLE VIDE

Pourtant, les présentations et les débats ne manquent pas d'intérêt. Dès le départ, Christophe Deloire plante le décor en énumérant quelques chiffres. Exemples qui font frémir. Selon des spécialistes, d'ici 2026, 90 % des articles sur internet seront rédigés par une intelligence artificielle. Les journalistes seront ringardisés. Plus grave, les citoyens n'auront plus accès à l'information, mais à une bouillie sans relief dont la neutralité affichée permettra aux puissants (patrons comme politiques) de ne plus être mis face à leurs contradictions, 90 % de publireportages se faisant passer pour des articles. L'ère de la communication enterre le journalisme... Autre donnée : 66 % des budgets publicitaires sont captés par les Gafam. Ce n'est pas anodin puisque le cercle vicieux enclenché par des articles rédigés par l'IA et l'argent qui abonde dans ce sens étouffent encore plus la presse d'information. D'ailleurs, la suite logique est la diminution du nombre de journalistes professionnels qui s'accélère. Trois mille journalistes en moins sur les dix dernières années. Et bien sûr 0 % d'augmentation de salaire. La défense de la presse devient urgente pour la santé démocratique.
Deux autres repères permettent de comprendre simplement l'intérêt d'une presse de qualité. 27 % des Français ont confiance dans les réseaux sociaux pour s'informer. Conséquence : 16 % des 18-24 ans pensent que la Terre est plate. Oui, 16 % ! Quand ce chiffre est annoncé, un vent glacial traverse l'assistance. Comment en sommes-nous arrivés là ? Désinformation, perte de confiance dans les médias, mensonges se transformant en réalité, communication remplaçant l'information sont les maîtres-mots de cette débâcle. Peut-on compter sur les EGI pour inverser la tendance ? Même en étant très optimiste, cela semble inenvisageable.

Autre donnée : 66 % des budgets publicitaires sont captés par les Gafam...

Les chiffres

16% des 18-24 ans pensent que la terre est plate !

D'ici 2026, **90%** des articles sur internet seront rédigés par l'intelligence artificielle

27% des Français ont confiance dans les réseaux sociaux pour s'informer

L'IA, ALLIÉE DE LA DÉSINFORMATION

Les tables rondes s'enchaînent toute la matinée. La qualité des propos varie du tout au tout. Entre des lycéens recrachant leurs leçons pour tenter de rassurer sur l'avenir de la presse, en passant par une ancienne « gilet jaune » racontant sa relation avec les médias, la matinée patine dans des discours aussi creux que convenus. Seuls deux moments retiennent l'attention. D'abord l'exposé de Lê Nguyên Hoang. Cet informaticien, diplômé de Polytechnique, docteur en mathématiques appliquées, spécialiste de la cybersécurité, s'intéresse à l'éthique de l'intelligence artificielle : *« On vit dans un déluge d'informations, et l'IA va amplifier cette tendance.* Il poursuit, *« elles influencent les contenus en éliminant ceux ne faisant pas assez de vues »*. Sur le Net, la culture du clash, des avis tranchés, et des débats hystériques cartonnent. Résultat, l'IA passera sous silence les propos plus modérés et moins caricaturaux, augmentant de fait la désinformation. Pourtant il existe des solutions, comme interdire toute mise sur le marché informatique d'intelligence artificielle sans obtention d'un brevet, comme pour les médicaments. Il est impératif de renforcer les protocoles de sécurité dans les programmes des IA. Actuellement, elles ne respectent ni les droits d'auteur, ni les données personnelles, ni les lois contre le racisme et la xénophobie.

> **Les IA influencent les contenus en éliminant ceux ne faisant pas assez de vues.**
> **Nguyên Hoang, informaticien**

« IL N'A PLUS QU'À ALLER BOSSER AU MC DO ALORS ! »

Second moment intéressant quand le journaliste Jean-Pierre Canet et Christophe Mahieu directeur général de *l'Est républicain, le Républicain Lorrain* et *Vosges Matin* ont illustré tout le fossé existant entre ceux qui font le journalisme et ceux qui l'exploitent. Sur la concentration des médias par exemple. Pour le directeur d'Ebra, elle ne pose aucun problème car c'est la solution pour accéder à la rentabilité. Si un journaliste n'aime pas son nouveau propriétaire, il peut invoquer sa clause de conscience. Jean-Pierre Canet rétorque : *« Il n'a plus qu'à aller bosser au Mc Do alors ! »*
Autre incompréhension : le droit d'agrément. Ce dispositif, souhaité par de nombreuses associations de journalistes, demanderait au nouveau directeur et rédacteur en chef un vote de confiance de la rédaction. Christophe Mahieu devient démagogue : *« Le journal appartient à ses lecteurs. »* Ce système permettrait au contraire de créer un esprit de groupe derrière sa direction qui se verrait ainsi renforcée.

DES GROUPES DE PAROLES RACHITIQUES

Après la pause de midi, les participants sont censés se réunir en groupes de travail. Le hic : pas assez de monde. Résultat, des groupes fusionnent... Les règles sont simples. Un thème très large pour lequel une série de propositions doit apporter une solution. Seulement une idée sera retenue, le tout plié en deux heures. Les débats seront contraints, comme au Parlement pendant la réforme des retraites. L'un des thèmes traite de l'avenir de la presse. Un dossier aussi vaste qu'insoluble. Pour apporter sa solution, le groupe réunit une dizaine de personnes. La pièce est immense. Ce n'est pas la trentaine de chaises alignées en quatre rangées qui réussissent à meubler le vide. Un tableau et une table achèvent l'impression d'un retour à l'école. Sébastien Georges, rédacteur en chef dans le groupe Ebra co anime la séance : *« On va se mettre en rond ça sera plus sympa ! »* Chacun se présente, et Sébastien Georges comprend que sur la dizaine de participants, la quasi-totalité sont des journalistes, venus faire un article sur cette agora... *« J'observe, je ne peux pas participer »*, *« Idem, je suis de Médiapart »*, *« Moi c'est pour Télérama »*, *« Heu... Moi je ne suis pas journaliste, je travaille à la préfecture, et avec mon devoir de réserve... »* Il ne reste plus grand monde, à part deux retraités. Une dame bénévole dans l'éducation populaire venue chercher des réponses pour expliquer aux jeunes pourquoi la presse reste primordiale.

Bref, si l'enfoncement de portes ouvertes était une discipline olympique, sûr que ce groupe serait sur le podium.

L'autre est un ancien designer à la barbe fournie qui pense que *« de toute façon, les journalistes ne savent rien »*. Finalement, deux journalistes présents par curiosité se joignent au groupe. Que faut-il pour assurer un avenir à la presse ? De l'argent, de l'indépendance, des lecteurs... Bref, si l'enfoncement de portes ouvertes était une discipline olympique, sûr que ce groupe serait sur le podium. Le retraité barbu grommelle : *« Faudrait que les journalistes connaissent plus de choses. Dès qu'il y a un article sur le métier de designer, il y a des erreurs. »* Un membre d'un collectif de journalistes d'investigation, reprend la parole : *« Il faut extraire les entreprises de presse des logiques économiques. Un journal c'est comme un hôpital. Il doit tout faire pour ne pas être déficitaire, mais ne doit pas chercher la rentabilité à tout prix. L'information, n'est pas un bien comme les autres. » « C'est très utopique »* coupe le journaliste de *Télérama*. *« Quand je dis information,* reprend le premier, *je ne parle pas des publireportages déguisés derrière des communiqués ou des partenariats. D'ailleurs, ça serait bien que les aides à la presse ne soient destinées qu'aux titres faisant de l'information, et au prorata des articles réellement d'information générale. »* Cette déclaration fait réagir. *« Mais ça existe déjà »* explique Sébastien Georges. La fonctionnaire de la préfecture, s'échappant de son devoir de réserve, acquiesce de la tête *« en région, c'est nous qui nous en occupons »*.
Sauf qu'il faut faire table rase de l'existant, et conditionner les aides à la presse en sondant les publications pour vérifier que les articles ne dépendent ni de la pub ni de partenariats. Finalement, après quelques palabres et dénonciations de la concentration des médias, le groupe retient cette proposition qui sera présentée aux États généraux de l'information, sans avoir aucune assurance de son avenir dans le rapport final rendu au mois de juin.
Mais l'important est ailleurs pour Christophe Deloire et le ministère de la Culture qui chapeaute ces EGI. Si l'information retient que cette journée n'a servi à rien, la communication se félicitera de cette escapade en province réunissant plusieurs générations, des lycéens aux retraités, unies pour réfléchir à la presse de demain. Tout ça pour ça. Le seul mérite des EGI est de démontrer que la communication poignarde en profondeur l'information. ●

ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA PRESSE INDÉPENDANTE
NON À LA DÉSINFORMATION

RÉMI CHAMPENIER

Le contraste est sans commune mesure. Le lendemain de l'agora des États généraux de l'information (EGI) à Auxerre, une centaine de médias et d'associations se sont donné rendez-vous à Paris pour leurs propres EGI, mais cette fois indépendants du pouvoir. Résultat : du fond, du monde, et de l'espoir.

L'affiche de cette soirée de lancement donne le ton. Un large poing serré tenant quelques journalistes de presse écrite, radio, télé, et internet. La revendication de ne plus être muselés. Le désir de travailler dans de bonnes conditions, libres, et curieux. Ce dessin montre aussi un milieu professionnel jeune et divers. Avant cette soirée à l'espace Reuilly à Paris, plus de deux mois de travaux ont permis l'émergence de cinquante-neuf propositions pouvant se résumer en quatre axes : lutter contre la concentration des médias en surveillant l'actionnariat et en renforçant le droit des rédactions, consolider le droit à l'information, lutter contre la précarisation des journalistes, et enfin réformer les aides publiques à la presse. Un gros programme que les organisateurs, comme le fond de la presse libre et *Médiapart*, souhaitent crédible pour influencer les EGI officiels d'Emmanuel Macron. À défaut de réussir à inspirer les décisions finales, ces cinquante-neuf propositions permettront aussi d'insister sur le décalage entre ceux subissant les attaques liberticides sur la presse et ceux voulant démolir l'information.

RETOUR AUX SOURCES

L'urgence est réelle et sort largement du cadre corporatiste. Les citoyens n'ont plus confiance dans la presse. Cette dernière est dévoyée par une communication dominante renforcée par des lois réduisant au silence les journalistes. Le secret des sources est toujours plus attaqué, mal protégé par des mesurettes plus cosmétiques qu'efficaces. Or, sans ces citoyens courageux qui prennent le risque d'être à l'origine de révélations dénonçant les déviances de notre système, les journalistes ne peuvent plus travailler, contraints de ne disposer que des versions officielles empreintes de désinformation.
En protégeant les sources et le travail des journalistes, jamais Anne Lavrilleux n'aurait subi une arrestation, une trentaine d'heures de garde à vue, la perquisition de son domicile, et la confiscation d'une partie de son matériel professionnel. Son seul crime : informer en utilisant des documents barrés de la mention secret-défense.

Précarisation et paupérisation restent une stratégie patronale et économique visant à faire taire les plus courageux.

LIBÉRER L'INFORMATION

La concentration des médias constitue elle aussi une menace sans précédent sur l'information. Des supports médiatiques uniformes, répétant inlassablement les mêmes nouvelles, étouffant le public sous une communication fade et sans intérêt. La caricature de ce phénomène reste Vincent Bolloré avec son empire médiatique regroupant télévision, presse écrite, radio, cinéma, éditions. Un contrôle des médias pour hystériser les débats avec des relents réactionnaires et xénophobes comme le confirment les multiples amendes infligées par l'Arcom et les tribunaux.

EN FINIR AVEC LA PRÉCARISATION

Dans ce marasme, les journalistes tentent de survivre avec des salaires toujours plus bas et des droits

sociaux toujours plus réduits. La précarisation et la paupérisation restent une stratégie patronale et économique visant à faire taire les plus courageux. La peur de perdre son salaire rend la plume moins nerveuse et la curiosité plus contrôlée. *« La liberté de la presse s'arrête et débute au tiroir-caisse »* ironisait Robert Hersant. Malheureusement, en 2024, cette conception contribue grandement au désenchantement de la profession, mais aussi à la perte de confiance du public dans les journalistes. Conséquences directes : la désinformation triomphe, et la démocratie recule.

***« Vous avez déjà pensé à arrêter et faire autre chose ? »* Non, répondent les intervenants en riant. Masochisme, passion, ou insouciance ? Un peu des trois certainement.**

SE DÉPÊCHER DE RIRE AVANT DE PLEURER

Cette soirée de lancement des EGI indépendants se voulait légère dans la présentation. Les deux animateurs, Nora Bouazzouni et David Dufresne, débarquent sur scène avec un masque de Vincent Bolloré quand les interventions dépassent le temps prévu. Mais sur le fond, l'ambiance est lourde. Pendant que les témoignages de la réalité du métier de journalistes s'égrènent, dehors les conversations ont deux dénominateurs communs : le salaire et le travail. Un étudiant en journalisme interroge des journalistes d'investigation : *« On peut vivre en faisant des enquêtes ? »* Les enquêteurs se regardent, et lui répondent : *« Difficilement, mais il faut rester passionné. »* L'amour du métier ne nourrit plus, pourtant il reste impossible de s'en défaire. Valentine Oberti, de Mediapart, interroge sur scène : *« Vous avez déjà pensé à arrêter et faire autre chose ? »* Non, répondent les intervenants en riant. Masochisme, passion, ou insouciance ? Un peu des trois certainement.

Les cinquante-neuf propositions sont envoyées aux EGI officiels. Peut-être aboutiront-elles à une prise de conscience de la part des décideurs. Mais avec Rachida Dati à la Culture, qui assure la tutelle de la presse, pas sûr qu'elle défende les intérêts d'une profession qu'elle ne porte pas dans son cœur. Seul hic lors de cette soirée, malgré plusieurs demandes de la Filpac CGT pour rejoindre le collectif, au côté d'autres syndicats, les organisateurs n'ont jamais répondu. Pourtant, sans les papetiers, sans les imprimeurs, et sans une partie des journalistes que représente la fédération, la transmission de l'information est impossible. Cette omission n'a pas empêché la Filpac CGT de formuler, elle aussi, une série de propositions (lire ci-contre). L'information doit apprendre à dépasser certains clivages pour revenir plus forte vers les citoyens. ●

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'INFORMATION
LES PROPOSITIONS DE LA FILPAC

LE BUREAU FÉDÉRAL

L'Élysée a lancé début octobre les États généraux de l'information. Objectif : repenser les médias pour renouer le dialogue avec les citoyens. Face aux défis représentés par la concentration des médias, la paupérisation des métiers de l'information, la concurrence des Gafam, l'arrivée de l'intelligence artificielle, l'accumulation de lois liberticides, etc., le chantier est de taille.

Emmanuel Macron souhaite une large consultation ? La Filpac CGT le prend au mot avec cette série de propositions. De l'impression à la distribution, en passant par les conditions de travail, la rémunération, sans oublier les réformes législatives obligatoires pour reprendre l'information aux milliardaires et en la rendant aux citoyens, la chaîne de production de l'information doit être sanctuarisée pour garantir une démocratie vivace et réelle.

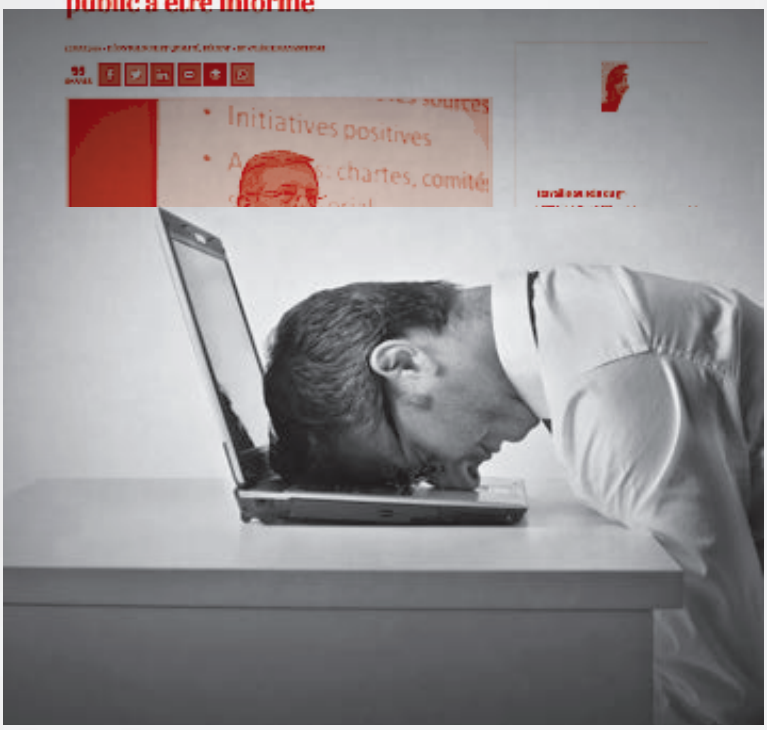
A / RENOUER LE LIEN ENTRE LES CITOYENS ET LES MÉDIAS

L'information est un pilier fondamental de la démocratie et tous les citoyens doivent avoir accès au titre de presse de leur choix et au même tarif sur tout le territoire (principe d'égalité).
En matière de presse écrite, si sa diffusion numérique reste faible et compense difficilement la perte de lectorat, la version papier historique est en déclin constant depuis bien des années. Le « tout numérique » vanté et mis en place par les éditeurs a montré ses limites et les investissements importants qui y ont été consacrés ont dramatiquement manqué au développement des outils d'impression et à la distribution. Les investissements dans le numérique sont sous-évalués dans la chaîne de valeur de la création de l'information et pèsent lourdement dans les comptes d'exploitation des éditeurs de presse.
Les concentrations des centres d'impression éloignent les imprimés des lieux de diffusion et augmentent les distances et temps de transport. Les « clôtures des rédactions » interviennent de fait de plus en plus tôt et nuisent à la fraîcheur de l'information. Il est temps de revoir le modèle actuel

de l'impression des titres de presse. Un maillage plus fin du territoire avec des outils d'impression numérique plus agiles et au plus près des centres de distribution permettrait de coller à l'actualité, de garantir la pluralité des titres et l'accès à l'information pour tous.
On ne compte plus les lieux de vente qui disparaissent et les abonnés au fin fond des territoires qui ne sont pas livrés. Trop loin, trop cher… Les porteurs de presse salariés ou indépendants ne s'y retrouvent plus financièrement et le secteur a beaucoup de mal à recruter. Leurs statuts, rémunération et conditions de travail doivent être réévalués dans l'intérêt même de l'information.
Les aides à la presse doivent être conditionnées au contenu réel des journaux, mais aussi au respect de la loi. Poursuivre la réforme des aides à la presse en fonction de différents indicateurs sur la transparence, l'indépendance éditoriale, l'exigence

On ne compte plus les lieux de vente qui disparaissent et les abonnés au fin fond des territoires qui ne sont pas livrés. Trop loin, trop cher…

Les pressions sur le journalisme menacent le droit du public à être informé



journalistique et la qualité IPG du contenu, le respect des règles éthiques. Cette réforme versera désormais de manière proportionnelle les aides à la presse d'un groupe à la production de contenu IPG de l'année, en indiquant une séparation stricte entre contenus rédactionnels et publicitaires. Pour statuer sur les contenus, un organisme devra être créé avec des journalistes, des chercheurs, des citoyens, et l'État. Tout média condamné pour racisme, xénophobie, incitation à la haine, ou toute autre discrimination n'aura plus accès à ces aides.

La confiance accordée aux journalistes est en chute libre. Il ne suffit pas d'accuser la concurrence des réseaux sociaux et de la désinformation, mais bien de se donner les moyens d'apporter de façon évidente la preuve de notre plus-value professionnelle.

Encore faut-il que les nouvelles générations soient formées aux exigences croissantes du métier – culture générale, rigueur, éthique, esprit d'analyse, qualités rédactionnelles – et à ses techniques de base, hiérarchisation de l'information, diversification et vérification des sources, détermination d'un message essentiel, maîtrise des différents genres journalistiques, de la conduite d'entretiens etc.

La lecture d'articles mal structurés, sur des sujets mal compris et mal rédigés, ainsi que le spectacle de journalistes se confondant avec des animateurs montrent quotidiennement le travail qu'il faut conduire en matière de formation.

Quand les citoyens n'ont plus accès à l'information, les fondements de notre société vacillent.

Il reste à mener de toute urgence, une réflexion globale sur les critères d'admission et d'obtention d'un diplôme par les écoles de journalisme, ainsi que sur le programme et la pédagogie qu'elles mettent en œuvre.

1 • Orienter les aides à la presse dédiées à la modernisation des outils industriels (imprimeries et chaîne d'expédition et de distribution) vers la création de centres d'impression détenus par les éditeurs au plus près des lieux de diffusion. Ces nouvelles rotatives doivent être en capacité de répondre à de nouveaux formats et de nouveaux produits éditoriaux. Ainsi, la distance, le coût et le temps de transport sont plus limités. La date de bouclage est reculée, rendant plus attractive les éditions papier.

2 • Le contournement du statut de VCP par les éditeurs a amené une grande précarité des travailleurs du portage de presse, avec des conséquences catastrophiques sur la diffusion portée accélérant la baisse de la diffusion. La Filpac exige de changer le statut des porteurs de presse, d'augmenter les salaires en diversifiant les titres portés, y compris les produits culturels tels que le livre.

3 • Garantir le même accès au titre de presse de leur choix pour tous les citoyens, au même tarif sur l'ensemble du territoire (quelle que soit la nature du titre de presse, presse d'information, presse magazine, presse spécialisée). Cela implique de reprendre les attendus initiaux de la loi Bichet, de mettre fin à la concurrence historique de deux grandes sociétés de distribution par l'instauration d'une seule et même structure assurant la distribution de l'ensemble de l'information imprimée, en lien avec le réseau de diffusion de la presse régionale. La régulation de la distribution au tarif péréqué doit s'appliquer aussi à la diffusion de l'information par les acteurs du numérique et leur système de kiosque numérique (Cafeyn et Cie). Ces kiosques numériques doivent avoir comme obligation de diffuser l'ensemble des titres de presse disponibles.

5 • Assurer un réel pluralisme en redéfinissant la loi de 1986 et les critères de concentration des médias, au niveau local comme national.

6 • Publier les noms des actionnaires directs et indirects d'un groupe de presse.

7 • La rédaction doit jouir d'un droit d'agrément pour valider ou non la venue d'un nouveau rédacteur en chef et directeur de la publication.

8 • Pour prétendre aux aides à la presse, directes et indirectes, le média devra respecter la loi et l'éthique. Seule l'information politique et générale sera éligible à certaines aides à la presse dont ne pourront bénéficier des titres d'autres natures éditoriales (jeux par exemple). Les aides seront modulées en fonction de l'importance du chiffre d'affaires publicitaire sur les différents supports des éditeurs. Tout publireportage (déguisé ou non) ne sera pas comptabilisé. Ces aides seront étudiées, titre par titre, par un organisme indépendant composé de journalistes, citoyens, chercheurs, et de représentants de l'État.

9 • Ouvrir plus largement les écoles de journalistes aux minorités et aux classes populaires.

Or, les lois liberticides s'accumulent et empêchent les journalistes de réaliser pleinement leur mission d'information.

10 • Redéfinir les contenus pédagogiques des écoles pour répondre aux nouveaux défis sociaux et environnementaux.

11 • La presse sociale, parent pauvre des titres d'information, devra bénéficier d'aides à la presse supplémentaires et dédiées permettant d'assurer son existence, son développement et sa diffusion. La démocratie sociale et son expression large sont une garantie de notre démocratie.

B / RENFORCER LES DROITS DES SALARIÉS DES MÉDIAS

La paupérisation, le désenchantement salarial, la perte de sens dans le travail doivent appartenir au passé. Avec un programme ambitieux, il est temps de redonner une vraie valeur au travail. Tous les journalistes doivent être rémunérés en salaires. Le recours à l'autoentreprise doit être banni et sévèrement sanctionné, y compris pour les correspondants de presse. Les salaires des pigistes doivent être augmentés. D'après les derniers chiffres de la commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP), le salaire médian des pigistes était de 1 954 € brut mensuel. Quand celui des journalistes permanents avoisinait 3 580 €. Cette précarisation des pigistes entraîne de nombreux risques psychosociaux graves. L'insécurité sociale touche également les imprimeurs. La concentration des centres d'impression pèse sur les emplois. Chaque titre de presse quotidien doit avoir son imprimerie.

12 • Pas d'information de qualité sans statut fort et protecteur des travailleurs. Diminuer les aides à la presse aux éditeurs des formes de presse dont les conventions collectives ne prennent pas en compte les nouveaux métiers, les nouvelles qualifications et les grilles de salaires correspondantes. Les métiers de la publicité, des systèmes d'informations, du marketing, de la diffusion numérique et papier sont en pleine évolution à l'instar de ceux des rédactions, mais ils sont souvent les oubliés des négociations collectives du côté patronal.

13 • Mettre un terme à la gestion en silo de la formation professionnelle des différentes formes de presse, qui empêche toute action et réflexion sur les évolutions professionnelles et le maintien dans l'emploi des travailleurs de l'information.

14 • Augmenter les moyens dédiés à l'OPCO AFDAS par un abondement important de l'État pour aider à la construction de passerelles métiers et d'emplois entre les différents médias et secteurs culturels.

15 • Augmenter les tarifs minimums des piges.

16 • Annuler toutes les aides à la presse aux entreprises ne respectant ni le droit, ni le droit du travail, notamment en ayant recours à l'auto entreprenariat.

17 • Reconnaître la pénibilité pour les ouvriers et cadres du livre des centres d'impression, par la mise en place de départs anticipés à la retraite financés par une cotisation sociale supplémentaire dédiée.

18 • Imposer un moratoire sur les fermetures et concentration des imprimeries de presse sans avoir au préalable mesuré l'impact écologique et la conséquence d'une contrepartie financière pérenne à la charge de l'éditeur au principe de pollueur-payeur, sans avoir étudié avec les organisations syndicales concernées toutes les mesures permettant de maintenir l'imprimerie par le développement de nouveaux outils d'impression de type numérique.

19 • Assurer une égalité salariale entre les femmes et les hommes. Mais aussi entre les pigistes et les titulaires.

20 • Définir un réel statut et une juste rémunération pour les correspondants de presse.

C / REDONNER DES DROITS À LA PRESSE

La liberté de la presse est un indicateur de la vitalité d'une démocratie. Quand les citoyens n'ont plus accès à l'information, les fondements de notre société vacillent. Or, les lois liberticides s'accumulent et empêchent les journalistes de réaliser pleinement leur mission d'information. Secret des sources mis à mal, secret des affaires, secret défense, procédures baillon, concentration des médias qui limite les supports et le pluralisme… Informer les citoyens ne doit plus effrayer.

21 • Le secret des sources ne doit subir aucun compromis ni exception.

22 • Exempter les journalistes du secret des affaires.

23 • Les perquisitions et les saisies dans les rédactions et les domiciles doivent être, par principe, proscrites quand elles font suite à un travail de manifestation de la vérité.

24 • Le secret défense doit être contrôlé par une administration indépendante. Son cadre nécessite une meilleure définition sur le fond comme sur la forme. Les journalistes ne sont pas soumis au secret défense, sauf en cas de révélation d'identité d'agents français à l'étranger.

25 • L'activité des journalistes ne peut être jugée que sur la loi de 1881. Les tribunaux de commerce sont incompétents pour statuer sur un délit de presse.

26 • Les procédures bâillon entraînent de fait, la nullité de toute procédure judiciaire. ●

IA, des chiffres et des êtres

En novembre dernier, plusieurs fédérations de la CGT se sont réunies pour débattre de l'intelligence artificielle. Sujet complexe dont les conséquences sur l'emploi restent floues pour certains.

JÉRÉMIE DEMAY

L'intelligence artificielle a débarqué dans nos quotidiens avec la mise en ligne, entre autres, de ChatGPT. Pourtant, elle est présente depuis de nombreuses années, notamment pour réaliser un nombre impressionnant de calculs et de croisements de données. Cela passe par la suggestion de publicités ou de vidéos sur les réseaux sociaux, comme les serveurs de streaming, sur les sites internet commerciaux, etc. ChatGPT marque une étape pour le grand public, puisqu'il est possible de « discuter » avec une machine. Pour débattre de cette évolution, et surtout des manières de réagir à cette intrusion, plusieurs fédérations de la CGT (Filpac, bureaux d'études, XXX) ont décidé début novembre d'organiser une journée d'échanges.

Le matin, la parole était à trois cabinets d'experts qui ont phosphoré sur l'implication des IA dans les entreprises. L'après-midi, le public a livré ses impressions. Le sujet est tellement vaste et surtout en perpétuelle évolution, tous ses aspects n'ont pas fait l'objet d'étude, notamment, les attaques des IA sur notre démocratie. En revanche, une certitude : cette technologie, sans toujours être comprise réellement, alimente fantasmes et illusions.

Équations à plusieurs inconnues

Les trois thèmes abordés le matin devaient planter le décor. Las, certaines situations soulèvent plus de questions que de réponses… Notamment quels types d'emplois seront détruits à cause des IA ? Dans le même temps, combien pourraient être créés ? Quelles sont les conséquences de l'utilisation de ces technologies sur le rapport entre les salariés et leur direction ?

Dans certains secteurs, comme dans la livraison, les IA se chargent déjà de définir et d'organiser le quotidien. Jusqu'où ira leur invasion dans la vie des entreprises ? Finalement, les humains seront-ils remplacés par ces logarithmes ? Pour l'instant, les réponses restent très partielles, tant les IA s'améliorent rapidement. Une certitude pourtant : il faut contrôler et réguler ces outils. Tant sur la transparence de leurs formules que sur leur utilisation.

Appel à l'intelligence collective

L'après-midi, la parole a été largement donnée au public. Des interventions souvent de qualité, et démontrant parfois les confusions sur le sujet. Les personnes qui fantasment sur l'interdiction pure et simple des IA… Ou encore celles confondant informatique et robotique. Cependant, ce temps de parole était nécessaire pour remettre la Bourse du travail au centre du village. Notamment à propos de la question de l'environnement. Utiliser les IA est très polluant. En cause : les data centers. En plus, ces derniers sont très gourmands en électricité. Pour la sobriété énergétique, ce n'est vraiment pas le bon calcul.

Cette journée sur l'IA en préfigure d'autres. Les fédérations, avec ce travail en commun, ont pu commencer à échanger sur cette évolution importante. Tout le monde est concerné. Espérons que l'intelligence collective sera plus forte que l'artificielle. ●

En revanche, une certitude : cette technologie, sans toujours être comprise réellement, alimente fantasmes et illusions.

IA, LOGICIEL DE PLAGIAT

Mais au fait, c'est quoi, réellement, une intelligence artificielle ? Plusieurs définitions esquissent des pistes de réflexion. Par exemple, la Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés) tente cette approche : *« L'intelligence artificielle est un procédé logique et automatisé reposant généralement sur un algorithme et en mesure de réaliser des tâches bien définies. Ce n'est pas une technologie à proprement parler mais plutôt un domaine scientifique dans lequel des outils peuvent être classés lorsqu'ils respectent certains critères.* » Ces fameux critères sont définis dans un glossaire reprenant plusieurs aspects, comme l'apprentissage continu, fédéré, par transfert, profond, supervisé… Ou encore la collecte de données, approches statistiques, l'estimation bayésienne, etc. Bref, comme souvent avec la Cnil, une simple recherche se transforme en jeu de piste. Beaucoup moins précis, le Parlement européen estime qu'une IA regroupe tout outil utilisé par une machine afin de *« reproduire des comportements liés aux humains, tels que le raisonnement, la planification et la créativité ».* Ce type de définition, généraliste et vague, est surtout complètement erronée. L'IA est incapable de raisonner et surtout de créer. Quant à la définition de l'IA par ChatGPT, elle en démontre tout le danger : L'IA est *« capable d'effectuer des tâches qui nécessitent normalement l'intelligence humaine. Ces tâches comprennent la reconnaissance de motifs, la résolution de problèmes, l'apprentissage, la planification, la prise de décision, et bien plus encore. L'objectif de l'IA est de développer des systèmes capables de simuler certains aspects du comportement humain de manière autonome. L'IA est utilisée dans de nombreux domaines, tels que la médecine, la finance, la conduite autonome, la reconnaissance vocale, la traduction automatique, les jeux, les recommandations de produits, et bien d'autres. Son potentiel est vaste et continue de croître à mesure que de nouvelles avancées sont réalisées dans le domaine ».* Finalement, la définition la plus intéressante est donnée par le linguiste américain Noam Chomsky : *« Arrêtons de l'appeler Intelligence artificielle. Appelons-la pour ce qu'elle est et fait : logiciel de plagiat. Parce que* « ça » *ne crée rien, mais copie les œuvres existantes, d'artistes existants, les modifie suffisamment pour échapper aux lois sur le droit d'auteur. C'est le plus grand vol de propriété intellectuelle jamais enregistré depuis l'arrivée des colons européens sur les terres amérindiennes. »* (*New York Times*, 8 mars 2023) Il poursuit en expliquant le fonctionnement théorique des IA : *« (C'est) une machine statistique et avide de centaines de téraoctets de données pour obtenir la réponse la plus plausible à une conversation ou la plus susceptible à une question scientifique ».* En d'autres termes, arrêtons de tendre le bâton pour nous faire battre. ///

Utiliser les IA est très polluant. En cause : les data centers. En plus, ces derniers sont très gourmands en électricité. Pour la sobriété énergétique, ce n'est vraiment pas le bon calcul.

filpac cgt

La fédération au cœur de la lutte pour la défense de l'imprimé, de la presse écrite et des métiers du livre et du papier

Le Livre, le Papier et la Communication

www.filpac-cgt.fr

L'indigente indemnisation des accidents du travail

MARIE-CLAIRE GRAS,
AVOCATE À LA COUR

Les assureurs, main dans la main avec les employeurs, surfent sur la méconnaissance des organes de représentation des salariés pour nuire un peu plus aux victimes d'accident du travail.

La loi du 9 avril 1898 avait créé un régime spécial de responsabilité, en marge des principes définis par le Code civil, permettant aux salariés victimes d'un accident du travail de demander une réparation, sans avoir à prouver la faute de l'employeur.
L'article 3 de cette loi prévoyait le versement d'une rente calculée en fonction de l'incapacité de travail (absolue, partielle, temporaire) du salarié comme suit : « *Dans les cas prévus à l'article 1er, l'ouvrier ou l'employé a droit : pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel ; pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ; pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour. Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès.*
L'objectif était clairement de compenser la perte de revenus induite par les conséquences de l'accident. Mais cette indemnisation est évidemment coûteuse.
Un barème d'évaluation a donc été mis en place dans les années cinquante et la rente accident du travail s'est détachée de l'indemnisation des conséquences financières professionnelles.
Ainsi, une personne atteinte d'un handicap évalué à 20 % percevra une rente équivalente à 10 % de son salaire, qu'elle ait été licenciée pour inaptitude ou qu'un reclassement lui ait permis d'obtenir un poste mieux rémunéré.
Dans le plus grand flou, cette rente était alors censée indemniser à la fois toutes les pertes de gains, l'incidence professionnelle, le handicap physiologique...
Prenons un exemple, avec les paramètres ***en vigueur jusqu'au 20 janvier 2023*** : imaginons une victime 40 ans – traumatisme crânien léger – incapacité 20 % - revenu initial mensuel 3 000 € - perte de la capacité de travail - besoin d'assistance : aide gestion et démarches administratives 1 heure par semaine.

Préjudices	*Droit commun*	*Accident du travail*	*AT Faute inexcusable*
DFP (20)	60 000 €	0	0
Arrêt d'activité	3 000 € X 12 mois X environ 20 ans = 720 000 €	Rente 3 000 € x 12 mois X 20%/2 x environ 40 ans (rente viagère) = 144 000 € (sous forme de rente trimestrielle de 900 €)	Rente 3 000 € x 12 mois X 20% x environ 40 ans (rente viagère) = 288 000 € (sous forme de rente trimestrielle de 1 800 €)
Besoin d'assistance	1 heure x 52 sem. x 23 €, env. 40 ans = 47 840 €	0 0	0 0
TOTAL	**827 840 €**	**216 000 €**	**432 000 €**

Comme le montre ce tableau, l'accidenté du travail avec faute inexcusable est clairement lésé.
Depuis des années, les associations de défense des accidentés du travail et les avocats de victimes tentent donc d'apporter des corrections à ce système.
C'est dans ce cadre qu'ont été obtenues des jurisprudences majeures. La décision QPC 2010-8 rendue par le Conseil constitutionnel le 18 juin 2010, élargit les postes de préjudices indemnisables pour les victimes de faute inexcusable de la part de leur employeur.
Ensuite, la Cour de cassation par deux arrêts du 20 janvier 2023 (n° 20-23.673 et n° 21-23.947), a affirmé que la rente allouée à la victime d'un accident du travail (AT) ou d'une maladie professionnelle (MP), ***ne répare pas le déficit fonctionnel permanent*** (DFP).
Dans notre exemple chiffré, cela majore l'indemnisation de la victime, – en cas de faute inexcusable de l'employeur – d'environ 60 000 €, l'indemnisation de son DFP.
C'est cette petite indemnisation complémentaire qui est à l'origine de la soudaine préoccupation des partenaires sociaux. Il faudrait « maintenir un caractère dual à la rente », auquel tout le monde serait attaché, via un mécanisme de calcul s'apparentant à une véritable usine à gaz (lire le projet d'article 39 du PLFSS* 2023).
Est-ce vraiment la priorité des syndicats de travailleurs de soutenir une complexification du calcul de la rente dont l'objectif sous-jacent est de revenir sur la jurisprudence de la Cour de cassation de janvier 2023 qui adopte une interprétation plus conforme à l'esprit de ce droit et plus favorable aux victimes

Est-ce vraiment la priorité des syndicats de travailleurs que de soutenir une complexification du calcul de la rente (...)

– il faut rappeler que c'est cette même Cour qui a posé le principe d'une interprétation stricte du terme « couvert » mentionné par la décision du Conseil constitutionnel de 2010 et a ainsi fermé la porte à une indemnisation, en droit commun, des victimes d'accident du travail avec faute inexcusable.
La réalité est que si l'indemnisation des victimes d'accident du travail est inadaptée, c'est faute de moyens financiers. ●

* Projet de loi de financement de la Sécurité sociale

CRÉATION DE LA FILPAC 63
Prendre son avenir en main

JÉRÉMIE DEMAY
RUST

En restant seul dans son coin, il est difficile de faire avancer les choses. Le Clermontois Kevin Billois a décidé de créer le syndicat Filpac CGT du Puy-de-Dôme. Son maître mot : la volonté.

Kevin Billois est un Clermontois investi et motivé, élu au CSE et délégué syndical Filpac CGT pour l'imprimerie Chaumeil Centre France, spécialisée dans la reprographie. La PME pour laquelle il travaille compte 24 salariés, et 90 % votent Filpac CGT. Kevin vise plus loin. Son rêve est simple. Il veut que la Filpac soit présente sur tout le département du Puy-de-Dôme. Problème, il n'existe pas de syndicat Filpac dans le département. *« Je risque d'être rattaché au syndicat multipro dans la catégorie Filpac »* explique-t-il.

Kevin ne se démonte pas et déploie une énergie capable de réveiller un volcan endormi. Il a lu le communiqué de la Filpac publié le 9 juin 2023 sur la politique salariale 2023 Labeur. Il prend sa plus belle plume, enfin son clavier, et écrit à la fédération : *« Je me tiens à votre disposition pour vous remonter toutes les revendications concernant notamment le secteur de la reprographie, sur notre convention collective de la reprographie, sur les salaires minimums pour 2023, avec l'inflation. Mais aussi sur la suppression de la prime d'hiver. Nous n'avons pas de chauffage dans notre atelier et cette suppression est vraiment intolérable aux yeux de nos salariés. »*

Un sens de la préoccupation collective qui n'est pas sans rappeler « le carreau cassé » avancé par Henri Krazucki en son temps. En quelques mots, le devoir d'un syndicaliste est de défendre le salarié devant la direction mais aussi de veiller à son confort sur son poste de production. Un carreau cassé d'une fenêtre à proximité peut sembler anecdotique, mais travailler dans le froid et l'humidité devient vite un calvaire. Kevin n'est pas tout seul. Accompagné par l'UL de Clermont-Ferrand, le contact est pris avec la fédération.

« Si des syndiqués, plus ou moins isolés, peuvent être regroupés dans certains cas avec réussite en syndicat multipro au sein d'un UL ou d'une UD, ici chacun pressentait qu'il serait possible que Kevin participe au déploiement des secteurs professionnels spécifiques à la Filpac. Pour autant, Kevin gardera un lien permanent et trés étroit avec son UL qui lui a trouvé d'ailleurs un local en son sein » explique Mario Ciona. Ce dernier voit une réelle opportunité dans la création de cette Filpac départementale : regrouper des militants éparpillés sur le territoire. Mais aussi, comme le précise encore Mario : *« Certains étaient assez éloignés des débats permis par les structures CGT existantes. »* L'autre avantage non négligeable est de procéder à une mise à jour importante des bases de données du Cogiciel. *« Au-delà de la très probable obsolescence des structures auxquelles sont rattachés certains adhérents figurant sur les données des UL et UD qui les avaient rattachés historiquement à la Filpac, on pouvait même se demander sur quels comptes sont perçues certaines cotisations... Ce constat peut être fait sur presque toute la France ! »*

Mails, coups de téléphone et visios s'enchaînent. Mario se rend deux fois à Clermont-Ferrand. Pour sa dernière visite, Carlos Tunon, le secrétaire général de la Filpac l'accompagne et peut échanger avec le secrétaire départemental de l'UD 63. Les statuts rédigés correspondant aux besoins des salariés des branches de la Filpac, ne reste plus qu'à trouver un responsable. Naturellement, c'est Kevin qui est désigné secrétaire général du syndicat Filpac CGT du Puy-de-Dôme. Il sera épaulé par des camarades actifs et retraités qui ont tous trouvé nécessaire de prolonger et amplifier leur implication.

Son premier objectif : voir la CGT réinvestir le secteur paritaire de la reprographie. Mario précise : *« Il propose d'être formé en ce sens et de contribuer au tuilage exprimé et espéré notamment par les camarades qui siègent en paritaire. »*

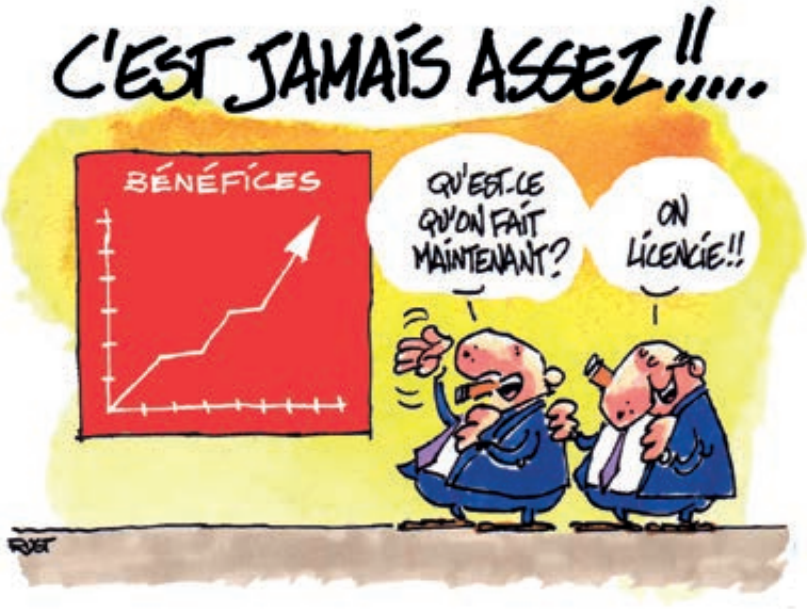
Cette création n'aurait pu être possible sans la détermination de Kevin. En sachant qu'il n'a aucun détachement, compte seulement dix heures de délégation par mois, et travaille en 2X8. Comment va-t-il faire ? Il veut prendre sur son temps libre, ses jours de repos, et ses vacances. Un virus syndical qu'il a reçu en héritage puisque ses grands-parents , oncles et tantes étaient eux-mêmes syndiqués. La vie de famille sera forcément contrainte par son engagement, mais son épouse le soutient et l'encourage.

La volonté reste le meilleur carburant pour avancer dans cette aventure. *« Il a créé lui-même le site de son syndicat récemment* (https://www.cgtfilpac63.fr/), *toutes les semaines nous échangeons avec lui pour aider son activité, et Kevin et son syndicat pourront apporter leur contribution dans le cadre des élections TPE à venir au 4e trimestre 2024 »* s'enthousiasme Mario. Il ne faut plus s'attendre les uns et les autres ! ●

Smurfit Kappa emballe Westrock ?

JÉRÉMIE DEMAY
RUST

L'annonce du mariage entre Westrcok et Smurfit Kappa inquiète. Ce nouveau leader mondial de l'emballage carton pourrait écraser toute forme de concurrence. Le conditionnel reste cependant de mise. Il faut attendre la validation de cette union par les autorités de la concurrence.



Aujourd'hui, une seule certitude : les salariés de Smurfit Kappa n'ont pas beaucoup d'informations. *« Depuis les annonces des deux groupes, nous n'avons aucune nouvelle »*, confirme Philippe Réchoulet. Élu à la papeterie Facture-Biganos en Gironde il est également président du comité de groupe européen de Smurfit Kappa. *« Aujourd'hui, ils n'ont pas le droit de se rapprocher pour parler de cette fusion. Le dossier est à l'étude par les autorités de la concurrence. Vont-ils devoir lâcher des entreprises pour entrer dans le moule ? Pour l'instant, on ne sait pas. Nous avons zéro information. »*

Face à ce brouillard, Philippe Réchoulet gratte là où il le peut pour recueillir des bribes d'informations et tenter de reformer le puzzle : *« Je me suis rapproché du comité européen de Westrock. On avait un comité de groupe européen exceptionnel, pour parler uniquement de la fusion. Finalement, il a été annulé. A priori, il est repoussé en mai ou juin car ils n'ont aucun élément à nous communiquer. »*
Peu d'information donc, même s'il paraît impensable que dans les hautes sphères de Westrock et de Smurfit Kappa personne ne communique, en interne, sur des messageries privées par exemple. En attendant, Philippe réfléchit : *« Westrock ne fait pas le même papier que nous en Europe. Nous on fabrique des cartons ondulés pour l'emballage solide. Eux, ils ne conçoivent que du carton plat. Donc ce n'est ni le même papier, ni les mêmes usines, ni les mêmes machines. Ce sont des productions qu'on peut qualifier de complémentaires. »* Au niveau de la production, les emplois ne semblent pas touchés directement par ce mariage. En revanche, la question se pose pour les services supports comme les ressources humaines, la comptabilité, les transports, ou encore les services informatiques. En revanche, *« aux USA et en Amérique latine, la situation est différente et il risque d'y avoir des conséquences sur l'emploi. Mais, nous ne sommes qu'en Europe et notre vision reste très vague sur ce qui pourrait se passer là-bas »* regrette Philippe Réchoulet.

> **« Mais, nous ne sommes qu'en Europe et notre vision reste très vague sur ce qui pourrait se passer là-bas (USA, Amérique latine). »**
> **Philippe Réchoulet, président du comité groupe européen Smurfit Kappa.**

Pourquoi créer un mastodonte de la cartonnerie ? L'élu syndical a une petite idée : *« Il y a quelques années, IP (international paper) avait tenté d'absorber Smurfit, car IP était plus gros que Smurffit. Cette fois, avec la fusion avec Westrock, l'entreprise devient la plus grosse. La société est moins vulnérable sur le marché. »* Bref, à force de se comparer, les patrons vont peut-être sortir de la cour de maternelle. ●

L'ACTU en bref... MONDE

MYANMAR (ex BIRMANIE)

L'Europe subventionne une dictature

Depuis le dernier coup d'État au Myanmar (ex-Birmanie), il y a trois ans, le régime militaire a déjà exécuté 4 000 personnes, enfermé plus de 26 000 autres, interdit les syndicats, détruit les libertés, et rétabli l'esclavage moderne. Plusieurs rapports le confirment, notamment celui de l'Organisation internationale du travail. Malgré ces éléments accablants, l'Union européenne fait les gros yeux mais continue de signer des chèques, dépassant 10 millions d'euros, afin de lutter contre la famine. Pour aider à un hypothétique retour à la démocratie, l'Europe, avec un programme baptisé MADE, encourage aussi l'économie sur place. Les ateliers du Myanmar fabriquent des vêtements pour Muji, H&M, C&A ou encore Primark. Des vêtements pas chers, souvent de qualité médiocre, polluants, et réalisés par des travailleurs sans droits, ni défense, ni salaires corrects. Les Droits humains victimes de la mode, c'est inconcevable pour les fédérations syndicales internationales (FSI) qui demandent à l'UE de réévaluer sa politique concernant le Myanmar. ///

ARGENTINE

L'EXTRÊME DROITE, ENNEMIE DES LIBERTÉS

Fin janvier, une grande grève générale a mis 1,5 million d'Argentins dans les rues. Ils dénoncent les projets du président d'extrême droite, Javier Milei. En cause : les réformes voulant déréglementer l'économie, réduire la taille et l'intervention de l'État et abroger des centaines de lois qui protègent les droits individuels et collectifs. Dans une série de lois, Javier Milei se donne tous les droits pour s'attaquer aux entreprises publiques, mais aussi interdire tout rassemblement de plus de trois personnes, considéré comme une manifestation non autorisée et conduisant directement en prison. Face à la contestation, le gouvernement a finalement retiré cette disposition. « *Nous félicitons les fédérations syndicales, nos affiliés et les travailleurs argentins pour leur excellente campagne et pour avoir protesté contre la législation imposée par le gouvernement Milei* » déclare le secrétaire régional d'IndustriALL, Mariano Vani. ///

ISRAËL

Futures victimes de guerre

Depuis l'attaque du Hamas et l'invasion israélienne de la bande de Gaza, les travailleurs palestiniens n'ont plus de droit de franchir la frontière. Le gouvernement Netanyahu compense cette perte de main-d'œuvre en lorgnant les travailleurs asiatiques. Ils viennent notamment du Sri Lanka, du Népal et de l'Inde. Les syndicats de ces pays sont inquiets de les laisser partir dans un pays en guerre, d'autant que plusieurs Népalais y ont déjà perdu la vie depuis le début du conflit. Pour Anton Marcus, secrétaire général du syndicat du personnel de la zone franche d'exportation et des services généraux, affilié d'IndustriALL au Sri Lanka : « *On ne peut que déplorer que le gouvernement sri-lankais soit incapable d'assurer la sécurité d'emploi et la protection sociale des travailleurs dans son pays et les incite plutôt à chercher du travail ailleurs, et cela dans une zone de guerre.* » Exporter la misère, on dirait Emmanuel Macron voulant « nettoyer » Paris avant les JO. ///

Avril ne se découvre pas d'un fil

JÉRÉMIE DEMAY
RUST

Tout ça pour ça ! Le monde paysan en colère a bloqué des routes, et menacé d'entrer dans Paris et dans le marché de Rungis. Ses actions contre des préfectures et des grandes surfaces n'ont rencontré aucune résistance de la police, les CRS proposant même une nouvelle version du sketch des Inconnus en remplaçant les chasseurs par des manifestants : *« Chef, c'est quoi la différence entre un bon et un mauvais manifestant ? » « Le mauvais manifestant c'est le zadiste gauchiste qui veut de meilleures conditions de travail et fait sa feignasse en voulant bosser jusqu'à 60 ans. Le bon manifestant roule en tracteur et il est soutenu par Cnews. »* Il aura fallu une enveloppe de 450 millions d'euros, avec des contours très flous (va-t-elle englober la suppression de la hausse du carburant ?) et la mort programmée du plan Écophyto pour que les tracteurs fassent demi-tour.

Les champs en lisier

Ces promesses répondent-elles à la misère paysanne ? Absolument pas. Aucun mot sur les acquisitions en dessous du prix de revient par les centrales d'achat. Rien sur les banques poussant au crédit pour mieux étouffer les exploitants. Que dalle sur les 23 milliards de chiffres d'affaires du groupe Lactalis en 2022, réalisés sur le dos de la majorité des éleveurs laitiers. Pourquoi faire autant de foin pour finalement rester sur la paille ?

Mets de l'huile

Les grands céréaliers sont les grands gagnants dans cette histoire. Parmi eux, Arnaud Rousseau. Président de la puissante et conservatrice FNSEA, il est aussi un des dirigeants du groupe Avril, quatrième groupe agro-industriel français. Le public connaît surtout les marques issues d'Avril, comme les huiles Lesieur et Puget, ou encore les œufs Matines. Il fabrique également de l'alimentation pour les animaux d'élevage comme les vaches, les cochons, la volaille et les lapins. Avril, c'est encore un groupe financier qui travaille avec le Crédit agricole et Natixis. Arnaud Rousseau dirige en plus une exploitation de plus de 700 hectares en Seine-et-Marne. Il a réparti ses terres en trois exploitations pour contourner les seuils limitant la taille des fermes... Enfin, il est maire de son village de 230 habitants. Autant dire qu'il est plus souvent assis dans un fauteuil de bureau que dans celui d'un tracteur. Ses fins de mois ne ressemblent pas non plus à celles d'un agriculteur moyen.

Du blé avant tout

C'est pourtant lui, pape de l'agrobusiness français, qui a négocié avec le gouvernement. La réforme de la PAC ? Pour quoi faire ! *« En 2021, le total de cette manne européenne s'est élevé précisément à 173 441 euros* (pour ses exploitations, Ndlr). *C'est 5,6 fois le montant moyen que touche une exploitation agricole en France »* révèle Médiapart en avril 2023. Défenseur des pesticides, des OGM, et des mégabassines, il n'est pas difficile de comprendre que

(...) il n'est pas difficile de comprendre que la santé des agriculteurs (...) et la protection nécessaire de l'environnement, Arnaud Rousseau s'en moque comme de son premier costard.

la santé des agriculteurs, le sort des éleveurs, et la protection nécessaire de l'environnement, Arnaud Rousseau s'en moque comme de son premier costard.

Le champ du départ

En attendant, les manifestants sont rentrés dans leurs campagnes avec de simples petites promesses dans leurs poches. Tant pis si les génuflexions d'Arnaud Rousseau cassent la dynamique d'un mouvement européen. Tant pis si les agriculteurs et éleveurs continuent de crever. Tant pis si les ouvriers agricoles n'ont pas de conventions collectives dignes et protectrices. L'important pour le président de la FNSEA n'est ni l'assiette des Français ni le travail de ses adhérents, mais bel et bien son profit.

Pourtant des solutions existent, notamment en dynamitant le système des centrales d'achat et de la grande distribution pour, qu'enfin, le travail soit rémunéré à sa juste valeur sans pour autant augmenter le prix de l'alimentation des Français. Visiblement, pour la FNSEA et la Coordination rurale il vaut mieux faucher les normes environnementales que d'assurer un avenir pérenne pour tous. ●

• Retrouvez cet article dans la nouvelle rubrique "La plume dans la plaie" du site Filpac : **www.filpac-cgt.fr/une-nouvelle-rubrique-medias-pour-reagir/**

LES SPÉCIALISTES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

35 ANS D'EXPÉRIENCE

auprès des CSE.
Spécialiste des Organisations Syndicales,
présent auprès de plus
de 40 Fédérations,
UD, UL et Comités Régionaux.

. Expertises Comptables
. Formations
. Commissariat aux comptes

40 EXPERTS QUI VOUS SONT PROCHES

CO·EXCO

VOS CONTACTS

COEXCO PARIS
11 rue des Immeubles Industriels - CS 41132
75543 PARIS CEDEX 11
01 43 73 90 79

COEXCO AMIENS
53-55 avenue d'Italie - CS 60453
80094 AMIENS CEDEX 3
03 22 53 27 47

vouzoulias@coexco.com - rouzoulias@coexco.com

RINO DELLA NEGRA, DU RED STAR AUX FTP-MOI

Il n'était pas sur l'affiche rouge avec ses camarades du groupe Manouchian, résistants FTP-MOI, lorsqu'elle fut placardée sur les murs de Paris. N'empêche, celui qui aurait pu se contenter d'être le brillant ailier du Red Star en 1943, fit le choix de la clandestinité et du combat contre la barbarie nazie pour tomber avec ses camarades au Mont-Valérien par un matin glacial de février 1944.

GEORGES KAPLAN

Rino Della Negra n'a pas eu les honneurs des photographes de la PropagandaStaffel pour la terrible affiche rouge, vraisemblablement parce que, abominablement torturé, il n'était pas présentable pour un document de propagande censé effrayer les Français. Enfant de l'immigration italienne d'avant-guerre, comment ce jeune footballeur, fusillé à 20 ans est-il devenu une figure mémorielle du club de supporters du Red Star FC (club de l'immigration par excellence de la région parisienne) ?

L'ENFANT

Venue du Frioul (province du nord de l'Italie) sa famille s'installe à Vimy, dans le Pas-de-Calais. La reconstruction qui suit la Première Guerre mondiale bat son plein. L'immigration italienne y trouve des débouchés, notamment le père de Rino, briquetier. Les chantiers de reconstruction se raréfiant à partir de 1926, la famille Della Negra part s'installer à Argenteuil, en banlieue parisienne, qui est à cette époque en plein développement urbanistique.
Les Italiens se concentrent alors dans le quartier Mazagran, renommé Mazzagrande. Si la majorité d'entre eux est arrivée pour des raisons économiques, d'autres sont des réfugiés politiques. Depuis son arrivée au pouvoir, Mussolini traque et chasse les communistes et les socialistes italiens et la plupart fuient l'Italie. Se constitue donc rapidement à Argenteuil un noyau de militants anti-fascistes, avec une culture de gauche très prégnante.
En 1935, Victor Dupouy devient le premier maire communiste d'Argenteuil et avec l'appui de Gabriel Péri (député de la circonscription) lance de nombreuses initiatives sociales avec notamment la mise en place d'institutions sportives.
Ambition déjà ancienne du mouvement ouvrier qui vise à la conquête des masses par tous les moyens, y compris sous l'angle des loisirs. Les organisations du mouvement ouvrier entendent ne pas laisser au patronat paternaliste et à l'Église l'initiative en la matière. Plusieurs associations sont mises sur pied, telle la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) en 1934, proche de la CGT et de la CGTU, qui initie à plusieurs types de disciplines (boxe, athlétisme, natation, football...) avec des clubs omnisports. La FGST bénéficiera du soutien politique de Léo Lagrange en 36 avec le Front populaire.

L'OUVRIER ET LE FOOTBALLEUR

Grâce à l'action de la FGST, on assiste en banlieue parisienne à l'affirmation d'un football ouvrier qui s'appuie sur les municipalités conquises par la gauche unie ou au sein de la banlieue rouge. Ces clubs participent à la solidarité de classe des jeunes ouvriers. Cette conception du sport accessible à tous, à l'opposé de son origine aristocratique séduit Rino qui y découvre sa future passion pour le football. Il devient rapidement un ailier très technique qui peut

En haut, l'équipe du Red Star en 1940. Rino Della Negra est le deuxième accroupi à partir de la gauche.
Ci-contre Rino dans ses œuvres, match de la coupe du *Matin*/FGST du 21 novembre 1941. © Archives famille Della Negra.

« Rino rejoint, sous le pseudonyme de* « Robin », *le troisième détachement (les Italiens) et va intervenir dans 15 à 20 opérations. »
Jean Vigreux[1], professeur d'histoire contemporaine, Université de Bourgogne Franche-Comté

atteindre des pointes de vitesse impressionnantes (100 mètres en 11 secondes[2], pas mal pour l'époque !). Espoir du football, Rino Della Nagra commence sa carrière au FC Argenteuillais au poste d'attaquant, dans l'équipe interne de l'usine Chausson qui remporte la Coupe de la Seine en 1938, puis à la Jeunesse sportive Jean-Jaurès d'Argenteuil avec qui il gagne la Coupe du Matin-FSGT en 1941. En 1942, cette compétition change de formule et oppose des sélections régionales à celle de Paris. Il inscrit un

1. Jean Vigreux est l'auteur (avec Dimitri Manessis) du livre *Rino Della Negra, footballeur et partisan,* qui a servi de base à cet article.
2. Pour comparaison, le record du monde de Jesse Owens aux JO de Berlin en 1936 était de 10.2 s !

Les FTP-MOI, l'affiche rouge et Missak Manouchian

Le 21 février 1944, 23 membres des FTP-MOI tombent sous les balles allemandes au fort du Mont-Valérien. Épilogue tragique d'une traque de plusieurs mois des combattants les plus déterminés de la Résistance en région parisienne par la police française (militants anti-fascistes et étrangers, ils sont la cible privilégiée de la Gestapo et des polices de Vichy). Les FTP-MOI (Francs-tireurs partisans – Main d'œuvre immigrée) sont constitués à partir du printemps 1942 autour d'un premier chef : Boris Holban, militant communiste d'origine roumaine qui n'a rien à envier à personne en matière de lutte armée clandestine. Entre mars 1942 et novembre 1943, les FTP-MOI, constitués de huit détachements (par nationalité ou « spécialité ») hyperactifs, vont signer pas moins de deux cents attaques de convois allemands, assassinats d'officiers nazis, collabos, déraillements, incendies… Désavoués par Londres (De Gaulle) parce qu'elles entraînent des représailles et l'exécution d'otages, les FTP-MOI ne recoivent plus de livraisons d'armes à partir du printemps 1943. En conséquence, considérant que ses troupes sont au bord de la rupture, Boris Holban refuse d'augmenter la cadence des attentats demandée par Jacques Duclos (responsable du PCF clandestin). Missak Manouchian (militant communiste de longue date d'origine arménienne) le remplace avec le titre de commissaire militaire de la région parisienne et relance la campagne d'attentats (au moins 30 entre juillet et novembre 1943). Mais la brigade spéciale de la préfecture de police est sur leurs talons et démantèle les FTP-MOI parisiens lors d'un vaste coup de filet de 68 arrestations à la mi-novembre 1943. Les Allemands et les responsables vichystes entendent faire de ces arrestations un coup de propagande éclatant pour discréditer les FTP-MOI et la Résistance en général. La célèbre affiche ci-dessous est imprimée au lendemain de leur exécution et diffusée à 15 000 exemplaires dans la région parisienne. Impact nul : les Français ne sont plus dupes, la libération approche…
Comme l'a écrit Aragon dans son célèbre poème hommage : *« Mais à l'heure du couvre-feu des doigts errants avaient écrit sous vos photos* « morts pour la France » *Et les mornes matins en étaient différents. »* ///

doublé lors de la finale victorieuse. Il est remarqué par la presse lorsqu'il rejoint l'Union sportive athlétique de Thiais. Le Red Star de Saint-Ouen, le recrute au début de la saison 1943-1944. La presse sportive d'alors témoigne abondamment de ses exploits.
Il y a le football, bien sûr, mais aussi après le travail, l'ambiance politisée des cafés où Rino rencontre et échange avec des ouvriers un peu plus âgés que lui. Certains d'entre eux ont combattu en Espagne et lui racontent la guerre qu'on y mène pour la défense de la République contre les troupes fransquistes. Les grandes grèves de l'été 1936 et de 1937 vont marquer une étape dans la prise de conscience politique de Rino, alors qu'il travaille lui-même dans une usine de construction automobile en lutte. Toute une génération de jeunes ouvriers va y trouver le credo politique qui décidera de leur engagement dans la résistance armée.

Il va ainsi participer à une vingtaine d'opérations (sabotages, incendies, grenadages, attentats…)

LE RÉFRACTAIRE ET LE COMBATTANT

En février 1943, comme des milliers de jeunes Français, Rino est réquisitionné pour le STO (Service du Travail obligatoire), programme nazi de déportation et de travail forcé destiné à combler les vides de la mobilisation allemande massive.
Sa carrière sportive va s'arrêter là. Réfractaire et clandestin, Rino entre en contact avec les FTP de sa banlieue (en majorité des Italiens) et par leur intermédiaire rejoint rapidement les FTP-MOI où il est (logiquement) affecté au 3e détachement italien sous le pseudonyme de « Robin ». Il va ainsi participer à une vingtaine d'opérations (sabotages, incendies, grenadages, attentats…) entre avril et novembre 1943 (voir encadré ci-contre). Le 12 novembre 1943, il est blessé et arrêté avec une partie de son groupe lors de l'attaque d'un convoyeur de fonds. Son arrestation coïncide avec celles des autres membres parisiens des FTP-MOI traqués par près de 200 policiers. Missak Manouchian, leur chef, tombe une semaine plus tard. Rino est intégré aux autres membres des FTP-MOI lors du procès spectacle de la propagande allemande organisé à la Maison de la Chimie le 19 février. Condamné à mort avec vingt de ses camarades, il est fusillé le 21 février au Mont-Valérien.
Footballeur de talent, combattant déterminé, ce sont de manière assez originale, les supporters du Red Star qui vont porter sa mémoire comme le précise Jean Vigreux : *« Après-guerre, une coupe de la FSGT sera baptisée* « Rino Della Negra ». *Sa famille a gardé tous les trophées portant son nom et les a remis entièrement au club de supporters du Red Star en février 2022.*
En plus de ces coupes, l'aspect mémoriel dans le monde du football est aussi lié à la tribune qui porte son nom au stade Bauer de Saint-Ouen. Son visage et son patronyme sont honorés par des bannières, des vêtements et des chants qui incarnent l'identité antifasciste du club. ●

Sources : article *Rino Della Negra, résistant communiste et footballeur,* Adrian Thomas, Jean Vigreux / 13 novembre 2023

DIAGORIS

EXPERTISE

NOTRE EXPERTISE AU SERVICE DE VOTRE ENGAGEMENT

Cabinet d'Expertise Comptable Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables.

MISSIONS D'ASSISTANCE EN VUE DE LA CONSULTATION SUR:

La Situation Économique et Financière

ARTICLE L2323-12 DU CODE DU TRAVAIL

La Politique Sociale, les Conditions de Travail et l'Emploi

ARTICLE L2323-15 DU CODE DU TRAVAIL

Les Orientations Stratégiques

ARTICLE L2323-10 DU CODE DU TRAVAIL

01 42 17 04 15 – contact@diagoris.fr
43 Rue de Rennes, 75006 Paris

DIAGORIS.FR

La baffe du Vel' d'Hiv'

✍ JD

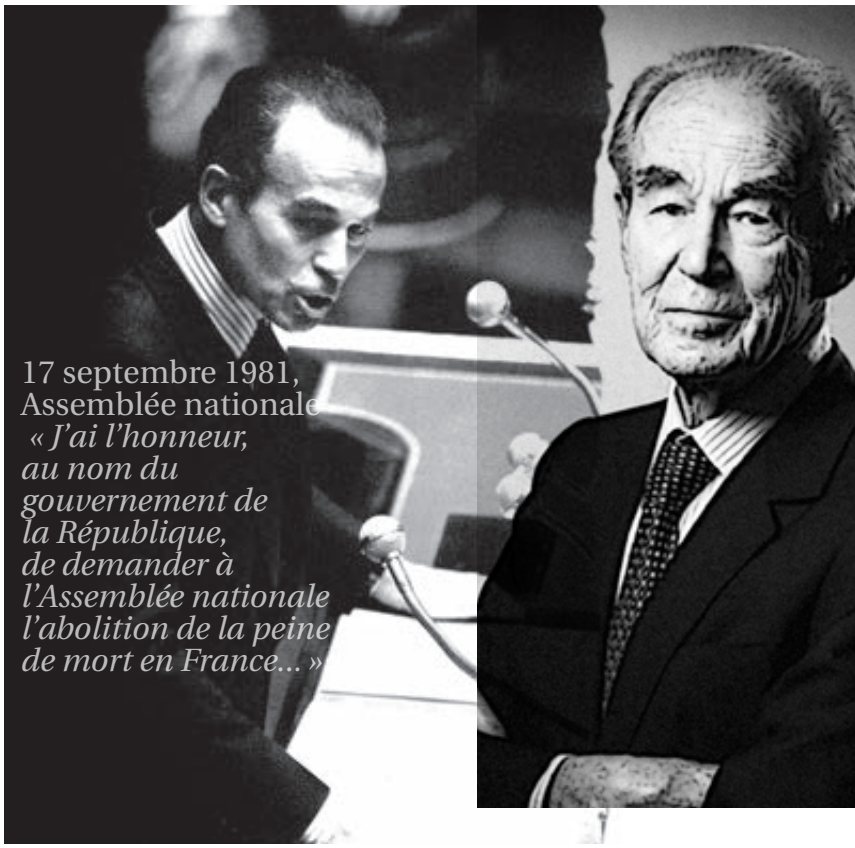
Orateur exceptionnel avec ses interventions contre la peine de mort, Robert Badinter avait aussi laissé éclater sa colère lors d'une cérémonie au Vel' d'Hiv' en juillet 1992.

Ses sourcils en bataille accentuent son regard noir fixant son indignation et sa fureur. Ce 16 juillet 1992, la république française commémore la rafle du Vel' d'Hiv'. Même lieu, cinquante ans après. Pour la première fois, un président dépose une gerbe de fleurs au pied du monument. Un geste mémoriel, mais qui ne semble pas suffisant pour une partie de la communauté juive réclamant que la France demande pardon pour le régime de Pétain. Des cris fusent : *« Mitterrand à Vichy ! »* Le livre de Pierre Péan, *Une Jeunesse française,* sortira pourtant deux ans plus tard, mais les amitiés de François Mitterrand avec René Bousquet, Jean-Paul Martin (directeur de cabinet du premier sous Vichy), ou encore Pierre Saury (« préfet » de police à Lyon en 1943) ne semblent plus être si secrètes que ça… Les esprits s'échauffent, une légère bousculade se déclenche.
Robert Badinter assiste à ce triste spectacle. Quelques jours auparavant, il avait demandé à François Mitterrand s'il pourrait prononcer le discours, lui, ce fils de déporté qui a eu la vie sauve uniquement grâce au courage de rares patriotes de l'époque. Le même Badinter, professeur de droit privé, avocat, qui en 1981 avait réussi à abolir la peine de mort, sent sa colère monter. Son intervention ne sera pas celle initialement prévue.

« Vous m'avez fait honte »

Il arrive calmement à la tribune. *« Mesdames, Messieurs, à cet instant… »* Le brouhaha s'intensifie. Robert Badinter pense que les micros ne fonctionnent pas. *« On m'entend ? »* Il reprend : *« à cet instant, et parmi vous »* Sa gorge se serre. *« Si je me lève devant vous pour prendre la parole, ce n'est pas dans le cadre d'un exercice officiel. Si je suis présent parmi vous aujourd'hui et à cette tribune, c'est parce que je suis venu comme vous ici pour honorer des martyrs. Pour que chacun se souvienne de ce qu'il est advenu dans ces lieux et en tire la leçon. Je le dis très fortement, je me serais attendu à tout éprouver et je redoutais même de céder à l'émotion. Si forts sont les sentiments que l'on peut éprouver quand on pense à ces jours écoulés. Je me serais attendu à tout éprouver sauf le sentiment que j'ai ressenti il y a un instant et que je vous livre avec toute ma force d'homme. »* Sur ce dernier mot, sa voix se brise. Son corps se tend, ses épaules suivent le mouvement de son buste penché, comme prêt à se jeter dans la foule. *« Vous m'avez fait honte »* dit-il deux fois. *« Pensant à ce qui s'est passé là, vous m'avez fait honte. Il y a des moments où il est dit dans la Parole, les morts vous écoutent. Croyez-vous qu'ils écoutent ça ! »* Quelques applaudissements dans l'auditoire. Il poursuit : *Je ne demande rien. Aucun applaudissement. Je ne demande que le silence que les morts appellent. Taisez-vous ! Ou quittez à l'instant ce lieu de recueillement. Vous déshonorez la cause que vous croyez servir. »*

> **Taisez-vous ! Ou quittez à l'instant ce lieu de recueillement. Vous déshonorez la cause que vous croyez servir.**



17 septembre 1981, Assemblée nationale
« J'ai l'honneur, au nom du gouvernement de la République, de demander à l'Assemblée nationale l'abolition de la peine de mort en France… »

« Un meeting politique misérable ? »

Plus personne n'ose broncher. Derrière Robert Badinter, un porte-drapeau acquiesce au début de la prise de parole, puis regarde le bout de ses chaussures. La force et la véhémence de cette engueulade ont fait taire tout le monde. Ce discours mémorable résume, s'il le fallait, qui était Robert Badinter. Un tribun préférant la précision du mot à la bonne formule simpliste. Une maîtrise de la langue développée dans les prétoires et dans les livres au service d'une conviction républicaine inébranlable.
De ce discours du Vel' d'Hiv', il se souviendra plus tard au micro de France inter (24/06/99) : *« J'ai été pris d'une colère… d'une fureur »* explique-t-il, en pensant *« aux morts qui nous écoutent et quelle infamie à leur égard on leur faisait subir. Comment est-ce qu'on ose transformer une cérémonie comme celle-là en espèce de meeting politique misérable ? J'étais hors de moi ».* Quand la force oratoire rencontre l'honnêteté de l'âme, l'humanisme devient universel. ●

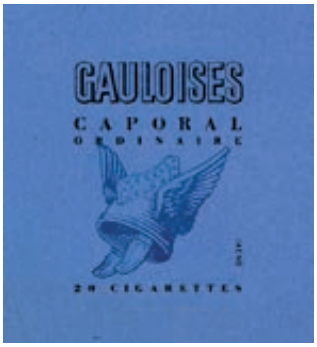
ARTS GRAPHIQUES

Marcel Jacno, graphiste et typographe

GK

Personne ne connaît Marcel Jacno. Tout le monde connaît Marcel Jacno. Ou plutôt, tout le monde connaît son travail graphique… Particulièrement les fumeurs… Quiconque a brûlé quelques Gauloises, se rappelle le dessin caractéristique du casque qui en ornait le paquet. Pour l'anecdote, la signature de son nom qui accompagnait ce casque détient le record mondial de reproduction d'une image : pas loin de 7 milliards d'exemplaires en cinquante ans ! Autre époque, lointaine, où la création d'un packaging de cigarettes ne se résumait pas à un dossier photos de l'institut médico-légal. Marcel Jacno est l'un de ceux qui ont créé les formes graphiques et typographiques qui ont habillé notre quotidien pendant près de cinquante ans. En créant affiches, emballages, polices de caractères, couvertures de livres… comme ses contemporains Savignac, Villemot, Cassandre, Excoffon. Jacno (de son vrai nom Jachnovitch) entame sa carrière de graphiste à la fin des années 20 en illustrant des vignettes publicitaires pour la presse et en dessinant des affiches de cinéma. Ces travaux mal rémunérés (une constante depuis un siècle dans la publicité et de la création graphique en France) le poussent à s'orienter vers des expériences graphiques plus exigeantes. C'est la découverte du travail typographique de l'affichiste Cassandre, en 1929 qui va lui faire abandonner son statut de simple illustrateur pour l'exploration du champ typographique. Au début des années trente, Marcel Jacno commence à dessiner des polices de caractère pour diverses fonderies (Vox, Deberny Peignot). Rappelons qu'à cette époque, c'est avec un crayon, de l'encre, des calques que l'on crée une typographie dont les dessins finalisés sont transmis à des fonderies qui modèlisent les caractères pour les couler en plomb et qui sont, au stade final, vendus aux imprimeurs ou aux fabricants d'enseigne. Un passage par les États-Unis en 1936, lui révèle l'importance de la publicité et de la conceptualisation visuelle. Comme il y découvre que la fonction de graphiste est aussi respectée que celle d'un architecte : un choc culturel !
À la veille de la guerre, Marcel Jacno, graphiste, typographe, enseignant, est un artiste reconnu et consacré par ses pairs. Avec la guerre, l'occupation et la France de Vichy, du fait de ses origines juives, il est contraint d'interrompre ses activités à partir de 1942. Résistant actif, il est arrêté et déporté en 1944, il ne reprendra son métier qu'à son retour à Paris en 1945. Commence une nouvelle phase de sa carrière… les trente glorieuses de Marcel Jacno en quelque sorte. Il conçoit dès 1947 pour différentes maisons d'édition de nombreux principes de couverture de livres (club français du livre, Julliard, Denoël). En 1951, il fait la rencontre décisive de Jean Vilar pour qui il va créer l'identité visuelle du TNP et ses extraordinaires affiches. Il intervient dans la presse où on lui doit le bloc titre de *France Soir,* les premières unes de *l'Observateur.* Et ainsi de suite… Michel Wlassikof, au fil des 220 pages, égrène toutes ces remarquables créations dans un ouvrage au graphisme épuré qui rend hommage au travail de ce graphiste exigeant et visionnaire. Marcel Jacno nous a quittés en 1989, on a peut-être maintenant oublié son nom, mais ses images, elles, sont ancrées dans la mémoire collective. ●

Marcel Jacno, graphiste et typographe, Michel Wlassikoff, Actes Sud, Imprimerie Nationale éditions, 220 pages, 39 €.

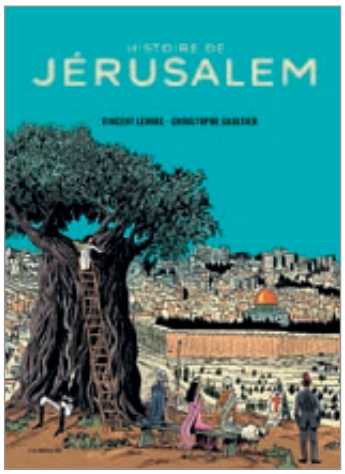


À propos d'Israël et de la Palestine

ANNE DUVIVIER

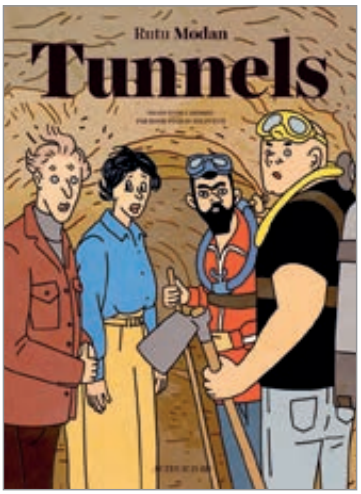
Israël – Palestine, l'interminable guerre qui ravage les deux peuples, attise les tensions en tous points du globe, divise les États, les communautés religieuses, les partis, les citoyens, jusqu'au cœur des familles, camp contre camp. Tragédie des juifs persécutés depuis la nuit des temps, tragédie des civils palestiniens écrasés sous les bombes, tragédie des hommes et des femmes de paix, de chaque côté, qu'on ne veut plus écouter.
Parmi la profusion d'ouvrages qui traitent de ce sujet, nous avons choisi de présenter deux remarquables BD. De genre différent, l'une historique, l'autre de fiction, elles concourent magnifiquement à mieux faire comprendre ce qui se joue sur cette terre qui nous concerne tous, dans notre commune humanité.

Le point de vue de l'olivier
Avec dix chapitres, deux cent cinquante pages, additionnées de notes, repères chronologiques et bibliographie nourrie, l'historien Vincent Lemire retrace magistralement quatre mille ans d'histoire de Jérusalem, illustrée par Christophe Gaultier en larges planches saisissantes, dont Marie Galopin signe la couleur. Bleu tendre de la mer, nuances d'ocre de la terre, des pierres, du ciel jusqu'au fauve, à l'écarlate, feu dévastateur, corps massacrés, brun, noir de la terreur et de l'obscurantisme.
4000 ans, c'est aussi l'âge d'un splendide olivier, le narrateur, petite graine germée sur le mont du même nom, Har-Ha-Zeitim en hébreu, Jabal al-Zaytoun en arabe, et le lecteur qui ne parle pas ces langues ne peut qu'être frappé par leur ressemblance. Une terre calcaire, pas vraiment le rêve pour bâtir une cité, à l'écart de tout, *« pas une goutte de pluie pendant six mois de l'année, entre avril et octobre… Des hivers rigoureux, des tempêtes de neige, des étés suffocants, des nuits froides, des orages, du vent… »* sans oublier les séismes fréquents. La première bourgade, future Jérusalem, appartient d'abord à l'Égypte.
Selon la Bible, le roi Salomon, y construit le premier temple, cœur de la ville, qui va connaître d'innombrables vicissitudes au fil du temps : pillé, profané, détruit, dès –586 avant notre ère, aussitôt reconstruit, redémoli, re-reconstruit à chaque fois, et la ville avec lui, sans cesse dévastée, sans cesse se relevant. Juive, chrétienne, païenne, musulmane, cosmopolite, abandonnée à toutes les convoitises, les rivalités, les cruautés, les passions, l'ivresse du pouvoir. Rares sont les périodes d'accalmie où la prospérité rejaillit aussitôt. Qui se souvient de Frédéric II, saint empereur romain et roi de Sicile, qui se fait couronner roi de Jérusalem en 1229, dans le Saint Sépulcre ? *« Souverain polyglotte, arabophone et volontiers islamophile »* il demande pourquoi il n'entend plus le muezzin appeler à la prière. On lui répond que c'est par respect pour sa religion mais il éclate d'une belle indignation fraternelle, ordonnant que l'appel soit rétabli. S'ensuivent dix ans de paix, avant l'irruption violente des chevaliers templiers, précédant de peu la dévastation par les Tatars, d'Asie centrale en 1244.
Autre parenthèse heureuse pour la ville, racontée au chapitre VII : *1596 – 1799, « la paix des Ottomans »*. Sous leur domination, musulmans, juifs et chrétiens partagent les mêmes droits, sont associés aux responsabilités et s'activent ensemble à l'embellissement de la ville, dont Soliman le Magnifique dirige les travaux. Les bouchers juifs vendent leur viande casher aux musulmans qui la considèrent comme halal… Et les commerçants chrétiens vendent même à tous de l'alcool, au grand dam du cadi. Ensuite… Bonaparte, l'ingérence croissante de ce qu'on appelle indûment la « communauté internationale », avec les résultats qu'on sait. On se prend à rêver de ce qui a pu être et pourrait peut-être redevenir. Le livre s'achève sur la période récente, mais avant le 7 octobre, et on le referme le cœur serré, sur les questions prêtées au vieil olivier à propos de l'avenir : *« Un désert post-apocalyptique, une ville en ruines, une nouvelle fois détruite par la folie des hommes et une nouvelle fois en attente de sa propre résurrection ?*
Une capitale pour deux États confédérés, une ville partagée mais non divisée, avec des institutions israéliennes à l'ouest, des institutions palestiniennes à l'est, et au centre de la ville une municipalité commune, élue par tous les habitants, qui prendrait en charge les besoins de chaque citadin, et les aspirations de chaque visiteur, quelles que soient sa religion et sa nationalité ? »
Pauvre olivier qui risque dans pas si longtemps de se retrouver seul, à contempler le vide, comme au premier jour… ●



Histoire de Jérusalem, Vincent Lemire et Christophe Gaultier, Les Arènes BD, 2023, 27€.

Aventuriers de l'arche perdue
Une jeune archéologue israélienne, fille d'un éminent universitaire aujourd'hui perdu dans les brumes d'un grand âge, croit pouvoir retrouver la fameuse arche d'alliance, censée contenir les tables de la loi, en achevant les fouilles entreprises jadis par son père. Pour cela, il faut creuser, mais le hic est qu'aujourd'hui, la zone de recherche est barrée par le mur qui sépare Israël et la Cisjordanie. Une petite équipe haute en couleur se met cependant au boulot et quand, miracle, son tunnel débouche enfin sur une salle, nos archéologues se retrouvent nez à nez avec des Palestiniens creusant en sens inverse pour leur activité de contrebande. Ils vont s'apprivoiser, se méfier, s'unir, se trahir, s'espionner, se fâcher, se reparler, traînant en chemin comme des boulets



les pieds nickelés dont le sort les encombre, chacun dans son camp. Il en résulte une série de scènes et de personnages désopilants, racontés avec une tendresse et une finesse jubilatoires. Rutu Modan, Israélienne militante pour la paix, plusieurs fois récompensée à Angoulême, excelle dans cet exercice périlleux.
Côté israélien, mention spéciale au collectionneur aussi avide qu'inculte, au chercheur sans scrupule auréolé d'un prestigieux « prix de l'Avenir du passé » (!), au théologien de pacotille rusé, volubile, cynique, mais pas tant qu'il le dit, aux jeunes ultra-religieux et ultra-benêts… Du genre à gloser sans fin, avachis près du feu, devant quatre assiettes sales, pour déterminer s'il est licite de les laver un soir de shabbat. Ils ont bien l'idée de refiler, mine de rien, la vaisselle au soldat érythréen qui surveille le campement, et il faut leur rappeler que lui aussi est juif… Sans oublier le petit garçon de l'héroïne, scotché au score qu'il essaie d'augmenter, d'un jeu sur le téléphone de sa mère et pour qui la brutale immersion dans la réalité sera bien plus effrayante que son monde virtuel.
Côté palestinien, le beau révolté au regard de braise, qui n'a d'yeux finalement que pour le frère blondinet de l'héroïne ; son frère à lui, un colosse avare de paroles, délicieusement surnommé « Zouzou ». Et le pendant des religieux juifs, deux jeunes apprentis djihadistes ne connaissant pas un traître mot du Coran, aussi tartignolles que les autres, envisageant un instant de décapiter un archéologue et se demandant nonchalamment, une main dans la poche du jean : *« On fait une vidéo ? »* avant de lâcher toute l'affaire parce qu'ils *« n'ont pas le temps »*.
On reparle beaucoup de cette BD, parue il y a trois ans, parce que paradoxe cruel, elle semble appartenir à un âge presque heureux. Nous ne dirons rien de la fin bien sûr…
Cette chasse au trésor tient son lecteur en haleine jusqu'au bout, fait rire beaucoup et touche aussi quand on ne s'y attend pas, éloge en filigrane des liens familiaux, images sans tabou de la déchéance de la vieillesse, et ces dialogues ciselés qui sous leur aspect anecdotique racontent l'histoire d'un peuple déchiré. Ainsi, cette conversation tendue entre Nilli l'Israélienne et Mehdi, le Palestinien qui pourtant se connaissent depuis l'enfance, mais se disputent le tunnel :
« Peut-être cette partie, concède-t-elle, *mais à partir de là, c'est mon père qui l'a creusé.*
- Que mon père a creusé.
- Mais c'est mon père qui a commencé.
- Puis vous êtes partis.
- Et maintenant nous sommes revenus.
- Et maintenant nous sommes là.
- Mais nous y étions avant vous.
- Tout dépend de la date du début. »
Un dialogue qui résume parfaitement cette guerre fratricide, à laquelle il est vital pour nous tous de mettre un terme. Tout dépend maintenant de la date de la fin…

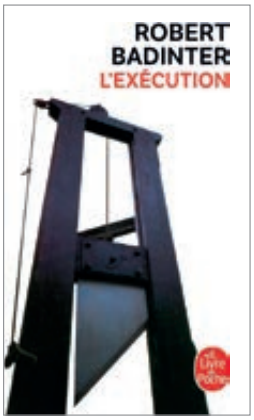
Tunnels, Rutu Modan, Traduit de l'hébreu par Rosie Pinhas Delpuech, Actes Sud BD, 2021, 25 €.

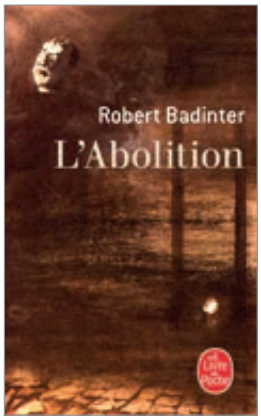
Relire Robert Badinter

✍ AD

Il y a des lectures qui changent le cours d'une vie, qui font grandir et précipitent l'engagement. Dans *L'Éxécution,* puis *L'Abolition,* livres passion, Robert Badinter nous fait éprouver, dans sa langue limpide, l'insoutenable horreur de la mise à mort de tout homme, fût-il coupable, mais homme d'abord. Son combat acharné contre la peine capitale est loin d'être achevé, nous ne le savons que trop. Lire ou relire cet éveilleur de conscience est plus que jamais indispensable, bouleversant, salvateur. Et puis… continuer, dans ses pas.

L'Éxécution, réédition 1977, Le livre de Poche, 7,70 €.
L'Abolition, réédition 2021, Le livre de Poche, 9,90 €.





Putain, trois ans !

JÉRÉMIE DEMAY

Doucement, une mise à jour est bien suffisante. Un petit peu d'écologie par-ci, ne pas oublier de parler des jeunes par-là, et puis ne pas froisser les patrons, il ne faut pas abuser non plus.

Ça va être long avant la prochaine présidentielle. Trois ans à entendre toutes les deux semaines : *« Le président Macron cherche un nouvel élan »*, ou encore *« Une journée décisive pour le gouvernement »*, sans oublier *« Ce texte de loi est un cap majeur dans son mandat »*.
Déjà sept ans qu'on nous bassine avec ces fadaises. Le macronisme ne marche pas, c'est tout. La politique étant devenue un simple produit marketing, les potes du président tentent de recycler chaque nouvelle mise à jour comme une révolution. Après le Macron 2017, vivement le Macron 2024 ! Bourré de nouveaux gadgets, il paraît même qu'il brille la nuit. Ce qui est la moindre des choses quand il est incapable de le faire la journée. Pendant ce temps-là, les concurrents se préparent en pensant, eux aussi, qu'une couleur à la mode sur le carton laisse croire qu'ils restent dans le coup. Les idées ? Oh là ! Doucement, une mise à jour est bien suffisante. Un petit peu d'écologie par-ci, ne pas oublier de parler des jeunes par-là, et puis ne pas froisser les patrons, il ne faut pas abuser non plus.
Encore trois ans à devoir se taper leurs salades matin, midi, et soir. Dimanche compris. Pourtant, ce temps pourrait être mis à profit pour reconstruire, repenser, créer... Bref, trouver des pistes pour sortir de ce bourbier. D'autant que les élections européennes de juin prochain pourraient être un point d'étape intéressant pour se poser des questions simples : la gauche complètement éparpillée pèse-t-elle autant qu'une gauche à peu près unie ? Encore faut-il savoir ce qu'est réellement la gauche... Emmanuel Macron peut-il encore régner quand la grande majorité des Français aimerait qu'il fasse ses valises pour Le Touquet ? Et surtout, comment ouvrir les yeux des citoyens sur l'arnaque de l'extrême droite ? Comme d'habitude, ces questions animeront les plateaux télés de la soirée électorale. Mais dès le lendemain, la cour de récréation reprendra ses droits à coups de *« C'est celui qui dit qui y est ! »* et *« François* (oui mais lequel ?) *a dit que Manu, il n'est pas gentil »*, sans oublier *« Jordan, il est bête, mais il plaît aux filles »*.
Trois ans c'est long, très long, trop long. À force, le pop-corn ça donne mal aux dents. Alors, sortez de votre rôle de spectateur. Mobilisez-vous, organisez-vous, engagez-vous ! Les politiques pensent que la France se reflète dans les dorures de la république ? À nous de leur montrer que notre héritage social ne sera pas dilapidé pour leurs profits. Il faut arrêter de les attendre. Leur train est au terminus, le nôtre va partir. ●

Af
fi
che
Ça ne se recharge pas
C'est incassable
Ça ne tombe pas en panne
Ça ne consomme pas d'énergie
C'est mis à jour régulièrement
sans votre intervention
C'est recyclable à 100%
Ça s'appelle une affiche...
| Levez le nez de vos écrans. Informez-vous avec l'affichage |
filpac cgt
La fédération au cœur de la lutte
pour la défense de l'imprimé,
de la presse écrite et des métiers
du livre et du papier
Le Livre, le Papier et la Communication
www.filpac-cgt.fr

Camping Le Navarre***

Tarifs particuliers 2024

LOCATION MOBIL-HOME (draps et linge de toilette non fournis)

Les arrivées se font à partir de 15H30
Locations du samedi au samedi uniquement en haute saison

PRÉVOIR CAUTION de 100€ (CB ou esp.) Alèses jetables : *OFFERTES* Taxe de séjour : 0.84€/ adulte/nuit Gamme Confort * : avec climatisation et TV	**4 Places** 2 chambres	**4 Places** 2 chambres (MH + 10 ans)	**4 Places** Confort * 2 chambres	**6 Places** 2 chambres PMR	**6 places** 2 chambres Confort *	**6 Places** 3 chambres	**6 Places** 3 chambres Confort *
Du 13 avril au 4 mai	190€	150€	240€	210€	260€	280€	330€
Du 4 mai au 15 juin	290€	150€	340€	310€	360€	380€	430€
Du 15 juin au 6 juillet	440€	200€	490€	460€	510€	530€	580€
Du 6 juillet au 24 août - Haute Saison	700€	650€	860€	800€	890€	940€	990€
Du 24 août au 28 septembre	290€	200€	340€	320€	360€	380€	430€

EMPLACEMENTS CAMPING
(TENTES, CARAVANES, CAMPING-CAR)

Prévoir adaptateur P17 Taxe de séjour : 0.84€ /adulte/ jour	**Basse Saison**	**Haute saison**
Emplacement 1 ou 2 personnes	27€	34€
Emplacement 3 personnes	29€	37€
Emplacement 4 personnes	31€	40€
Emplacement 5 personnes	33€	44€
Emplacement 6 personnes	35€	46€

* WEEK-END BASSE SAISON

(2 nuits minimum) À partir du 4 mai
2 nuits : 130€ / 3 nuits : 150€
4 nuits : 170€
Au delà de 4 nuits : semaine facturée
** Pour toute location d'un MH confort :*
+ 10€/nuit

PRESTATIONS LINEAIRE CAMPING
Emplacement avec électricité (16 Ampères) : **2 500€**
Forfait animal (Maximum 2) : **80€**
Garage mort (fermeture - ouverture) : **170€**

Promotions

Mobil Home
(4 semaines)
du 4/05 au 6/07
et du 24/08 au 28/09
4 pl. 900€
4 pl. confort 970€
6 pl. 950€
6 pl. confort 1020€

Mobil Home
(2 semaines)
du 13/04 au 6/07
et du 24/08 au 28/09
-20% sur le tarif de location

Mobil Home
(3 semaines)
du 24/08 au 28/09
4 pl. 750€
4 pl. confort 800€
6 pl. 800€
6 pl. confort 850€

N'HESITEZ PAS À NOUS CONTACTER !
Pour tout séjour de groupe
(centres de loisirs, regroupements sportifs...)
nous proposons des tarifs avantageux !
Les CE sont également les bienvenus.

FIDÉLITÉ RÉCOMPENSÉE !
20€ offerts par semaine (sur les locations)
à nos plus fidèles clients
(valable uniquement sur un seul séjour, hors promotions et formule week-end, offre non cumulable)

AU CŒUR DU
LANGUEDOC-ROUSSILLON

DÉCOUVREZ LE Camping Le Navarre

à **VIAS-PLAGE** (HÉRAULT)

60 mobile homes,
40 emplacements nus...

www.campinglenavarre.com

... piscine, aire de jeux, activités

CAMPING ★★★ Le Navarre

534, avenue de la Méditerranée
34450 Vias Plage
mail : **campinglenavarre@gmail.com** /
www.campinglenavarre.com
Tél. : **04 67 21 64 05**

acas
Association pour la coordination des activités sociales et culturelles des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication

L'action de l'ACAS est soutenue par la filpac cgt
Le livre, le papier et la communication

design graphique : Frédéric Joffre / photos : Adobe stock, dr. / ©ACAS, 2023

LOURMEL
Agir ensemble pour mieux vous protéger

Nous sommes la protection sociale des industries du message imprimé et digitalisé

Vous protéger, c'est prévenir, assurer, accompagner, défendre.

Vous protéger, c'est se mobiliser, œuvrer chaque jour, au plus près de vos besoins.

Vous protéger, c'est agir.

Nous agissons avec vous, car face aux risques, nous sommes plus forts ensemble.

NOUS CONTACTER

VOUS ÊTES UNE ENTREPRISE

Pour la gestion de vos contrats Santé, Prévoyance, Retraite ou toute question :

01 40 60 20 00

Contact mail depuis notre page www.lourmel.com ou via votre espace abonné

Pour souscrire un nouveau contrat en Santé, Prévoyance :

0 809 10 28 08 Service gratuit + prix appel — Du lundi au vendredi de 9h à 18h

contact-entreprises@lourmel.asso.fr

VOUS ÊTES UN PARTICULIER - SALARIÉ OU RETRAITÉ

Pour la gestion de vos contrats Santé, Prévoyance, Retraite ou toute question :

01 40 60 20 00

Contact mail depuis notre page www.lourmel.com ou via votre espace abonné

Pour souscrire un nouveau contrat en Santé :

01 40 60 20 59

contact-entreprises@lourmel.asso.fr

Pour contacter le service Action & Soutien :

01 40 60 20 00

action-soutien@lourmel.asso.fr

GROUPE LOURMEL (Siret n° 399 111 228 00017), 108 rue de Lourmel 75718 PARIS Cedex 15 - www.lourmel.com - Tél. 01 40 60 20 00 - Fax. 01 45 54 28 42. Alliance professionnelle Retraite Agirc-Arrco - Institution de retraite complémentaire régie par le code de la Sécurité sociale – Institution Agirc-Arrco n°F 201 – Siège social : 7 rue du Regard 75006 PARIS - SIREN 775 670 532 ; CARPILIG/P (Caisse du Régime de Prévoyance de l'Imprimerie et du Livre, des Industries Graphiques et des métiers de la communication), régie par le code de la Sécurité sociale dans le cadre des dispositions de l'article L.911-1 et suivant du livre IX du code de la Sécurité sociale - SIREN 533 889 960 ; MGI (Mutuelle Générale Interprofessionnelle), soumise aux dispositions du livre II du code de la Mutualité - SIREN 437 994 205.

Crédit Photos : Gilles Decavel.

SECAFI
GROUPE ALPHA

PROMETEA
FORMATION EXPERTE & ENGAGÉE

À CHAQUE ÉTAPE DE VOTRE MANDAT D'ÉLU AU CSE, NOS EXPERTS SONT À VOTRE ÉCOUTE...

01 FORMATION	02 EXPERTISE	03 CONSEIL	04 NÉGOCIATION
Vous permettre de mieux connaître vos droits et moyens d'action	Vous éclairer sur la situation économique, financière, sociale et environnementale de votre entreprise	Vous permettre de mieux utiliser vos prérogatives selon les caractéristiques de votre entreprise	Vous outiller pour permettre de construire de meilleurs accords

Prometéa est l'organisme de formation qui regroupe les activités de formation des cabinets ATLANTES et SECAFI. Par cette réunion de nos expertises, nous avons l'ambition d'offrir à nos clients représentants des salariés toute la palette des formations nécessaires à l'exercice de leurs mandats comme :

- Rôle et fonctionnement du CSE
- Prévention des atteintes à la santé qui font l'objet d'une règlementation spécifique
- Analyse économique
- Implication des instances dans la RSE
- Situations de contentieux...

Cette réunion d'experts vous donnera accès aux meilleurs formateurs sur chacun des sujets, à des contenus rénovés et dynamiques grâce à une plateforme interactive d'accès aux supports de formation. Notre ambition est de vous proposer les programmes de montée en compétences les plus utiles à l'exercice de vos mandats.

AVEC NOS EXPERTS ET FORMATEURS, VOUS BÉNÉFICIEREZ DE :

40	≈300	15	8	2 500
ANS D'EXPÉRIENCE	EXPERTS PLURIDISCIPLINAIRES	SPÉCIALITÉS SECTORIELLES	IMPLANTATIONS RÉGIONALES	MISSIONS RÉALISÉES PAR AN

Pierre MARCO ● 06 79 66 08 72 ● contact@secafi.com ● www.secafi.com

MALVIEILLE, LA GRANDE MAISON DANS LA PRAIRIE

Éloignée de la ville, du bruit, des lumières artificielles et de la foule, campée à 1 100 mètres d'altitude, dans le parc naturel régional du Livradois-Forez, la vieille maison aux murs de granit sommeille, entre deux réveils ponctués de parfums de cuisine, de cavalcades dans l'escalier, de conversations et de rires sous ses poutres massives – des pins entiers coupés dans la forêt voisine. Nous sommes à Malvieille, au coeur du Puy-de-Dôme, dans la commune de Chambon-sur-Dolore.

La fédération CGT du papier a acheté cette ancienne ferme en 1966, découverte par Oswald Calvetti, lors d'un déplacement syndical. Un beau parrainage en l'occurrence. Son souhait ? Fidèle à ses valeurs, faire de cette maison un lieu solidaire et convivial, en y permettant, par des tarifs abordables, des séjours de vacances pour les salariés, retraités, leurs familles, leurs amis… syndiqués de la Fédération du papier-carton, devenue par la suite Filpac CGT.

La maison remplit ce rôle pendant vingt ans et en 1986, une association est créée, confiée aux anciens dirigeants de la Fédération du papier et aux responsables actuels de la Filpac. Oswald Calvetti en sera un des présidents. Malvieille acquiert alors une autre dimension.

Cette génération pionnière, aujourd'hui d'âge vénérable, a entrepris de passer le flambeau, lors de l'assemblée générale de 2022, à un collectif plus étoffé, de militants plus jeunes.

La vieille bâtisse, datant de la fin XIXe, tourne, à leur gré, de façon un peu trop confidentielle, accueillant un trop petit nombre d'initiés. Elle cherche un second souffle.

La nouvelle équipe de Malvieille en imagine donc les modalités possibles, les passerelles qui pourraient s'établir entre ces sites et ces activités, ces lieux de proximité géographique et d'intérêt.

Pour toutes demandes de renseignements et de location :

Daniel Gohé
06 81 34 50 93

LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION CGT • www.filpac-cgt.fr

impac

• décembre 2023
mars 2024
CPPAP : 0715 S 07535
195
• 2,50€

RÉTROSPECTIVE 2023 / SUR LE FRONT DES RETRAITES PAGE 72

Les vrais chiffres de la retraite

RÉTROSPECTIVE 2023 / FILIÈRE PAPIER / PAGE 78

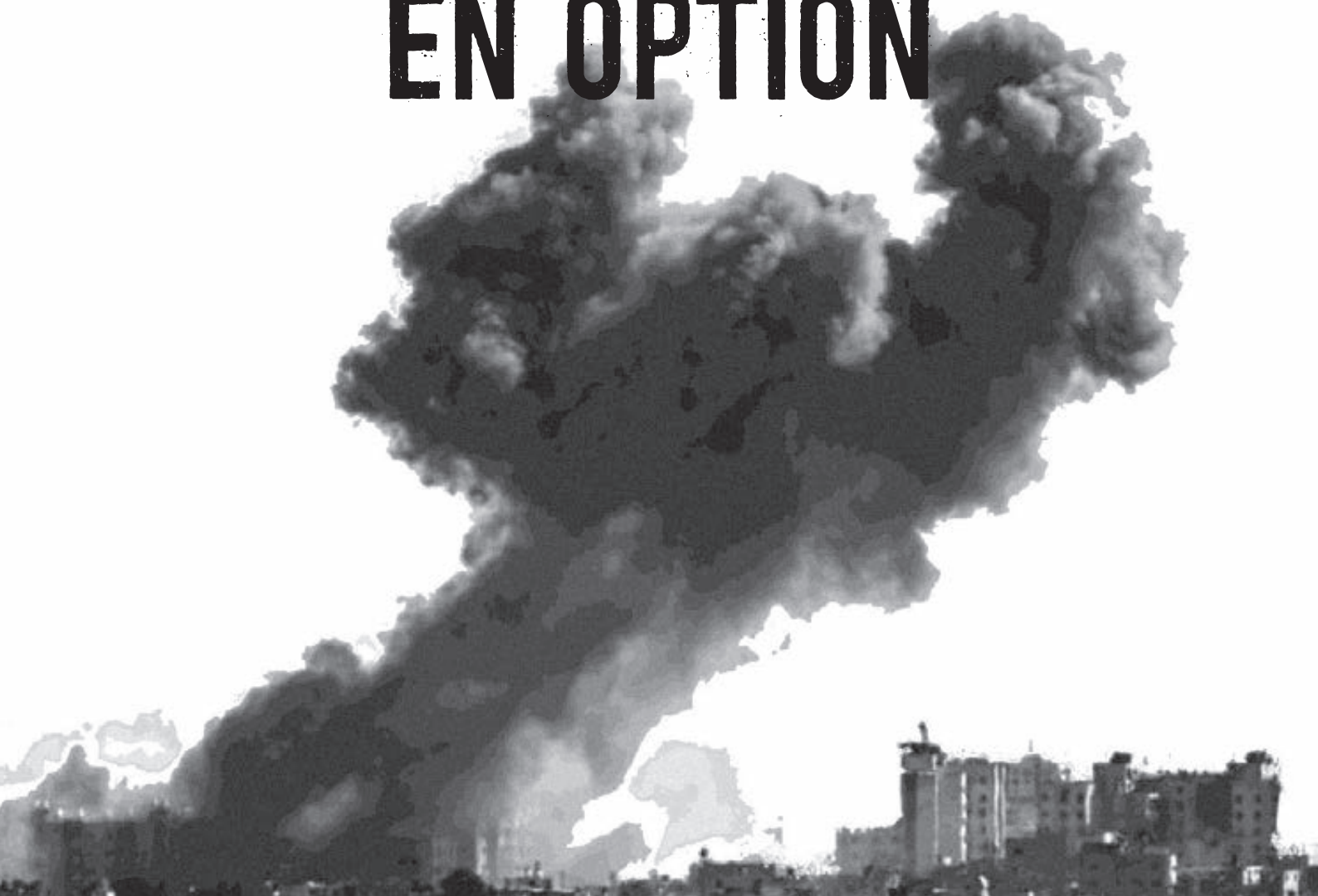
La papeterie de Stenay sauve ses 130 emplois

RÉTROSPECTIVE 2023 / ENVIRONNEMENT / PAGE 82

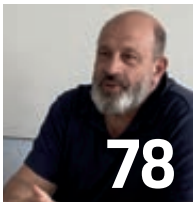
La guerre de l'eau a commencé

DOSSIER "UN MONDE EN GUERRE" PAGES 50 >62

LA GUERRE EN OPTION



impac/195 sommaire



DOSSIER "UN MONDE EN GUERRE" pages **52-64**

La guerre comme option

Le déclenchement de la guerre d'octobre 2023

La genèse

Chronologie octobre 23 - janvier 24

Le Hamas palestinien

Le gouvernement le plus à droite

L'OLP

Karabakh, une fin programmée

RÉTROSPECTIVE 2023

ÉDITORIAUX pages **66-67**

On ne passe pas à autre chose, on continue

Rentrée, arrogance et mépris gouvernementaux au programme

GRAND ANGLE pages **68-69**

La peste brune en embuscade

53E CONGRÈS CGT page **70**

"On a su se dire les choses"

L'HUMEUR DE RUST page **71**

... et sur d'autres pages

SUR LE FRONT DES RETRAITES pages **72-75**

Les vrais chiffres de la retraite

Bornerionnette et Macronrionnette

FILIÈRE PAPIER pages **76-80**

Aucune réaction du gouvernement

La papeterie de Stenay sauve ses 130 emplois

ENVIRONNEMENT pages **82-84**

La guerre de l'eau a commencé

FILIÈRE PRESSE pages **88-90**

24h dans le monde selon Bolloré

HANDICAP ET TRAVAIL pages **92-93**

Rendre le monde du travail ordinaire

INTERNATIONAL pages **94** et **96**

Ukraine, un an de guerre

Le retour du métallo Lula

HISTOIRE / PRESSE ET CARICATURE pages **97-98**

La révolte de la mine

Dessins à dessein

HISTOIRE / PATRIMOINE ET CULTURE SYNDICALE page **100**

À la santé des Typos

MARQUE SYNDICALE – FÉDÉRATION DU LIVRE

impac n°195 – décembre 2023-mars 2024 – CPPAP 0715 S 07535
Le journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT
Directeur de la publication : **Carlos Tunon**
Ont participé à ce numéro : **Jerémie Demay, Gérard Devienne, Jacques Dimet, Anne Duvivier, Georges Kaplan, Pascal Lefèbvre, Julien Sevran, Carlos Tunon**
Coordination : **Jérémie Demay, Pascal Lefèbvre**
Maquette, direction artistique : **Frédéric Joffre** /
Correction : **Anne Duvivier** / Photos : syndicats Filpac CGT, Adobe stock, D.R. / Illustrations : **Rust** /
filpac cgt : case 426 – 263, rue de Paris – 93154 Montreuil Cedex – filpac@filpac-cgt.fr – **www.filpac-cgt.fr** –
Tél. : 01 55 82 85 74 / Imprimerie RIVET, 87000 Limoges.

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage »

Jean Jaurès, le 7 mars 1895

PASCAL LEFÈBVRE,
ADMINISTRATEUR DE LA FILPAC CGT

Il y a près de cent trente ans Jean Jaurès tenait ces propos, tellement prémonitoires, lors d'un discours à la Chambre des députés, le 7 mars 1895. Il part du principe que le capitalisme organise la hiérarchie des classes sociales, l'oppression des exploités par les possédants, et la compétition internationale entre les impérialismes économiques qui brise la solidarité ouvrière en faisant monter les nationalismes. Jaurès démontre ainsi que sans justice sociale, la guerre est une composante du système capitaliste.

Ce numéro 195 fait le point sur un certain nombre de conflits armés actuels. Sa rédaction a été décidée bien avant les propos présidentiels de la nouvelle année, sur le réarmement de la société. Il s'inscrit dans le constat de l'explosion du nombre de guerres, ainsi que des propos toujours plus belliqueux de dirigeants d'États, et leur corollaire, une forte augmentation de la production d'armes et des budgets d'armement dans le monde.

Au nom de la maxime guerrière romaine « Si tu veux la Paix, prépare la guerre », les gouvernements européens prennent prétexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Poutine pour gonfler leurs stocks d'armement.

La Pologne se rêve en première puissance militaire européenne, tenant un discours nationaliste bien rodé, quand l'Allemagne, qui mène une politique d'austérité sociale, débloque un budget exceptionnel de 100 milliards d'euros pour son armement.

Tout cela et ne pas s'en servir serait une ineptie pour ces dirigeants en mal de testostérone guerrière ! C'est, au contraire, parce qu'ils comptent bien en faire usage afin de trouver une issue à la crise systémique du néolibéralisme, qu'ils préparent leurs peuples à des conflits armés, dont on tout lieu de craindre qu'ils ne surpassent les précédentes guerres mondiales en monstruosité et en horreur.

> **La guerre est un massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent mais... ne se massacrent pas.**
>
> **Paul Valéry**

En attendant, les marchands de canons font leur beurre et distribuent quelques piécettes aux responsables politiques chargés de mener les peuples à la guerre.

Macron, en martelant le réarmement n'a laissé aucun doute sur sa vision du monde.

En obligeant de jeunes collégiens et lycéens à porter l'uniforme, en faisant du service national universel (SNU) la préparation mentale au patriotisme et au nationalisme, en renvoyant les femmes à la fonction de procréatrices de chair à canon, il s'inscrit dans un temps plus long que ses homologues.

Son virage vers l'extrême droite et le nationalisme est l'illustration de cette stratégie guerrière. En témoigne la remise en cause du droit du sol dans une partie du territoire national, dans les pas du RN et de Zemmour.

Enfin et surtout ce qui fonde toute sa politique, est sa guerre ouverte au monde du travail, sa guerre sociale !

Ce n'est pas pour rien qu'à la suite du plus meurtrier des conflits qu'ait connu l'humanité avec les atrocités commises par les nazis, les représentants des gouvernements de la planète ont rédigé en 1944 la Déclaration de Philadelphie, lors de la conférence générale de l'Organisation internationale du travail. Son article 2 stipule :

Convaincue que l'expérience a pleinement démontré le bien-fondé de la déclaration contenue dans la Constitution de l'Organisation internationale du travail, et d'après laquelle une paix durable ne peut être établie que sur la base de la justice sociale,..

Notre combat inlassable pour la justice sociale et la dignité humaine est le seul rempart contre les atrocités de la guerre et la résurgence de la bête immonde du fascisme !

Plus que jamais, le débat doit être mené dans les entreprises avec les salariés sur ce qui nous est préparé par les dirigeants de ce pays et leurs donneurs d'ordre, les grandes fortunes. Menons aussi le débat contre les idées de l'extrême droite dont le seul but est notre division pour le bien des possédants.

La revendication sociale unifie les travailleurs contre leur mise en opposition, elle est le ciment de la solidarité ouvrière.

La campagne de la CGT sur l'augmentation des salaires en est une des composantes majeures, comme celle pour l'égalité entre les genres.

Déterminés et unis, nous éviterons les affres de la guerre ! ●

LA GUERRE EN OPTION

ON NE PARLE PLUS QUE DE GUERRE, AUX ÉTATS-UNIS, EN EUROPE ET DANS UNE GRANDE PARTIE DU MONDE. LES BRUITS DES BOTTES, DES CHARS, DES AVIONS DE COMBAT ET DES DRONES, LE BRUIT DES ROQUETTES ET DES MISSILES. LE BRUIT QUE FONT EN S'EFFONDRANT LES MAISONS BOMBARDÉES ET RASÉES. LE BRUIT DES ENFANTS, DES FEMMES, DES HOMMES QUI MEURENT RETENTIT TOUS LES SOIRS SUR TOUS LES ÉCRANS. UNE TROISIÈME GUERRE MONDIALE PEUT-ELLE ADVENIR ? QUELQUES RÉFLEXIONS SUR UN MONDE MARQUÉ PAR LA PEUR.

JACQUES DIMET

La guerre. Depuis maintenant près de deux ans les journaux télévisés des chaînes dites « d'information continue », bruissent de débats entre spécialistes. Serions-nous à la veille de la Troisième Guerre mondiale ? L'arme nucléaire va-t-elle, ou peut-elle être utilisée ? En clair, sommes-nous des morts en sursis ?

On pense bien sûr au bon mot de Georgres Clemenceau, *« La guerre est une chose trop sérieuse pour être confiée aux militaires »*. Mais aujourd'hui, c'est un peu l'inverse. La guerre est une chose trop sérieuse pour être laissée entre les mains exclusives des politiques et des stratèges de plateaux. D'autant plus que ce sont bien souvent les cadres de réserve (officiers supérieurs et généraux) qui sont les moins va-t'en guerre et les plus efficients en matière géostratégique et d'analyse. Il faut que cela soit aujourd'hui ces anciens officiers qui expliquent à des bellicistes en chambre que la guerre n'est pas un jeu, que c'est terrible, et que ça fait des morts.

DEUX CONFLITS PRINCIPAUX

Depuis deux ans donc, la guerre ravage l'Ukraine et les opérations militaires s'étendent désormais en profondeur sur le territoire russe. Face à cette guerre, déclenchée par Poutine, les États-Unis et leurs alliés au sein de l'Otan ont répondu par un armement de l'Ukraine et un élargissement de l'alliance politico-militaire renforçant ainsi la tension, tout en se gardant bien de franchir une ligne rouge qui risquerait d'être mortelle pour le continent. Cela démontre, par l'absurde, que l'Otan n'est pas un outil adapté pour faire face à toute agression, d'où qu'elle vienne.

L'autre grand conflit est celui qui oppose le Hamas à Israël suite aux attaques criminelles du 7 octobre contre des civils dans l'enveloppe de Gaza[1] et qui ont fait plus de 1 100 morts (dont 350 militaires) côté israélien et 1 500 « terroristes tués », selon les chiffres donnés par l'armée israélienne. L'intervention militaire israélienne à Gaza se soldait fin janvier 2024 par 25 000 morts palestiniens, selon les chiffres donnés par le Hamas, 2 millions de déplacés (sur les 2,1 millions d'habitants de Gaza), des risques de famine et d'épidémies. Là encore, les grandes puissances se montrent incapables d'imposer un cessez-le-feu permanent et une solution politique et diplomatique qui ne pourrait se conclure que par une solution à deux États. Et pourtant, Washington pourrait, si telle était la volonté de Joe Biden, imposer cette solution au gouvernement israélien. Les États-Unis ont versé 263 milliards de dollars d'aide à Israël (dont la moitié militaire) entre 1948 et 2023, et le plan décennal, signé par Obama, prévoit 38 milliards de dollars d'aide militaire pour la période 2017/2028 (chiffres du Congrès américain). Sans cette aide massive, ni l'économie israélienne, ni sa force militaire (ce sont les États-Unis qui fournissent les munitions) ne survivraient.

D'autres foyers de guerre existent : au Soudan, dans le Nord irakien régulièrement frappé par des bombardements turcs, en Afrique entre l'Éthiopie et l'Érythrée, et dans l'Est de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre) et une tension, qui pourrait se transformer en conflit entre la Chine et les Américains à propos de Taïwan et en Corée.

Cela ne doit pas faire oublier que sur le reste de la planète, les guerres et menaces de guerre reculent. Malgré des virages très prononcés à droite (comme en Argentine actuellement, et au Brésil sous Bolsonaro), le sous-continent sud-américain n'est plus dominé par les dictatures militaires et les guerres internes ont pratiquement disparu. En Asie les conflits ont également diminué ces dernières décennies. Il reste une situation dramatique dans les confins Iran-Pakistan-Afghanistan et une guerre civile en Birmanie où la lutte armée se développe contre la junte militaire.

Par contre la situation s'envenime en Europe et au Proche-Orient.

UNE TROISIÈME GUERRE MONDIALE ?

Sommes-nous donc à la veille de la Troisième Guerre mondiale ? Pour avoir un commencement de réponse il faut revenir, un peu, sur l'histoire. Les deux guerres mondiales ont commencé sur le sol européen. La première, contre laquelle se dressaient Jaurès et les syndicalistes révolutionnaires français, la gauche de la social-démocratie allemande et les bolcheviks russes et bulgares, entre autres, s'est enclenchée par le sinistre jeu de bascule des alliances. De fait, les principales puissances européennes voulaient la guerre. Pour les marchés et pour leur propre domination. Quelles étaient les forces en présence ? Les trois empires (russe, austro-hongrois, allemand), la France et son empire colonial, le Royaume-Uni et son empire colonial, l'empire ottoman qui, lui, s'étendait des plateaux anatoliens jusqu'au Moyen-Orient et en Europe balkanique. L'entrée en guerre des États-Unis d'Amérique a bien montré l'internationalisation du conflit, mais a aussi permis à Washington de prendre le pas sur les Britanniques et de devenir l'impérialisme le plus puissant.

La seconde est consécutive à la montée du fascisme et du national-socialisme en Europe avec les rêves de conquêtes territoriales de Hitler, contre les Slaves à l'Est et contre la France à l'Ouest, sur les bases d'une idéologie raciste et meurtrière. Le danger nazi avait été largement sous-estimé par les dirigeants occidentaux. Quand, après l'annexion de l'Autriche, certains ont compris, il était trop tard. La meilleure preuve en est que les fameux accords de Munich, en 1938, ont été largement ratifiés en Grande-Bretagne et en France par les parlements de l'époque. En France, la majorité était encore celle issue du Front populaire. Comme quoi une majorité n'a de sens que si elle s'appuie sur un mouvement social puissant. La guerre s'est aussi installée en Asie, avec l'entrée du Japon dans le conflit.

L'EUROPE, FOYER DE GUERRE

Est-ce que la guerre en Europe (et celle de haute intensité depuis octobre au Moyen-Orient) est une nouveauté ? Rappelons que l'Europe est depuis les temps modernes (la fin du Moyen-Âge, que les historiens placent en 1492, la découverte des Amériques), un continent de guerre et qui les exporte.

IL FAUT QUE CELA SOIT AUJOURD'HUI CES ANCIENS OFFICIERS QUI EXPLIQUENT À DES BELLICISTES EN CHAMBRE QUE LA GUERRE N'EST PAS UN JEU, QUE C'EST TERRIBLE, ET QUE ÇA FAIT DES MORTS.

EN 1974, LA TURQUIE, ALORS DIRIGÉE PAR LES MILITAIRES, ENVAHIT LE NORD DE CHYPRE, QUI EST, TOUJOURS, AUJOURD'HUI SOUS OCCUPATION, ET LA VILLE DE NICOSIE TOUJOURS SÉPARÉE EN DEUX PAR UN MUR, SANS QUE L'OTAN, DONT EST MEMBRE LA TURQUIE, ET AUSSI LA GRÈCE, NE S'EN ÉMEUVENT.

Conquêtes coloniales, génocide en Amérique contre les premières nations et ce, sur l'ensemble des continents : Afrique, Amérique, Australie, Asie. Et les Européens (et plus largement les Occidentaux) ont tendance à considérer qu'une guerre est mondiale quand elle les touche directement.
Depuis la Seconde Guerre mondiale il y a eu les guerres de décolonisation. La guerre américaine du Vietnam a vu des armées d'Amérique, d'Asie, d'Australie et de Nouvelle-Zélande participer aux combats. Précédemment, la guerre de Corée a mobilisé des troupes coréennes, américaines, françaises, australiennes, néo-zélandaises, etc. Personne ne parlait de guerre mondiale.
Aujourd'hui le spectre de guerre mondiale est évoqué parce qu'en fait la guerre ravage le centre du continent européen.
Et pourtant, la guerre en Ukraine n'est pas le premier conflit armé qui touche l'Europe depuis 1945. Après la capitulation nazie des combats se poursuivent, dans le sud-est de la Pologne entre anciens résistants nationalistes et l'armée populaire, jusqu'à la fin des années quarante. En Grèce, les Britanniques interviennent aux côtés du régime d'extrême droite et de la monarchie, lors de la guerre civile, pour empêcher la résistance intérieure (largement dominée par les communistes) de prendre le pouvoir. En 1974, la Turquie, alors dirigée par les militaires, envahit le nord de Chypre, qui est, toujours, aujourd'hui sous occupation, et la ville de Nicosie toujours séparée en deux par un mur, sans que l'Otan, dont est membre la Turquie, et aussi la Grèce, ne s'en émeuve.
Il y a aussi des conflits dits de « faible intensité », mais qui font quand même des milliers de morts, comme la guerre en Irlande du Nord opposant le camp républicain (catholiques) aux unionistes (protestants et à l'armée britannique). La Turquie, toujours, qui impose un état de guerre contre le peuple kurde. L'Europe, bien qu'elle n'ait pas eu à souffrir de guerres de grande ampleur, n'en est pas moins restée un des lieux les plus sensibles de la planète et un lieu de confrontations. En 1956 et 1968, l'Union soviétique intervient militairement en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

LES GUERRES EN EUROPE DEPUIS 1991

Après la disparition de l'URSS, la dissolution de l'Organisation du Traité de Varsovie[2], l'unification de l'Allemagne et l'effondrement du système politico-économique en vigueur dans les pays de l'Est européen, la guerre « chaude » s'est réveillée en Europe. Depuis 1991, l'Europe (d'un point de vue continental) a subi les guerres du Caucase (Arménie vs Azerbaïdjan, Russie vs Géorgie, les guerres de Tchétchénie), les guerres intra yougoslaves (Serbie vs Croatie, guerre de Bosnie, Kosovo) et l'intervention militaire de l'Otan (illégale du point de vue même de sa charte) contre la Serbie, affrontements militaires entre séparatistes russophones et la Moldavie en Transnistrie, et la guerre entre les séparatistes russophones en Ukraine orientale et l'armée ukrainienne en 2014, avec le rattachement de la Crimée à la Russie[3]. Sans compter les affrontements dans le Kurdistan turc.
En somme, depuis la disparition de l'Union soviétique et la dissolution de l'Otv, c'est la situation de déséquilibre, d'un renversement du rapport de force qui crée la guerre. Contrairement à une opinion trop répandue, ce n'est pas l'existence de l'UE (et avant elle de la CE et CEE) qui a permis à l'Europe de vivre sans guerre (trop importante) jusqu'en 1991, mais c'est bien l'inverse : la disparition de l'URSS, du Traité de Varsovie et l'éclatement de deux autres fédérations, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, ainsi que l'absorption de la RDA dans la RFA qui ont entraîné la résurgence des guerres. D'abord par la montée des nationalismes (grand russe, serbe, croate, albanais) et la non-dissolution de l'Otan. À partir du moment où l'une des alliances politico-militaires se faisant face en Europe disparaissait, quelle que soit sa nature idéologique, il aurait été logique que la seconde se dissolve et que l'Europe entière (de Brest jusqu'à l'Oural et de la Scandinavie jusqu'au Caucase) construise une sécurité collective. Ce n'est pas la voie qui a été choisie par les dirigeants occidentaux, toutes tendances politiques confondues.
Aujourd'hui, les menaces d'extension de ces deux principaux conflits sont réelles. Une situation de ce genre n'est jamais maîtrisée à 100 %, d'autant que les auteurs principaux de ces guerres s'assoient sur les principes et le droit international et ne rêvent que de puissance. ●

1. L'enveloppe de Gaza (Otef Aza en hébreu) ne doit pas être confondue avec la Bande de Gaza (Qita' Ghazzah en arabe), c'est une division administrative israélienne entourant la bande de Gaza sur une profondeur de 7 km.
2. Pendant la période de la guerre froide et dans la même logique que la formation de la RFA le 23 mai 1949, sur la base des zones d'occupations française, britannique et américaine, les États-Unis et leurs alliés créent l'Otan, en avril 1949. Les Soviétiques et leurs alliés mettent en place le pendant de l'Otan, l'Organisation du Traité de Varsovie, connue sous le nom de Pacte de Varsovie, en 1956.
3. La Crimée faisait partie de la Fédération de Russie, aux temps de l'URSS, Nikita Khrouchtchev « l'offrit » à l'Ukraine en 1956, ce qui, sur le fond, ne changeait rien, la Russie et l'Ukraine faisant partie du même État fédéral, l'Union soviétique.

LE DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE D'OCTOBRE 2023

JACQUES DIMET

7 octobre 2023, cette date résonnera longtemps dans l'histoire du XXIe siècle et du Proche-Orient. Des commandos du Hamas *(voir encadré)* attaquent le territoire israélien par la mer, la terre et les airs. Cette attaque (que les Israéliens qualifient de « surprise », comme si pendant la guerre les offensives n'étaient pas toutes des surprises), vire au carnage. Des centaines de civils israéliens et de travailleurs agricoles étrangers, notamment les habitants des kibboutz ou collectivités agricoles de Be'eri, Kfar Aza et Nir Oz et des jeunes participants du festival de musique Nova sont assassinés. C'est une tuerie de masse, l'une des plus sanglantes de ce début du XXIe siècle. Les autorités israéliennes annoncent près de 1 200 morts (dont 350 soldats).

Ce massacre perpétré par le Hamas entraîne une riposte terrifiante (bien que relativement tardive) de l'armée d'Israël. Le gouvernement droite/extrême droite assiège la bande de Gaza, bombarde, sans discernement, puis pénètre dans l'enclave et tue 25 000 personnes, dont la moitié sont des enfants (chiffres au 31 janvier 2024).

La guerre est là, en haute intensité désormais. On craint également une extension du conflit au Liban, dans la zone de la Mer Rouge, voire même en Irak et en Syrie. Pendant ce temps, les colons juifs installés de façon illégale en Cisjordanie se déchaînent avec la complicité de l'armée et du ministre de la Sécurité, Ben Gvir, lui-même suprémaciste déclaré. Cet enchaînement de violence a entraîné la mort de plus de 300 Palestiniens en Cisjordanie depuis le 7 octobre.

L'ATTAQUE

L'attaque du Hamas s'est déclinée de plusieurs façons. Trois postes militaires israéliens dans le sud de la bande de Gaza, qui marquent la « frontière » avec l'enclave, sont pris par des commandos du Hamas et d'autres factions palestiniennes, relativement facilement. Ces postes militaires sont passablement dégarnis, Netanyahou ayant déplacé depuis quelques semaines plusieurs compagnies du front sud vers la Cisjor-

LES COMMANDOS DU HAMAS, EUX, VONT DIRECTEMENT SUR LEURS CIBLES, DONT ON NE PEUT PAS CROIRE QU'ELLES N'AIENT PAS ÉTÉ PROGRAMMÉES.

danie (pour « protéger » les colons).
Les commandos du Hamas, eux, vont directement sur leurs cibles, dont on ne peut pas croire qu'elles n'aient pas été programmées. Les kibboutz attaqués sont de gauche, d'une gauche favorable à l'entente avec les Palestiniens et qui, pour la plupart de ses habitants, se prononcent pour une solution à deux États. Les responsables du Hadash[1], Aymar Odeh et Ofir Cassif, le premier arabe, le second juif, témoignent tous les deux qu'ils avaient beaucoup d'amis au sein du kibboutz Be'eri[2]. Les organisateurs de la rave party eux-mêmes disaient vouloir œuvrer pour la paix. Le Hamas, qui est une organisation islamiste, issue des Frères musulmans égyptiens (la branche gazaouie) donne une coloration religieuse à sa lutte, contrairement aux organisations palestiniennes membres de l'OLP *(voir encadré 2)*.

DEPUIS DE LONGUES ANNÉES TOUS CEUX QUI SUIVENT LES ÉVÉNEMENTS AU PROCHE-ORIENT, ALERTENT SUR UN RISQUE D'EXPLOSION INCONTRÔLABLE SI ISRAËL CONTINUE SA POLITIQUE D'ANNEXION ET DE COLONISATION.

Des combats ont lieu jusque dans la ville israélienne de Sderot où le commissariat central est assiégé et passe, pendant plusieurs heures, sous le contrôle du Hamas.
Beaucoup de défenseurs inconditionnels d'Israël (c'est ainsi qu'ils se nomment eux-mêmes à l'instar de Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale), affirment que la riposte d'Israël dans la bande de Gaza n'est que la résultante des attaques du 7 octobre. Or, on sait bien que l'histoire du conflit israélo-arabe, puis du conflit israélo-palestinien remonte à des décennies.
Israël occupe depuis 1967 les territoires palestiniens (Cisjordanie et Gaza), a annexé illégalement Jérusalem-Est (et a fait de Jérusalem sa capitale, non reconnue par la communauté internationale). Parallèlement Israël a également annexé une partie du plateau du Golan, en territoire syrien. L'État hébreu n'a respecté aucune des résolutions de l'Onu, alors même qu'il est né d'une décision de l'organisation internationale (et qui prévoyait aussi la création d'un État arabe de Palestine, qui lui, n'a jamais vu le jour).
On ne peut comprendre ce qui s'est déroulé le 7 octobre 2023 sans revenir sur cette situation. Depuis de longues années tous ceux qui suivent les événements au Proche-Orient, alertent sur un risque d'explosion incontrôlable si Israël continue sa politique d'annexion et de colonisation. Aujourd'hui encore, le sort fait au peuple palestinien à Gaza, en Cisjordanie et dans les camps de réfugiés du Liban, ne peut qu'attiser à la haine et au développement d'un terrorisme incontrôlé, d'autant que les terroristes juifs (c'est le nom même que leur attribuent les autorités israéliennes) jouissent d'une impunité totale en Cisjordanie.
En commettant ces crimes, le Hamas a ouvert la voie au déluge de feu qui s'est abattu sur Gaza mais la réaction israélienne, qui s'apparente à une « entreprise génocidaire », selon les termes de la Cour internationale de justice fait craindre aujourd'hui le pire, d'autant que les États-Unis ne sont pas encore prêts à prendre de véritables sanctions économiques et militaires contre Tel-Aviv. ●

1. Hadash, Front démocratique pour la paix et l'égalité, seule formation judéo-arabe représentée au Parlement, fondée à l'origine par le Parti communiste d'Israël et les Panthères noires israéliennes. Le PCI est très majoritairement arabe (alors que les Panthères noires étaient issues des communautés juives d'Orient), avec néanmoins une influence dans les quartiers juifs de Tel-Aviv-Jaffa et d'Haïfa.
2. Odeh et Cassif ont raconté qu'ils avaient, chacun d'eux, leurs amis au téléphone pendant la tuerie.

LA GENÈSE

Le conflit israélo-palestinien n'a pas commencé avec l'attaque du Hamas le 7 octobre dernier. Ni même avec les guerres du Liban, les deux intifada, la guerre du kippour (1973), la guerre des 7 jours (1967), ni même d'ailleurs avec la proclamation de l'État d'Israël en 1948 et la première guerre israélo-arabe qui suivit. C'est un conflit qui plonge ses racines il y a plus d'un siècle, dans l'ombre de la politique antisémite de l'Empire russe, des ambitions coloniales britanniques et du partage des terres, suite à l'effondrement de l'empire ottoman.

JULIEN SEVRAN

Le conflit israélo-palestinien n'a pas commencé avec l'attaque du Hamas le 7 octobre dernier. Ni même avec les guerres du Liban, les deux intifadas, la guerre du kippour (1973), la guerre des 7 jours (1967), ni même d'ailleurs avec la proclamation de l'État d'Israël en 1948 et la première guerre israélo-arabe qui suivit. C'est un conflit qui plonge ses racines il y a plus d'un siècle, dans l'ombre de la politique antisémite de l'Empire russe, des ambitions coloniales britanniques et du partage des terres, suite à l'effondrement de l'empire ottoman. Le 29 novembre 1947, l'Onu adopte une résolution prévoyant le partage de la Palestine mandataire, dès la fin du mandat britannique sur la Palestine, le 1er août 1948. Les Britanniques qui avaient mandat d'administrer la Palestine depuis 1922, avaient décidé de mettre la question palestinienne entre les mains de l'Onu, pour ne plus avoir à gérer une situation intenable. Deux États sont prévus par la résolution : un État arabe et un État juif, avec un régime spécial pour les Lieux saints et Jérusalem, qui seraient administrés sous la responsabilité des Nations Unies. Le mouvement sioniste (représenté en Palestine par l'Agence juive) accepte ce partage, mais il est refusé par les Arabes de Palestine. En décembre 1947, sept États arabes, fondateurs de la Ligue Arabe, réunis au Caire s'y opposent également[1].

INDÉPENDANCE ET NAQBA

Le 14 mai 1948, Ben Gourion, président de l'Agence juive, qui représente les juifs de Palestine, proclame l'indépendance de l'État d'Israël (reconnu par l'URSS et les USA), et envoie ses troupes à l'assaut des villages et villes arabes. Peu avant la proclamation d'indépendance, la Haganah (la force armée de l'Agence juive) passe à l'attaque pour prendre le maximum de territoire aux Arabes par rapport au plan de partage. Le 10 avril 1948 le groupe Irgoun, dirigé par Menahem Begin, futur Premier ministre d'Israël, massacre 254 femmes et enfants palestiniens dans le village de Deir Yassine. Le 22 avril, Haïfa qui devait être dans l'État arabe, est pris par les troupes juives. Le 13 mai, ce sont des troupes de la Légion arabe, encadrée par des officiers britanniques, et des milices locales qui abattent 127 prisonniers du Palmach (une force d'élite paramilitaire juive) à Kfar Etzion.

C'est le début de la Naqba (la catastrophe) qui voit l'expulsion ou l'exode de 650 000 Palestiniens, qui deviennent des réfugiés à travers le monde. « Les Palestiniens doivent être expulsés rapidement sans prêter attention à leur âge » (ordre signé par le lieutenant-colonel Yithzak Rabin[2], chargé de l'expulsion à Lydda - aujourd'hui Lod). Entre juin 1948 et décembre 1949, 384 villages arabes sont rasés [3]. La guerre éclate avec les pays arabes de la région, les Égyptiens s'emparent de Gaza et d'Hébron. Les Transjordaniens occupent une partie de Jérusalem.

Israël sort vainqueur de cette première guerre, gagnant 50 % de territoire supplémentaire par rapport au plan de partage de l'Onu. Après l'armistice de 1949, il ne reste sur le territoire israélien que 160 000 Arabes (placés à l'époque sous l'autorité d'un gouvernement militaire et soumis aux lois d'urgence héritées du mandat britannique, qui permettent entre autres la détention administrative). La Transjordanie récupère la Cisjordanie et la partie orientale de Jérusalem, Gaza passe sous

administration égyptienne. Fin 1949, la toute nouvelle Unrwa, Agence des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine, récence 726 000 réfugiés.
Dès la fin 1948, l'Assemblée générale de l'Onu adopte la résolution 194, qu'Israël ne respectera pas, qui dit notamment : *« Il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour le bien de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les gouvernements ou autorités responsables. »*

BRITANNIQUES ET ONU

Avant l'adoption du plan de partage, les partis arabes de la Palestine mandataire, dont la plupart ont été interdits par les Britanniques avant de se reconstituer, émettent des oppositions à l'idée d'une arrivée massive de migrants juifs. Ainsi, le 13 janvier 1945, le Bloc national arabe, surtout présent à Naplouse et à Jaffa, proteste contre une résolution du Labour Party britannique demandant le transfert des populations arabes hors de Palestine et l'immigration illimitée des juifs.[4]
De son côté, le Congrès sioniste mondial, réunit à Londres du 1er au 8 août 1945 déclare : *« La vaste majorité du peuple juif à travers le monde ressent qu'elle n'a aucune chance d'être libérée de la peur tant que le statut des Juifs, comme individus et comme nation, n'aura pas été rendu égal à celui de tous les peuples normaux, et que l'État juif en Palestine n'aura pas été établi. »* Deux logiques, inconciliables, sont donc exprimées.
Le massacre des juifs européens (la Shoah) a été accompli au cœur de l'Europe par un État européen et ses alliés, et c'est aux Arabes de Palestine que l'on demande d'en payer le prix.
La position des Britanniques évolue. S'ils ont été en pointe pour la formation d'un foyer national juif en Palestine avant la Seconde Guerre mondiale, ils restreignent drastiquement le nombre de migrants autorisés à s'installer en Palestine à partir de 1939. Il est vrai qu'à partir de 1936, de grandes révoltes arabes, durement réprimées, éclatent contre l'achat de terres et de propriétés par les nouveaux arrivants juifs et les facilités accordées par l'administration britannique. Dans le cadre du conflit avec l'Allemagne nazie, Londres craint aussi de voir s'ouvrir un nouveau front en Palestine, qui mobiliserait une partie de ses troupes.
Le Royaume-Uni a aussi des intérêts dans le monde arabe. C'est lui qui a mis en place la plupart des monarchies, en accord avec la dynastie saoudienne. En 1946, la Palestine compte 608 000 habitants juifs contre près de 84 000 en 1922, pour 1,3 million d'Arabes.

IL EST VRAI QU'À PARTIR DE 1936 DE GRANDES RÉVOLTES ARABES, DUREMENT RÉPRIMÉES, ÉCLATENT CONTRE L'ACHAT DE TERRES ET DE PROPRIÉTÉS PAR LES NOUVEAUX ARRIVANTS JUIFS ET LES FACILITÉS ACCORDÉES PAR L'ADMINISTRATION BRITANNIQUE.

L'UNSCOP

Lors d'une session de l'Onu le 14 mai 1947 Andreï Gromyko [5], représentant de l'URSS, préconise la *« création d'un État judéo-arabe unifié »* et précise que si cette solution n'est pas retenue ou rendue impossible il faudra partager la Palestine en deux États.
En 1947, la situation est tendue en Palestine. Il y a des groupes armés arabes qui tentent d'assurer la protection de la population et participent à des attaques contre les troupes britanniques, mais il y a surtout des « organisations terroristes juives » (c'est le nom qui leur est donné par les Britanniques) comme le groupe Stern-Lehi et l'Irgoun qui attaquent les troupes britanniques et commettent des dizaines d'attentats, causant la mort de plusieurs centaines de personnes.
Pour préparer sa décision, l'Onu met en place en 1947 l'Unscop (le Comité spécial de l'Onu pour la Palestine), qui envoie une délégation sur place pour enquêter et auditionner les parties.
Devant la délégation de l'Unscop (que le Haut Comité arabe boycotte) seuls le Parti communiste palestinien (qui, à l'époque est le nom du parti juif)[6], et une organisation de solidarité judéo-arabe, plaident en faveur d'un État binational. De son côté, l'Organisation sioniste mondiale a interdit à ses organisations membres, militant pour un État binational, de s'exprimer devant la délégation.
Le 31 août, l'Unscop avance deux hypothèses :
1• La création de deux États, avec un statut spécial pour Jérusalem et les Lieux saints et une union économique entre les deux États.
2 • Un État fédéral avec une immigration juive contrôlée. C'est la première solution, on l'a vu, qui est adoptée.
Le plan de partage n'a jamais vu le jour et l'État palestinien n'a qu'une existence théorique. Depuis 1948/1949 Israël a connu d'autres guerres qui se sont traduites par des annexions et par de nombreux territoires occupés, et n'a jamais respecté une seule résolution de l'Onu, notamment sur la fin de l'occupation et le démantèlement des colonies.
1956 est un cas particulier : suite à la nationalisation du canal de Suez par l'Égypte de Nasser, Israël attaque l'Égypte, avec la France et les Britanniques. Les assaillants sont stoppés par un ultimatum soviéto-américain. Les deux grandes puissances de l'époque ont l'arme atomique, ce que n'ont encore ni la France, ni Israël. Ce précédent montre bien que si les grandes puissances le veulent, et aujourd'hui les États-Unis ont le pouvoir de faire céder Israël, elles peuvent arrêter un conflit ou le circonscrire. ●

1. La Ligue arabe est fondée au Caire le 22 mars 1945 par l'Égypte, l'Arabie saoudite, l'Irak, la Jordanie et la Syrie. Le royaume mutawakkilite du Yémen (Yémen du nord) la rejoindra le 5 mai. Aujourd'hui, la Ligue arabe compte 22 États-membres.
2. Le même qui signera les accords d'Oslo avec Yasser Arafat et qui sera assassiné par un extrémiste juif.
3. *Israël-Palestine, Une terre, du sang, des larmes,* Le Monde, EJL, 2002
4. *Le conflit israélo-arabe, tome 1 : 1945-1973,* Notes et études documentaires, La Documentation française, 1985
5. Après avoir représenté l'URSS à l'Onu, et occupé plusieurs postes diplomatiques, Andreï Gromyko deviendra l'inamovible ministre des Affaires étrangères de 1957 à 1985, et membre du bureau politique du PCUS de 1973 à 1988. Il finira président de l'URSS de 1985 à 1988.
6. Le PCP deviendra le PC d'Israël après la proclamation de l'État, les communistes arabes étant auparavant organisés dans la Ligue de libération nationale. Le PCI devient un parti judéo-arabe à l'intérieur d'Israël.
Les communistes palestiniens forment des sections au sein des partis communistes des pays où ils vivent comme réfugiés. Ils reformeront un parti communiste palestinien transnational, membre de l'OLP (devenu aujourd'hui le Parti du peuple palestinien).

CHRONOLOGIE OCTOBRE 23-JANVIER 24

JULIEN SEVRAN

7 OCTOBRE, matin. Le Hamas tire des roquettes depuis la Bande de Gaza vers le sud et le centre d'Israël. Le responsable de la branche militaire du Hamas, Mohammed Deif annonce le début de l'opération Déluge d'Al Aqsa. Les commandos du Hamas s'attaquent au festival de musique Nova, qui rassemble environ 5 000 personnes, jeunes pour la plupart. On relèvera plus de 350 morts, abattus au jugé, et des dizaines de participants sont enlevés et deviennent des otages. Les assaillants commettent des atrocités, tortures, viols.
L'armée israélienne annonce plus d'une heure après les lancements de missiles et roquettes par le Hamas et 40 minutes après l'attaque de la rave party, qu'Israël est attaquée par voie terrestre.
La contre-offensive israélienne ne débute que deux heures après les premières attaques. Les bombardements sur Gaza commencent plus de quatre heures après les premiers tirs de roquettes.
Fin de matinée : Netanyahou annonce qu'Israël est en guerre. Le Conseil national de sécurité des États-Unis apporte son soutien à Israël, suivi d'une déclaration du président Biden.
8 OCTOBRE : évacuation des Israéliens habitants aux alentours de la Bande de Gaza. Israël déclare « l'état de guerre », la première fois depuis 1973. 300 000 réservistes sont rappelés. L'objectif fixé aux forces armées, c'est l'éradication du Hamas de Gaza. La Cisjordanie est bouclée. Les Américains envoient un porte-avions au large des côtes israélo-palestiniennes et renforcent l'ensemble de leur dispositif militaire dans la région.
9 OCTOBRE : Yoav Gallant, ministre israélien de la Défense annonce le blocus total de Gaza et déclare : *« Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence. »*
10 OCTOBRE : les USA commencent la livraison d'armes performantes à Israël.
12 OCTOBRE : les combats dans le sud d'Israël entre l'armée d'Israël et le Hamas continuent. L'armée annonce que *« 1 500 terroristes »* ont été tués. Le ministre de la Défense décide de couper l'eau et l'électricité à Gaza.
13 OCTOBRE : Israël *« demande »* à la population du nord de Gaza d'évacuer vers le sud et commence les pilonnages et l'intervention terrestre.
14 OCTOBRE : un premier bilan fourni par les Israéliens parle de 1 300 morts (dont une centaine d'étrangers). Ce chiffre sera ramené plus tard à un peu plus de 1 100 (dont 350 soldats).
16 OCTOBRE : Israël affirme que le Hamas détient 199 otages, chiffre en augmentation constante au fil des jours pour atteindre 229 le 27 octobre. Le Hamas déclare ce jour-là qu'une cinquantaine d'entre eux ont été tués par les bombardements israéliens.
18 OCTOBRE : Joe Biden se rend en Israël, sans appeler à un cessez-le-feu. Une rencontre avec des dirigeants arabes et palestiniens à Amman est annulée.
20 OCTOBRE : deux otages américains sont libérés.
21 OCTOBRE : les premiers camions d'aide humanitaire entrent à Gaza par le poste frontière égypto-palestinien de Rafah, mais c'est l'armée israélienne qui contrôle leur contenu.
26 OCTOBRE : début de l'offensive terrestre israélienne à Gaza.
31 OCTOBRE : premiers tirs de missiles sur Israël effectués par les Houthis, qui contrôlent l'ancien Yémen du Nord.
3 NOVEMBRE : l'Institut français de Gaza est bombardé.
5 NOVEMBRE : un ministre israélien (d'extrême droite) propose de lancer une frappe nucléaire sur Gaza. Il est suspendu de réunion du gouvernement, mais reste ministre.
24 NOVEMBRE : début de la trêve (qui va durer jusqu'au 1er décembre) et échanges d'otages contre des prisonniers palestiniens.
28 DÉCEMBRE : 167 soldats israéliens tués à Gaza depuis l'offensive terrestre d'Israël. 29 124 Palestiniens de Gaza (dont 11 422 enfants) ont été tués par l'armée israélienne depuis le 8 octobre. Ce chiffre ne tient pas compte des personnes disparues ou ensevelies sous les décombres.
29 DÉCEMBRE : plainte de l'Afrique du Sud contre Israël à la CIJ pour « actes génocidaires ».
2 JANVIER 2024 : Saleh al-Arouri, considéré comme le numéro deux du Hamas est tué lors d'une frappe israélienne le visant dans le quartier chiite du sud de Beyrouth. Le Hezbollah libanais, qui est au gouvernement et qui contrôle les quartiers chiites, déclare que cet assassinat, commis sur le territoire libanais ne restera pas impuni.
12 JANVIER : les États-Unis et le Royaume-Uni mènent des frappes au Yémen après des attaques de bateaux en Mer Rouge. La France ne se joint pas à cette action. Elle préconise des frappes défensives (destruction de missiles en vol, etc.) et non offensives.
23 JANVIER : l'Onu alerte sur une menace de famine imminente à Gaza.
26 JANVIER : la Cour internationale de justice ordonne à Israël d'empêcher tout génocide et toute « incitation au génocide ». L'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), dont 108 employés avaient été tués à Gaza, (bilan au 23 novembre 2023) annonce se séparer de plusieurs de ses employés pour leur « implication supposée » dans l'attaque du Hamas. Les Israéliens affirmaient que 7 employés de l'Unrwa (sur 27 000) auraient participé aux attaques. Cette affirmation israélienne entraîne l'arrêt des subventions de certains pays, dont les États-Unis.
28 JANVIER : des ministres de droite et d'extrême droite tiennent une convention avec plusieurs milliers de personnes à Jérusalem pour demander l'expulsion de fait des Palestiniens de Gaza et le retour de colonies de peuplement juives. Des groupes d'extrême droite israélienne et de la diaspora bloquent les convois humanitaires à Gaza depuis le poste de Rafah. ///
(Chronologie sourcée avec Wikipedia et *La Croix*)

LE HAMAS PALESTINIEN

JULIEN SEVRAN

Le Hamas (acronyme arabe de Mouvement de la résistance islamique) est issu de la branche palestinienne des Frères musulmans. La Société des Frères musulmans, elle, a été fondée en 1928, en Égypte par Hassane El-Banna, elle se réclame du sunnisme et est donc opposée au chiisme, courant majoritaire en Iran, dans le sud du Liban, en Irak, au Yémen…

Les Frères veulent revenir aux principes fondateurs de l'Islam et promeuvent une lutte non violente, mais, de fait ils ont une branche politique et une branche militaire. Les Frères, dont l'influence s'étend sur les principaux États arabes, ont une vision strictement religieuse de leur combat et s'opposent donc, parfois violemment, aux nationalismes arabes, notamment après la Seconde Guerre mondiale. Ils sont réprimés par les gouvernements de Assad père (en Syrie), de Nasser (Égypte) et sous Saddam Hussein en Irak. En dehors du monde arabe, ils ont une grande influence aujourd'hui en Turquie où le PJD (Parti de la justice et de la démocratie) de Recep Erdogan est issu, lui aussi, de leurs rangs. Ils représentent un islam conservateur, tant sur le plan religieux que sur le plan politique et social. Au fur et à mesure, des scissions marquent le mouvement au niveau international et plusieurs branches sont à l'origine de groupes affiliés à Al Qaida et aujourd'hui à Daesh.

Les Frères musulmans sont présents en Palestine à partir de 1945, mais ne jouent au début qu'un rôle modeste. À partir des années quatre-vingt, sous le couvert d'associations d'entraide, ils programment un certain nombre d'activités dans le domaine social, l'éducation, la religion. Ils ne sont pas alors en phase avec la société palestinienne qui leur reproche le soutien qu'ils ont apporté à la monarchie hachémite, lors de l'écrasement des organisations palestiniennes de Jordanie en 1970, le terrible Septembre noir qui fit plusieurs milliers de morts, certains chiffres portant le nombre de tués à 10 000. Hussein de Jordanie tolérait les Frères musulmans car ils étaient, selon lui, un obstacle au développement du communisme.

L'ACTE FONDATEUR

C'est le cheikh Yassine qui, avec la Société islamique, jette les bases en 1973 de ce qui deviendra le Hamas. En 1979, Israël reconnaît la Société comme association caritative et lui permet de construire des mosquées, des écoles, une bibliothèque et une Université à Gaza. Pour Israël, les islamistes ont un intérêt : ils s'opposent aux organisations de l'OLP, qui placent la lutte sur le terrain de la libération nationale.

En 1984, Yassine est arrêté pour avoir caché des armes dans une de ses mosquées, il est libéré en 1985. En 1987 il fonde, avec d'autres responsables de la Société, le Hamas, présenté comme l'aile militaire des Frères musulmans palestiniens. Le Hamas commet aussitôt une série d'attentats-suicides. Dans

EN 1979, ISRAËL RECONNAÎT LA SOCIÉTÉ COMME ASSOCIATION CARITATIVE ET LUI PERMET DE CONSTRUIRE DES MOSQUÉES, DES ÉCOLES, UNE BIBLIOTHÈQUE ET UNE UNIVERSITÉ À GAZA.

le même temps, la Société islamique contrôle environ 40 % des mosquées de Gaza. Le Hamas est au début radicalement opposé à l'OLP (dont il n'est pas membre) et par-dessus tout aux mouvements séculiers et marxistes, le Fatah et les organisations de la gauche palestinienne.
Au départ, le Hamas préconise la libération de toute la Palestine (c'est-à-dire de l'ancienne Palestine mandataire) pour y instaurer un régime islamique, basé sur la charia, tandis que l'OLP, par la voix de Yasser Arafat, admet que la Charte de l'OLP (qui prévoyait un État palestinien mais où Juifs et Arabes pourraient vivre ensemble) est caduque et se prononce pour un État palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, c'est-à-dire qu'elle en vient au principe de deux États. Les différentes défaites militaires de l'OLP, notamment au Sud-Liban en 1982, renforcent les islamistes et expliquent la création du Hamas. Dans son livre publié en 2000[1] la journaliste Agnès Pavlovsky montre que la montée en puissance du Hamas va de pair avec la montée en puissance du sionisme religieux d'extrême droite en Israël. Les uns veulent expulser les Juifs, les autres les Arabes pour n'avoir, en fait, qu'un État, mais qui ne serait pas binational, mais soit islamique, soit juif.

L'INTIFADA

Lors de la révolte des pierres (1987/1993) le Hamas s'oppose à la stratégie de l'OLP et du Commandement unifié (CU) de l'Intifada, qui regroupe le Fatah, les Fronts populaires (FDLP et FPLP), le Parti communiste palestinien, influent dans les territoires occupés, et les comités populaires. Le CU combat l'occupation en tant que telle et n'en fait ni une question religieuse, ni une question ethnique. Le Hamas, par contre, veut faire de la Palestine une terre musulmane et s'en prend aux juifs qui *« sont la progéniture du singe et du cochon »*. Les chefs du Hamas sont issus de la bourgeoisie intellectuelle palestinienne : des cadres, des ingénieurs, des médecins, des responsables religieux qui sont tous passés par les Frères musulmans. Le Hamas exerce ou tente d'exercer un contrôle sur les populations palestiniennes, s'opposant dès 1987, par ses groupes armés aux travailleurs palestiniens du Nord de la bande de Gaza qui vont travailler en Israël. Des affrontements éclatent même entre étudiants islamistes et pro-OLP. En septembre 1989, le Hamas est déclaré illégal par Israël. Yossi Beilin, qui est une cheville ouvrière des accords d'Oslo déclarera en 1994 : *« Nous avons fait une terrible erreur quand nous avons laissé se développer le Hamas au début de l'Intifada. La plus grande faute est celle des officiels de la sécurité qui n'ont vu en Hamas qu'une organisation religieuse opposée à l'OLP. »* [2] La grande différence entre le Hamas et le CU c'est que le premier s'attaque aux civils.
Sur le plan international, le Hamas reçoit de l'aide d'institutions religieuses internationales et de gros « donateurs ». L'Arabie saoudite, qui est hostile aux frères musulmans est cependant complaisante avec lui, à l'aune de son discours religieux.
Bien que l'Iran soit chiite et que le cheikh Yassine ait critiqué ouvertement la révolution islamique perse, le Hamas et les autorités iraniennes se rapprochent en 1992 où l'Iran officialise une aide de 30 millions de dollars par an. C'est aussi cette année là que des contacts sont établis entre le Hezbollah libanais et le Hamas.

LA PRISE DU POUVOIR

Le Hamas n'est pas membre de l'OLP. Il tente de rentrer dans l'organisation au début des années quatre-vingt-dix mais pose des conditions inacceptables pour l'OLP : que celle-ci renonce à la proclamation d'indépendance de 1988, rejette les résolutions de l'Onu impliquant une reconnaissance de facto d'Israël, que l'OLP opte pour une Palestine islamique et, cerise sur le gâteau, que le Hamas obtienne 40 sièges au Conseil national palestinien, organe dirigeant de l'OLP.
Tout en rejetant les accords d'Oslo en 1993, le Hamas propose une trêve de dix ans avec Israël si cette dernière se retire des territoires occupés. Le Hamas se lance dans une longue série d'attentats-suicides. Le 22 mars 2004, Yassine est assassiné par une frappe ciblée déclenchée par les services israéliens. En 2005, plus de 2 000 attaques sont attribuées au Hamas par les autorités israéliennes. Khaled Mechaal devient le leader principal du mouvement et repolitise son action, séparant la branche politique, qui se présente aux élections palestiniennes, de la branche armée.
En 2006, le Hamas remporte les élections palestiniennes avec 56 % des voix. En février 2006, Mechaal affirme que le Hamas cessera ses actions armées si Israël se retire des territoires occupés. Du fait de l'opposition entre le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et son premier ministre Hanyieh (Hamas), une guerre civile éclate à Gaza entre forces du Fatah et du Hamas. Le Hamas prend le pouvoir dans la bande en expulsant le Fatah. Il détient alors, dans le territoire, l'essentiel des pouvoirs. ●

1. Agnès Pavlowsky, *Hamas ou le miroir des frustrations palestiniennes*, collection Comprendre le Moyen-Orient, L'Harmattan
2. Ouvrage cité p.41
3. Ouvrage cité p.43

LE GOUVERNEMENT LE PLUS À DROITE

BENYAMIN NETANYAHOU est à la fois l'homme politique le plus détesté d'Israël, un de ses dirigeants les plus corrompus et celui qui, depuis la création de l'État, a dirigé le pays le plus longtemps (de 1996 à 1999, de 2009 à 2021 et de nouveau depuis les élections de 2022).
Il restera dans les mémoires comme un homme brutal, dénué de scrupule et dont seule sa survie politique compte. Dès qu'il ne sera plus couvert par l'immunité due à son poste, il sait qu'il finira en prison. Se maintenir au pouvoir à tout prix, tel est son crédo.
Israël depuis 1996 a connu bien des gouvernements de droite après la défaite des travaillistes, mais jamais un gouvernement n'a compté autant de ministres d'extrême droite, fascistes, et dont certains sont mêmes qualifiés de nazis par des organisations israéliennes de défense des Droits humains.
Pour reprendre le pouvoir, Netanyahou a en effet dû composer avec les représentants des colons fondamentalistes et du nouveau parti des Sionistes religieux, qui mêlent rhétorique nationaliste et fondamentalisme religieux.
Aux côtés du Likoud, parti du Premier ministre, on trouve donc des ministres du Parti sioniste religieux, du Judaïsme Unifié de la Torah (religieux ultra-orthodoxe), du Shas (religieux ultra orthodoxe sépharade), de Force juive, se réclamant de l'ancien parti fasciste Kach du rabbin Kahane, interdit aux États-Unis, ouvertement suprémaciste et militant pour une théocratie, de Noam (extrême droite, orthodoxe et anti-LGBT).
Suite à l'attaque du 7 octobre, un conseil de guerre a été créé, qui prend les décisions concernant la conduite des opérations militaires, dans lesquelles les partis suprémacistes n'ont pas de représentant. Ils restent cependant ministres et l'un d'eux, Itamar Ben-Gvir, responsable de la Sécurité intérieure et qui veut rejudaïser Gaza, a massivement armé les colons de Cisjordanie.
Ce gouvernement nomme la Cisjordanie Judée-Samarie, ce qui est une manière de prôner l'annexion de ces territoires et de signifier qu'il ne pourra y avoir d'État palestinien. /// JD

L'OLP

L'ORGANISATION DE LIBÉRATION DE LA PALESTINE (OLP) a été fondée en 1964, pour représenter l'ensemble des Palestiniens, qu'ils soient en Palestine ou réfugiés. À l'époque, et suite à l'armistice de 1949, l'OLP et ses organisations ne s'implantent pas institutionnellement à Gaza, administrée par l'Égypte et en Cisjordanie, administrée par la Jordanie (mais les Palestiniens de ces deux territoires participent, par le biais des associations, formations politiques, au fonctionnement de l'OLP et à leur propre représentation au sein du Conseil national).
C'est la Ligue arabe qui a décidé, lors de sa conférence du Caire (13 au 17 janvier 1964) de la création d'une organisation représentative des Palestiniens. Le Congrès national palestinien, réuni à Jérusalem le 28 mai 1964, décide de la formation de l'OLP, seule légitime à représenter l'ensemble du peuple palestinien. L'OLP se dote d'un parlement représentant les organisations membres, les associations, le mouvement syndical : le Conseil national palestinien, et d'une direction : le Comité exécutif. La Charte de l'OLP, adoptée le 2 juin, ne reconnaît pas Israël. En 1993, après les accords d'Oslo elle reconnaît de fait Israël et demande la création d'un État de Palestine en Cisjordanie et à Gaza avec Jérusalem-Est comme capitale. Ahmed Choukeiri est élu président du CE-OLP. Une Armée de libération de (ALP) est annoncée le 10 août, qui sera basée à Gaza et dans le Sinaï. Cette armée, qui à la différence des fedayin n'intervient pas contre les forces israéliennes et qui est plutôt une force de gendarmerie, servira de base pour la police dépendant de l'Autorité palestinienne.
Yasser Arafat, le leader du Fatah est élu président de l'OLP en 1969, et va donner une nouvelle vigueur à l'organisation, et le restera jusqu'à sa mort en 2004. Mahmoud Abbas (Fatah) lui succède.
Aujourd'hui l'OLP comprend dix organisations politiques (le Hamas et le Djihad islamique n'en font pas partie) : Fatah, Front populaire pour la libération de la Palestine, Front démocratique pour la libération de la Palestine, Parti du peuple (communiste), Front de libération de la Palestine, Front de libération arabe, lié à l'ancien parti Baath irakien, As Sa'iqa, proche du parti Baath syrien, Union démocratique palestinienne, Front populaire de lutte, Front arabe palestinien (proche du parti Baath irakien). Les quatre premières organisations et l'Union démocratique sont les plus importantes. Les principales organisations de l'OLP ont leur propre branche armée. /// JD

KARABAKH, UNE FIN PROGRAMMÉE

La disparition de la république autoproclamée du Haut-Karabakh (Artsakh), après trente ans de convulsions, n'a pas apaisé les tensions ni les appétits du président azerbaïdjanais Ilham Aliev et de son mentor turc, Recep Erdogan.

GÉRARD DEVIENNE

19 septembre 2023. Dans une offensive éclair, l'armée d'Azerbaïdjan conquiert en 24 heures le Karabakh (Artsakh en arménien). Ilham Aliev réalise enfin son dessein : l'annexion de ce territoire enclavé, s'étant autoproclamé indépendant en 1991, et occasionnant un conflit entre forces azéries et arméniennes, conclu par la victoire des secondes en 1994.

Alors qu'un cessez-le-feu sous l'égide de la Russie, très partiellement respecté, avait figé les positions, l'armée de Bakou menait en 2020 une offensive (27 septembre-10 novembre), avec un solde de 6 000 morts, prenant plusieurs districts dont le couloir de Latchine reliant le Karabakh à l'Arménie. À partir de décembre 2022, des prétendus militants écologistes azéris en bloquaient l'accès, soumettant la population du Karabakh à un blocus, dénoncé par une communauté internationale, une fois encore inopérante, blocus empêchant toute entrée de denrées vers Stepanakert, la capitale. Neuf mois plus tard, le 19 septembre 2023, l'attaque de l'armée azérie signait sa victoire totale, poussant à l'exil, vers l'Arménie, quelque 100 000 habitants, soit près de 80 % de la population. Comment en est-on arrivé à cette extrémité ? Ce lourd casse-tête prend sa source, loin dans l'histoire d'une région, le Caucase, théâtre de maintes convulsions, au cours des siècles.

UNE MOSAÏQUE DE PEUPLES

Le 24 octobre 1813, la Perse cède à l'empire russe tout l'est de la Transcaucasie, dont le Karabakh. En 1828, un nouveau traité permet à la Russie de prendre les régions d'Erevan et du Nakhitchevan. Alors qu'à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, les populations arméniennes de l'empire ottoman subissent, sous la férule de Abdul Hamid II, le « Sultan rouge » des pogromes, des combats, en 1905, opposent, à Bakou et Chouchi, Arméniens et Azéris, causant la mort de milliers de personnes. Le génocide des Arméniens de 1915-1920, perpétré par le gouvernement Union et Progrès des Jeunes Turcs, s'inscrit dans la période trouble de la Première Guerre mondiale, marquée par l'effondrement de l'empire ottoman et l'avènement de la révolution d'octobre 1917 en Russie.

1918 voit la naissance, pour quelques semaines, de la République démocratique fédérative de Transcaucasie, regroupant Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan, puis la proclamation d'indépendance de ces trois entités ; les combats reprennent alors

ET LE VIEUX RÊVE PANTOURANISTE CENTENAIRE – RELIER POLITIQUEMENT TOUS LES PEUPLES TURCOPHONES « DU BOSPHORE AU LAC BAÏKAL » – N'A JAMAIS VRAIMENT DISPARU DANS LES SPHÈRES INTELLECTUELLES ET POLITIQUES TURQUES.

entre le Karabakh et l'Azerbaïdjan. Les Arméniens du Haut-Karabakh décrètent le rattachement à l'Arménie ; l'Azerbaïdjan l'annexe, avec l'accord des Britanniques, puissance coloniale qui contrôle la politique, avec la France, au Moyen-Orient. Londres demande aux Arméniens, désireux de voir le Haut-Karabakh rattaché à l'Arménie, d'attendre l'issue des traités de paix. En 1920-1921, les bolcheviks soviétisent les trois pays ayant formé l'éphémère République démocratique fédérative de Transcaucasie. Le 5 juillet 1921, le Bureau du Caucase du parti bolchevik, vote (sous des pressions occultes communément et sans réels fondements attribuées à Staline), après avoir la veille repoussé la proposition, le rattachement du Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan, comme région autonome avec pour chef-lieu Stepanakert (ex-Khankendi).
Le Caucase entre, alors, dans une longue période de stabilité au sein de l'URSS, jusqu'aux soubresauts et changements radicaux qu'annonçait la chute du mur de Berlin.

LE RECOURS À LA FORCE

Dans une URSS en crise, le soviet du Haut-Karabakh vote, en février 1988, le rattachement à l'Arménie, suivi en décembre 1989 par le Soviet suprême d'Arménie. En réponse, en août 1990, l'Azerbaïdjan proclame la dissolution de la région autonome. L'effondrement de l'Union soviétique, acté le 26 décembre 1991, précédé des déclarations d'indépendance de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Haut-Karabakh (82 % de votants en faveur), marque la généralisation d'une guerre ayant débuté dès 1988, entre Arméniens et Azéris, jusqu'au cessez-le-feu du 16 mai 1994. S'instaurait alors une relative parenthèse de calme, laissant croire que l'Artsakh pourrait vivre en paix bien qu'aucun pays, ni même l'Arménie n'ait reconnu son indépendance, et malgré une tentative militaire azérie en 2016, s'achevant par un nouveau cessez-le-feu garanti par la Russie. Cependant, le président Ilham Aliev, qui avait succédé en 2003 à son père Gaydar, ancien membre du bureau politique du parti communiste de l'Union soviétique, reprend l'offensive jusqu'à une première victoire, en 2020, recevant l'aide militaire et logistique de la Turquie, de l'Ukraine et d'Israël, et avec le renfort de djihadistes venus de Syrie.

UN DRAME LATENT

Les ressentiments avaient resurgi à la fin des années 1990, préfigurant la dissolution de l'URSS. Durant quatre-vingts ans, dans le cadre de l'Union, certaines aberrations, comme la présence d'une enclave peuplée en majorité d'Arméniens au sein de l'Azerbaïdjan, ou la situation du Nakhitchevan, territoire azéri séparé du reste de la république par le Siounik arménien, ne représentaient aucun problème : tous étaient citoyens soviétiques. La dissolution de 1991 allait réveiller de vieux démons nationalistes dans tout le Caucase et au-delà.
En 2022, la guerre menée par la Russie en Ukraine était porteuse de nuées de guerre et de menaces pour le Karabakh. Moscou, occupée à l'ouest, n'assumait plus son rôle de garant du cessez-le-feu entre les belligérants. De plus, le rapprochement amorcé par l'Arménie avec l'Union européenne et les États-Unis était perçu comme une « erreur » (« une trahison » diront même certains) occasionnant la non-intervention russe pour freiner et arrêter l'agression azérie. De plus, l'inaction coupable du groupe de Minsk, coprésidé par Les États-Unis, la France, la Russie, comprenant également sept pays européens plus la Turquie, censé apporter une solution [1], et l'impréparation de l'armée arménienne, se reposant sur les succès de 1991-1994 ont précipité le drame. Quant au rapprochement de l'Union européenne, s'étant privée du pétrole russe, avec l'Azerbaïdjan (Madame von der Leyen qualifia le pays de « partenaire fiable ») il a pu être interprété par Ilham Aliev comme une licence à intervention.

LA VULNÉRABILITÉ ARMÉNIENNE

Aujourd'hui, alors que, pour beaucoup, l'histoire est close, les propos d'Ilham Aliev et de son mentor turc Recep Tayyp Erdogan ne laissent pas d'inquiéter. Le nettoyage ethnique du Karabakh rappelle de sombres souvenirs : massacres de 1905, 1918, pogromes de Soumgaït près de Bakou en 1988, tout comme les prétentions des deux autocrates qui comptent conquérir le Siounik pour relier Azerbaïdjan et Nakhitchevan, où ils ont paradé après l'autodissolution de la république autoproclamée du Karabakh ; si ce projet se réalisait, l'Arménie se trouverait coupée du contact direct avec un précieux partenaire commercial, l'Iran. Et le vieux rêve pantouraniste centenaire – relier politiquement tous les peuples turcophones « du Bosphore au lac Baïkal » – n'a jamais vraiment disparu dans les sphères intellectuelles et politiques turques. Le Siounik arménien constitue en la matière une rupture géographique entre Turquie, Azerbaïdjan et Orient. Ilham Aliev, fort d'une situation géopolitique qui lui paraît des plus favorables, ne craint plus d'émettre ses souhaits de conquête, convoquant pour cela historiens et archéologues pour nier, contre toutes preuves scientifiques l'attestant, la présence arménienne dans la région depuis trois millénaires.
Les manœuvres militaires turco-azéries, fin 2023, font craindre de nouvelles agressions contre le sud de l'Arménie, qui a déjà perdu plusieurs kilomètres carrés de territoire, à la suite d'escarmouches. L'Arménie, livrée aux appétits du duo Aliev-Erdogan apparaît esseulée et vulnérable aujourd'hui. ●

1. En 2009, le Groupe de Minsk adopte les « principes de Madrid », négociés en 2007 qui prévoient le retour sous souveraineté azerbaïdjanaise des territoires occupés, un statut d'autonomie temporaire pour le Haut-Karabakh avant règlement définitif, un corridor vers l'Arménie, le retour des réfugiés et des garanties international.

impac 2023

RÉTROSPECTIVE

ÉDITORIAL PARU DANS LE NUMÉRO 192 / MAI 2023

On ne passe pas à autre chose, on continue !

CARLOS TUNON,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

Après treize journées de temps fort d'une mobilisation historique, qui a réuni des millions de personnes dans la rue partout en France, et une intersyndicale toujours soudée, Emmanuel Macron reste sourd et aveugle face au rejet massif de sa réforme antisociale méprisant le peuple. Ce gouvernement est prêt à tous les mauvais coups pour sortir de la crise dont il est le responsable.

Plus personne ne veut écouter le roi Macron et son gouvernement qui tentent de rendre les choses acceptables. Le résultat pour tous les salariés quels que soient leurs explications et leur mépris, c'est deux ans de travail en plus, deux ans de souffrance en plus et deux ans de vie en moins.

La CGT réaffirme son exigence d'une retraite pleine et entière à 60 ans avec des départs anticipés pour tous les travaux pénibles et le maintien de tous les régimes pionniers.

À cette crise il faut ajouter une inflation toujours grandissante qui oblige une personne sur deux à se priver, notamment sur la nourriture, pour survivre jusqu'au mois suivant. Les salaires et les pensions des retraités doivent être augmentés de façon urgente.

Le discours du 15 mai de Jupiter est, comme à son habitude, plein de grandes phrases et de promesses qui n'engagent que celles et ceux qui y croient. Les effets d'annonce la veille des rencontres avec les syndicats sont une provocation de plus envers le peuple et une nouvelle marque de mépris envers les syndicats.

Ces postures dogmatiques font la vie belle aux fachos qui osent tout, de la manifestation aux violences en tout genre. Cela semble plaire au Medef qui annonce être disposé à discuter avec le RN. Cela rappelle des périodes sombres de notre histoire, qui ne sont finalement pas si loin et qui, si on n'y prête pas l'attention nécessaire, risquent de se reproduire.

> **Ces postures dogmatiques font la vie belle aux fachos qui osent tout, de la manifestation aux violences en tout genre.**

Pour toutes ces raisons, le 6 juin 2023 sera unitaire – n'en déplaise à tous ceux qui annonçaient la fin de l'intersyndicale le 1er mai – et doit permettre de continuer la bataille des retraites. Le 8 juin, des groupes parlementaires déposeront un projet de loi abrogeant la loi scélérate de Macron à l'encontre de notre droit à la retraite.

Rentrée : arrogance et mépris gouvernementaux au programme

CARLOS TUNON,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

Chères et chers camarades, la rentrée nous a, comme chaque année, réservé de bonnes et de mauvaises surprises.
Du côté international, rien ne va, les conflits se multiplient partout dans le monde et les coups d'État se succèdent. Les tensions entre les pays sont à un niveau qui n'est pas sans rappeler la guerre froide.
En ce qui concerne la rentrée politique en France, que dire… Macron est toujours égal à lui-même avec son arrogance et son mépris du peuple. Les méthodes restent les mêmes. Le gouvernement, sans majorité aiguise le 49.3 pour passer en force LPFP (loi de programmation des finances publiques) et PLFSS (projet de loi de financement de la sécurité sociale). De plus en plus, on s'interroge sur l'utilité de l'Assemblée nationale, avec de telles pratiques. Le temps de mandat restant à ce gouvernement va être long pour la population, avec le risque d'une prise de pouvoir par l'extrême droite, tant l'exaspération sera forte aux prochaines élections.
Pour notre fédération, la rentrée est malheureusement dans la continuité, avec de nouveaux plans de licenciement annoncés. Si nos camarades de chez Ahlstrom, à Stenay, viennent de sauver leurs 130 emplois (voir page14), après Condat avec plus de 200 emplois menacés, c'est maintenant UPM Raflatac qui est visé, entraînant plus de 70 suppressions de postes.

“Voir Jupiter hué et sifflé devant le monde entier pendant tout son discours, de façon spontanée, par un stade bondé, renforce notre détermination.”

La presse aussi est concernée, avec des tentatives de transfert de charge de la presse quotidienne nationale vers la presse quotidienne régionale. Sur ce sujet, la position de tous les syndicats et de la fédération reste identique depuis des dizaines d'années, pas de transfert sans accord des parties et sans avoir réglé la partie sociale. La Filpac entend aussi prendre toute sa part aux États généraux de l'information, convoqués par l'Élysée, qui a bizarrement oublié d'y inviter les syndicats et d'inscrire au programme la concentration des médias, le secret des sources et des affaires… entre autres sujets qui ne retiennent pas son attention.
Nous sommes en période de renouvellement des représentants du personnel. Ce ne sont pas moins de 70 % de nos syndicats qui vont tenir leurs élections d'ici fin 2023. Cela implique aussi un suivi et une participation aux négociations de protocoles préélectoraux, par la fédération. Cette période va être déterminante pour le prochain calcul de représentativité de notre CGT.
L'activité est forte, voire très forte pour nos équipes : d'autres projets vont voir le jour prochainement, conférence sur l'intelligence artificielle, formations handicap, organisation du congrès international à Marseille.
Les temps sont durs mais il y a tout de même des moments inoubliables qui montrent que tout est possible et que nous ne sommes pas résignés malgré l'inflation et les coups bas. La cérémonie d'ouverture de la coupe du monde de rugby 2023 en a été le théâtre. Voir Jupiter hué et sifflé devant le monde entier pendant tout son discours, de façon spontanée, par un stade bondé, renforce notre détermination. ●

ARTICLE PARU DANS LE NUMÉRO 191 / JANVIER 2023

La peste brune en embuscade

Le président des ultra-riches et son gouvernement au service des nantis et du patronat ne cessent de faire le lit de l'extrême droite.

LA RÉDACTION

Élu par les citoyennes et des citoyens qui voulaient éviter l'arrivée au pouvoir du RN, Macron, au soir de son élection, avait déclamé devant ses fidèles avoir compris la leçon et faisait une nouvelle fois la promesse d'être plus à l'écoute du peuple et de ses représentants.

Les promesses n'engageant que celles et ceux qui veulent bien y croire, sitôt aux manettes, les engagements de soir d'élections sont oubliés et le mépris pour le peuple est vite retrouvé.

Cette volte-face présidentielle décrédibilise encore plus la parole politique et conforte un nombre croissant de citoyens à s'abstenir de voter considérant, à raison, que le régime de la cinquième république, dénommée monarchie républicaine, ignore et méprise la voix des citoyens.

La réforme des retraites n'en est qu'un des exemples les plus récents. Celui-là même qui affirmait en 2019 ne jamais toucher à l'âge de la retraite sitôt réélu fait de ce totem patronal l'alpha et l'oméga de sa politique anti-sociale, le tout accompagné de la réforme de l'assurance chômage en tapant sur celles et ceux qui sont privés d'emplois.

Medef et RN sont aux anges de voir ainsi appliquer un programme qu'ils ont eux-mêmes co-écrits avec leurs amis de LR.

Discrets jusqu'à présent, le RN et ses députés tentent de récupérer la colère sociale alors même que leur propre programme est pour l'allongement des durées du travail, qu'elles soient sur la semaine ou la vie.

Pire, s'abstenant en commission des lois, sur la suppression des régimes spéciaux, les députés RN aident la majorité présidentielle et le groupe LR dans leur forfaiture contre le monde du travail.

La macronie explique que par un tirage au sort, les amendements étudiés en premier lieu seront ceux du RN !

Leur seule obsession de leur discours xénophobe est de supprimer le droit à la pension pour les travailleurs étrangers et de mettre les femmes au foyer pour qu'elles puissent procréer comme des poules !

La macronie explique que, par un tirage au sort, les amendements étudiés en premier seraient ceux du RN !

Drôle de concours de circonstance pour l'extrême droite de l'hémicycle, à moins que, n'hésitant plus à aucune compromission les députés « Renaissance and Co » sont prêts à tout pour satisfaire les exigences de Roux de Bézieux y compris à mettre en avant les fascistes de tout poil !

Cela ne rappelle-t-il pas la pensée de la grande bourgeoisie française à la fin des années 1930 : « plutôt Hitler que le Front populaire ».

Aux trahisons des discours politiques s'accompagnent maintenant les pensées des plus réactionnaires et racistes de Darmanin, qui fut accusé à deux reprises, d'avoir profité de sa position dominante d'élu pour obtenir des faveurs sexuelles et de Dussopt, soupçonné de favoritisme par le Parquet national financier dans leur projet de loi concernant « l'immigration ».

Reprenant à leur compte, les idées les plus nauséabondes du RN, les ministres se souillent dans la fange fasciste en se félicitant de pouvoir, à terme, expulser les immigrés à tout va, amalgamant délinquance et immigration, choisissant les travailleurs immigrés pouvant rester sur le territoire tant que le patronat aura besoin de cette main d'œuvre exploitable et soumise par le risque crainte d'expulsion vers un pays en guerre ou dans la misère.

Macron et le gouvernement Borne ont choisi leur camp : celui du capital et ce quoi qu'il en coute y compris si cela doit conduire à mettre au pouvoir la bête immonde !

L'imposture sociale du Rassemblement national

Ce parti xénophobe veut encore une fois apparaître comme un parti qui serait du côté des salariés et des travailleurs précaires. C'est une imposture !
Le RN a abandonné la revendication de la retraite à 60 ans et son programme en la matière est tout aussi libéral que celui que tentent de nous imposer Macron et sa bande.
Proche du patronat, poujadiste, ce parti fasciste demande des augmentations de salaires en échange de baisses des cotisations patronales qui servent à financer les retraites. En un mot, ce sont les salariés qui paient leurs propres augmentations en reniant le droit à la retraite ! C'est tout bénef pour le Medef !

Rappel des positionnements et votes du RN à l'Assemblée nationale :

SALAIRE
- Contre l'augmentation du Smic
- Contre l'indexation des salaires sur l'inflation
- Contre l'encadrement des salaires

POUVOIR D'ACHAT
- Contre le blocage des prix des produits de première nécessité
- Contre la gratuité des cantines scolaires pour les plus modestes
- Contre la revalorisation des petites retraites
- Contre la garantie d'autonomie des jeunes à 1 063 euros
- Contre le gel des prix des loyers
- Contre l'augmentation des hébergements d'urgence

Travail
- Pour la fin des droits au chômage après abandon de poste
- Pour la fin des allocations-chômage si refus d'un CDI à la fin d'un CDD
- Pour la réduction des droits au chômage des étrangers hors Union européenne
- Pour l'interdiction de la présence des étrangers au sein des instances représentatives des entreprises
- Pour la limitation du droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles

ÉCOLOGIE
- Contre la taxation des yachts et jets privés
- Contre la suppression de la niche fiscale du kérosène aérien

FISCALITÉ
- Contre une taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros
- Contre une taxe sur les superprofits
- Contre l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe
- Contre la hausse des moyens pour lutter contre la fraude fiscale
- Contre le rétablissement de l'ISF
- Pour la hausse du plafond de défiscalisation des heures supplémentaires
- Pour la baisse des impôts de production (CVAE)

ÉDUCATION-CULTURE
- Contre la gratuité des fournitures scolaires pour les plus modestes
- Contre l'achat de mangas avec le pass culture
- Contre l'augmentation du budget des universités
- Pour l'interdiction de l'écriture inclusive

SERVICES PUBLICS
- Contre le recrutement de sapeurs-pompiers et la revalorisation de leurs salaires
- Contre l'attribution d'un milliard d'euros dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes.

ARTICLE PARU DANS LE NUMÉRO 192 / AVRIL 2023

“On a su se dire les choses”

Le congrès de la CGT, qui s'est déroulé fin mars à Clermont-Ferrand, a permis de crever plusieurs abcès et d'élire Sophie Binet comme secrétaire générale de la confédération.

JÉRÉMIE DEMAY

© CGT

“*Ah ! Le fameux 53e congrès…* » Carlos Tunon, le secrétaire général de Filpac CGT conserve toujours son sang-froid. Pourtant, ce congrès a été pour le moins tendu. Invectives, pressions, menaces, menant parfois à des échanges de coups n'ayant pas leur place dans ce type d'endroit, ni de moment. « *Dès le début, c'était tendu. La fédération du commerce a voulu entrer en force.* » Pourquoi ? Les délégués codésignés par les unions départementales (UD) et la fédération n'étaient pas ceux qui leur ont été imposés pour le congrès. « *Il y a eu quelques bourre-pifs, ça met dans l'ambiance* » commente, stoïquement, Carlos. Le calme est-il revenu après ces explications ? Pas du tout ! Les premiers votes donnent un spectacle étonnant, puisque le président ne compte, à la louche, que les mains levées. Une démocratie du pifomètre qui a provoqué un envahissement de la tribune par des congressistes peut-être plus rigoureux. D'ailleurs, la diffusion en direct sur YouTube s'est arrêtée opportunément à ce moment-là. Mais les chaînes d'infos en continu n'ont pas connu les mêmes déboires, offrant une image peu fraternelle de la CGT… En plein mouvement contre les retraites, la macronie n'en demandait pas tant !

« Le début du congrès montre les fractures dans la CGT »

Autre étonnement, Philippe Martinez, secrétaire général sortant de la CGT sèche l'introduction du congrès. Une absence qui alimente les commentaires. A-t-il déjà compris que ce congrès lui échappe et que ses équipes ne passeront pas ? « *Ce n'est pas cool pour Marie Buisson. Il l'a abandonnée* » note Carlos Tunon. Celle-ci, successeure pressentie de Philippe Martinez, a tenté, durant tout le congrès, de rallier des soutiens. Comme Céline Verzeletti et Olivier Mateu d'ailleurs qui, d'après plusieurs témoins, arpentaient les couloirs en quête de quelques voix. Ni les unes ni l'autre ne réussiront cette dernière ligne droite de leur campagne. « *Le début du congrès montre les fractures dans la CGT, avec deux visions totalement opposées de notre syndicat* » observe Samira Cheurfi, représentante de la Filpac au congrès. Pour Carlos, ce spectacle de tensions et de rancœurs montre surtout que « *les problèmes n'ont pas été réglés avant* ».

« Elle est ma candidate depuis des années. C'est la candidate parfaite. Pour la syndicalisation des femmes, mais aussi des cadres. » **Samira Cheurfi, secrétaire fédérale**

Nuit blanche

Pourtant, l'équipe sortante s'est démenée pour que ce 53e congrès se déroule au mieux. Débats aseptisés, participants à certaines commissions triés sur le volet, contournement des débats… Mais sans démocratie, la CGT n'est plus qu'une coquille vide. Beaucoup de congressistes ne tolèrent pas cette situation et le font savoir. « *Même pendant les pauses c'est tendu entre les pro-Marie Buisson et les autres. Des clans se créent* » raconte Carlos. Un morcellement de la CGT qui trouve son point d'orgue dans le refus d'adopter le rapport moral de Philippe Martinez. Un camouflet qui se reproduira pour l'élection au poste de secrétair(e) général(e). Deux candidats principaux : Marie Buisson et Olivier Mateu. Les deux, avec leur liste, sont loin de faire consensus. Les débats s'éternisent toute la nuit. Progressivement, une liste se construit, avec de nouveaux noms et visages, mais aussi des anciens de l'équipe sortante. À sa tête, Sophie Binet. Quarantenaire, elle dirige la fédération des cadres. Cette CPE de l'éducation nationale a fait ses armes militantes au MJS et pendant la contestation de la réforme du CPE en 2006. Un profil étonnant qui éveille l'aigreur de quelques grincheux. « *Mais elle ne peut pas, elle a un enfant en bas âge !* » se laissent aller à protester certains encore bloqués dans la lecture du guide de l'épouse modèle publié dans les années cinquante… Tôt le matin, tandis que personne ne sort du lot, l'option de reprendre la liste de Marie Buisson, pourtant écartée rapidement la veille, revient sur la table. Ce n'est que vers 7 heures, après une nuit blanche de palabres que les UD font basculer le vote en faveur de Sophie Binet.

Sophie Binet, pour sortir des cadres

Un choix salué par Samira Cheurfi : « *Elle est ma candidate depuis des années. C'est la candidate parfaite. Pour la syndicalisation des femmes, mais aussi des cadres.* » « *Depuis son arrivée, elle fait un sans-faute* » salue Carlos. Elle passe bien dans les médias. Même quand elle refuse de répondre à CNews, elle assume avec intelligence. Depuis des années, elle reste à l'avant-poste pour défendre la liberté de la presse, en signant des tribunes contre la concentration des médias, ou en co-fondant la Maison des lanceurs d'alerte. Au sein de la CGT, ses actions ne passent pas inaperçues. Notamment quand elle se rend à Gardanne, dans les Bouches-du-Rhône, auprès des camarades qui n'avaient pas vu un secrétaire général depuis quelques années. Après ce congrès « *où on a su se dire les choses* », d'après Samira, le vrai combat commence. Celui contre les réformes du gouvernement, comme celui où les travailleurs sont au centre des luttes. ●

L'HUMEUR DE RUST

ROUILLE : oxyde de fer qui recouvre le fer et l'acier lorsqu'ils ont pris l'humidité ; synonyme : altération. Traduction en anglais : RUST Dessinateur, RUST a rejoint depuis plus de quatre ans le pôle communication de la Filpac. Très prolifique lorsqu'il s'agit d'illustrer l'activité de nos filières et de caricaturer les patrons de nos entreprises, il trouve encore le temps (et l'inspiration !) pour « croquer l'actualité » au fil de son humeur, qu'il a généralement... « mauvaise »... Regard vif, crocs acérés, esprit frondeur et anticonformiste, RUST possède toutes les armes du parfait prédateur de la connerie humaine et de ses pires représentants.

ARTICLE PARU DANS LE NUMÉRO 191 / JANVIER 2023

Face aux mensonges éhontés du gouvernement et des députés du camp présidentiel, il est temps de faire le point et de rétablir quelques vérités, en fournissant au plus grand nombre les éléments chiffrés de notre système de retraite et des moyens de l'équilibrer.

Les *VRAIS* chiffres de LA RETRAITE

PASCAL LEFÈBVRE, SECRÉTAIRE FÉDÉRAL

13,5 milliards à horizon 2030 de déficit selon le gouvernement, 110 milliards cumulés entre 2030 et 2040 selon le ministre de l'Économie et celui des Finances. Nous serions au bord de la faillite ! Ces sommes astronomiques donnent le vertige mais qu'en est-il exactement et de quoi parle-t-on ?
Ces chiffres sont issus des projections les plus pessimistes du COR (Conseil d'Orientation des Retraites), pas vraiment des gauchistes, plutôt même des sociaux-démocrates ou libéraux.
Premièrement ils s'appuient sur l'hypothèse que la part des salaires dans la valeur ajoutée n'augmente pas, en gros nos salaires stagnent quand les profits continuent leur ascension.
Deuxièmement, ils font l'hypothèse d'une baisse de l'emploi public, alors même que l'hôpital est asphyxié, que les collectivités territoriales ne peuvent plus répondre aux besoins des populations, que l'école implose par manque d'enseignants et de personnels.
Pire, ces chiffres se basent sur une baisse de la rémunération de 15 % des fonctionnaires à horizon 2030 !
En un mot, les drames sociaux que nous connaissons aujourd'hui, faute de services publics, vont s'aggraver sous les coups de butoir des ultralibéraux.

Il n'y a pas de problème de financement

Mais même avec ce scénario jupitérien, il n'y a aucun problème de financement :
- **12 milliards de « déficit » en 2027, c'est moins de 3 % des 370 milliards des fonds de retraite chaque année ;**
- **le système de retraite dispose de 200 milliards de réserves ;**
- **il faut une hausse de cotisation de 0,8 % soit 8,25 euros pour les cotisations patronales et la même chose pour la partie salariale par mois, pour un salaire de 2000 euros mensuel, pour équilibrer les comptes ;**
- **enfin ce déficit supposé et inexistant aujourd'hui ne serait que temporaire avec un retour à l'équilibre très rapide.**

L'argument économique du gouvernement pour sauver notre système de retraite par répartition ne tient pas !

Ajoutons à cette première analyse, celle de la situation actuelle des travailleurs :

- **25 % des Français les plus pauvres sont déjà morts à l'âge de 62 ans (versus nous vivons plus vieux, mais qui ?) ;**
- **50 % des salariés âgés de 61 ans sont encore en activité ;**
- **25 % sont sans emploi ni retraite et 30 % d'entre eux sont sous le seuil de pauvreté ;**
- **25 % sont en retraite anticipée dans des plans cofinancés par l'État ;**
- **2,9 millions de travailleurs sont dans des situations de pénibilité ;**
- **un salarié est licencié toutes les deux minutes en France pour invalidité ;**
- **la retraite des femmes est inférieure de 40 % à celle des hommes et cette réforme accentue l'inégalité entre les sexes ;**
- **64, 6 ans est l'espérance de vie moyenne en bonne santé en France.**

Comme le disait Ambroise Croizat : ***« La retraite ne doit pas être l'antichambre de la mort ! »***

Mais alors si cette réforme est injuste et injustifiable, pourquoi Macron y tient-il tellement ?

- **Le pactole de 370 milliards de nos retraites attise les convoitises des assureurs privés et des banques à la tête du Medef ;**
- **la capitalisation deviendrait l'unique recours des travailleurs, pour tenter d'avoir des compléments à leur faible niveau de retraite prévu (pour le privé la retraite moyenne est de 50 % du revenu de référence, basé sur les 25 dernières années…) ;**
- **17 milliards d'économies par an sur les retraites avec cette réforme.**

Cela compense les baisses d'impôts sur les sociétés, comme le président des milliardaires s'est engagé à le faire, de-

vant la Commission européenne. C'est donc un nouveau transfert des revenus du travail au profit du capital !
La situation actuelle des retraités est pour une majeure partie peu reluisante, les pensions sont faibles, nombre de veuves et de femmes retraitées se retrouvent au minimum vieillesse, et ce qui attend les futurs retraités avec les réformes Touraine, Fillon & Co, accélère cette dégradation de situation.

Quelles solutions de financement, viables pour les retraites actuelles et futures et pour une retraite à 60 ans ?

- **84 milliards d'exonérations de cotisations sociales en 2023 pour les entreprises dont 18,5 milliards d'euros pour les seules cotisations retraite. Il y a matière à faire, non ?**
- **Une hausse de 5 % des salaires dans le privé, alors que l'inflation frôle les 7 % et dépasse les 10 % sur les produits de première nécessité, ramène 9 milliards de cotisations supplémentaires à la seule branche retraite. Ça vaut le coup de se battre pour augmenter nos salaires dans toutes les branches professionnelles et entreprises !**
- **Augmenter de 2 points de cotisations, c'est 30 milliards de recettes immédiates pour nos retraites et les pensions d'aujourd'hui. La bataille s'engage dans la rue.**
- **13 milliards d'excédent dans les caisses de la Sécu en 2023 et la même situation pour les années à venir. Il n'y a pas de déficit en 2030 de nos caisses de retraite, car la Sécurité sociale bénéficie d'un transfert de 136 milliards vers la Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale), soit un surplus de 20 milliards par an.**
- **Les dividendes nets étaient estimés à 50 milliards d'euros en 2021 (ce chiffre ne tient pas compte de l'évasion fiscale qui s'établit à près de 100 milliards d'euros par an). En leur appliquant un taux de cotisations retraites de 28 % comme pour les salaires, c'est 14 milliards dans les caisses chaque année.**

Il y a de l'argent pour les retraites

L'argent pour nos retraites, il y en a plus qu'il n'en faut et le déficit n'existe que dans les arguments de Macron, du Medef et de leur gouvernement à leur solde. Cette réforme repose plus sur un choix crucial de société. Le patronat français n'a jamais accepté cette avancée civilisationnelle de la retraite, qui lui a été imposée par le Conseil national de la Résistance et la CGT de l'époque.
C'est une balafre sur le visage du capitalisme qui ne peut concevoir que les travailleuses et les travailleurs puissent avoir une période de leur vie pour s'adonner à des activités sociales libres, et disposer de leur propre temps, sans que celui-ci ne soit source de profit !

Comme le disait Ambroise Croizat : *« La retraite ne doit pas être l'antichambre de la mort ! »*

Pour eux, la vie ne vaut que si elle rapporte et fait grossir leurs fortunes. Il leur est inconcevable que nous ne puissions pas les enrichir jusqu'à notre dernier souffle.
Macron, comme Sarkozy et ses acolytes, tente de remédier à cette humiliation du patronat dans ce combat de classe, qui leur a été infligée à l'issue de leur collaboration avec l'occupant nazi.
Leurs réformes successives ont conduit à une perte de confiance des salariés dans notre système solidaire et a fait exploser le stock d'épargne retraite de plus de 300 milliards entre 2008 et 2018, et c'est sans compter les dizaines de milliards d'assurance-vie en vue de la retraite.
Dans cet affrontement de classe, notre seul atout c'est notre capacité à mobiliser et à entraîner le plus grand nombre de travailleurs à cesser le travail jusqu'au retrait de ce projet mortifère, et pour obtenir un meilleur système de retraite encore plus solidaire et de haut niveau pour les pensionnés d'aujourd'hui comme de demain. ●

Des chiffres...

Le système de retraite dispose de
200 milliards
de réserves

50 % des **salariés âgés de 61 ans** sont encore en activité

2,9 millions de travailleurs sont dans des situations de pénibilité

La retraite des femmes est inférieure de
40 % à celle des hommes

84 milliards d'euros d'exonération fiscale pour les entreprises en 2023

Les régimes spéciaux

La macronie a une vision particulière du sens des mots. Pour ses propagandistes, les privilégiés seraient les salariés affiliés à un régime spécial de retraite. Le summum de l'équité serait que ces salariés abandonnent leurs droits spécifiques, ou plus précisement que les nouveaux embauchés ne bénéficient pas du même droit que les salariés plus anciens, ce qui revient à complexifier les rapports au travail de l'ensemble des travailleurs puisque deux salariés faisant le même travail ne cotiseraient pas de la même manière et n'auraient pas accès aux mêmes droits. Sans entrer dans le détail des régimes spéciaux (notons que ceux des militaires et des policiers ne sont pas touchés) rappelons l'origine de ces droits spécifiques.
La plupart des régimes spéciaux ont été fondés à une époque où il n'y avait pas encore de droits collectifs pour la retraite (ou pour la maladie) puisque la sécurité sociale a été mise en place en 1945. Pour les cheminots par exemple, (dont les salariés nouveaux embauchés ont déjà perdu le statut) ce régime spécial a été obtenu dès 1909.
Les compagnies ferroviaires voulant s'assurer que les travailleurs restent au sein de leur entreprise et ne changent pas de métier en cours de route (ce qu'on appelle aujourd'hui le turn-over). Face aux contraintes du métier, les cheminots étaient en quelque sorte assurés pour l'avenir. C'est à partir de ces régimes spéciaux que s'est bâtie d'ailleurs la conception de la sécurité sociale : renforcer le système par le haut.
Le gouvernement continue dans la lancée des quinquennats précédents, il s'attaque, de fait, à la hiérarchie des normes. Petit rappel : quand un accord de branche est mieux-disant qu'un accord national, c'est l'accord de branche qui s'applique, lorsque un accord dans une entreprise est meilleur que l'accord de branche, il s'applique. Tout ce qui est meilleur pour les travailleurs doit s'appliquer. Avec la disparition des régimes spéciaux c'est l'inverse qui se produit : l'alignement se fait sur le moins-disant.
Les fondateurs de la sécurité sociale ont intégré les régimes spéciaux dans leur démarche. Pour Ambroise Croizat, ministre (PCF) du Travail (1945/1946) et ancien secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FTM-CGT) les régimes spéciaux n'avaient pas vocation à perdurer éternellement, à condition que l'alignement se fasse par le haut. ///

LA FILPAC CGT VOUS OFFRE CETTE SUPERBE BORNERIONNETTE ! À MONTER SOI-MÊME POUR BRILLER DANS LES MANIFS CONTRE LA RÉVOLTANTE RÉFORME DES RETRAITES !!...

1. PHOTOCOPIEZ LE MODÈLE AU FORMAT SOUHAITÉ.
2. COLLEZ LA COPIE SUR UN CARTON OU AUTRES SUPPORTS DÉCOUPABLES...
3. DÉCOUPEZ LES ÉLÉMENTS DU MODÈLE...
4. PERCEZ ET ASSEMBLEZ SELON LES CODES COULEUR...
5. FIXEZ LA BORNERIONNETTE SUR UN SUPPORT...
6. RAJOUTEZ DES FILS AUX MEMBRES POUR AGITER LA BORNERIONNETTE...

LA FILPAC CGT VOUS OFFRE CETTE SUPERBE MACRONRIONNETTE ! À MONTER SOI-MÊME POUR BRILLER DANS LES MANIFS CONTRE LA RÉVOLTANTE RÉFORME DES RETRAITES !!...

1. PHOTOCOPIEZ LE MODÈLE AU FORMAT SOUHAITÉ.
2. COLLEZ LA COPIE SUR UN CARTON OU AUTRES SUPPORTS DÉCOUPABLES...
3. DÉCOUPEZ LES ÉLÉMENTS DU MODÈLE...
4. PERCEZ ET ASSEMBLEZ SELON LES CODES COULEUR...
5. FIXEZ LA MACRONRIONNETTE SUR UN SUPPORT...
6. RAJOUTEZ DES FILS AUX MEMBRES POUR AGITER LA MACRONRIONNETTE...

ARTICLE PARU DANS LE NUMÉRO 193 / OCTOBRE 2023

“AUCUNE RÉACTION DU GOUVERNEMENT”

La réorganisation sur le plan européen des groupes papetiers se déroule sur le dos des emplois français. Condat et UPM Raflatac illustrent cette tendance. Entretien avec Carlos Tunon, secrétaire général de la Filpac CGT.

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÉMIE DEMAY
RUST

***Impac :* En ce moment certains capitaines des industries papetières développent une stratégie de casse de l’emploi pour accroître leurs profits en délocalisant leurs activités. Partages-tu ce constat ?**
Carlos Tunon : Oui, nous sommes dans une situation où des regroupements sont en train de s’opérer. Cela donne l’impression que les grands groupes de papetiers se répartissent les différentes fabrications, non pas sur le territoire français, mais sur l’Europe. Résultat, on assiste à des transferts de fabrication de la France vers d’autres pays avec du dumping social comme en Pologne UPM Raflatac, avec un gros transfert de la production. Autre exemple avec Condat qui transfère sur l’Italie et l’Espagne.

Les sites français sont-ils déficitaires ?
Non, si on prend l’exemple de Raflactac, ils ont gagné de l’argent en 2022. Même chose pour Condat. Leur justification économique est seulement fondée sur les résultats de 2023, qui est une mauvaise année pour l’industrie du papier à cause d’une baisse de la consommation d’un certain nombre de produits. Cette diminution peut s’expliquer par un surstockage en 2022. Les clients utilisent leurs stocks ce qui fait qu’ils commandent moins. La conjoncture économique, avec l’inflation notamment, n’aide pas non plus. Les hausses du coût de l’énergie en France pénalisent nos usines.

Pour Condat, le ministre de l’Industrie, Roland Lescure, a le dossier sur son bureau. Une rencontre a-t-elle pu être possible avec lui ?
Oui, nous avons été reçus à Bercy au début du mois d’octobre. Nous avons pu échanger avec lui et ses conseillers. Il semble d’accord avec nos arguments, mais on se retrouve devant l’incapacité à faire plier des sociétés privées. Sur ce type de dossier, l’État n’a pas de volonté. Il ne sert à rien ! Le gouvernement parle de souveraineté, de réindustrialisation, mais la limite se trouve ici. Il veut produire en France sans aucun moyen d’action sur les sociétés privées.

Ces grands groupes bénéficient régulièrement d'argent public. Condat a reçu 19 millions d'euros de la part de la région et 14 millions d'euros par l'Ademe.

Comme il ne veut pas dégainer la nationalisation, même temporairement, nous sommes coincés.

Quels seraient les autres leviers de l'État ?
Il pourrait intervenir sur les financements. Ces grands groupes bénéficient régulièrement d'argent public. Condat a reçu 19 millions d'euros de la part de la région et 14 millions d'euros par l'Ademe. Raflatac, d'après mes informations, aurait été construit quasiment exclusivement avec de l'argent public. Tous les financements de chaudières aujourd'hui, dans les usines de papier en France, sont issus de l'Ademe jusqu'à 30 % de l'investissement.

Malgré tout ça les pouvoirs publics se disent incapables d'agir ?
Oui. Les contrats liant ces sociétés sont mal rédigés. En plus, l'État n'arrive pas à les faire appliquer. Pour Condat par exemple, un contrat lie les dirigeants de l'entreprise avec la région. En contrepartie du prêt de 19 millions d'euros, qui ont permis la réalisation de gros travaux sur la ligne 8, la direction devait garantir 400 emplois sur le site. Aujourd'hui, Condat ne respecte pas ses engagements. Lectat (qui gère le site) explique qu'ils sont capables de rembourser… seulement s'ils y sont obligés. La région hésite. Pour elle, si elle exige le remboursement anticipé, elle craint d'aggraver la situation et d'accélérer la fermeture. C'est du chantage à l'emploi.

Malgré tous ces éléments du dossier, la délégation a pu rencontrer le ministre de l'Industrie. En revanche, Bruno Le Maire a laissé la porte de son bureau fermée ?
Le 11 septembre, nous avons donc rencontré Roland Lescure. Le lendemain, Sophie Binet avait rendez-vous avec Bruno Le Maire. Elle a demandé qu'une délégation de Condat soit reçue. Sur le coup, les équipes de Bruno Le Maire ont accepté, mais une heure avant, elles sont revenues sur leur décision en prétextant que le dossier était déjà pris en charge par Roland Lescure et que Bruno Le Maire ne souhaitait pas interférer dans son travail… Pendant son rendez-vous, Sophie Binet a quand même présenté le dossier. Bruno Le Maire s'est alors dit prêt à recevoir la délégation. Pour l'instant, nous n'avons eu aucun retour de sa part.

Face à ce comportement, peut-on croire Bruno Le Maire quand il parle de souveraineté économique et de sauvegarde des emplois ?
Non, ce ne sont que des belles paroles car, dans les faits, rien ne se passe.

Le site de Condat est-il condamné ?
Il existe deux options. Soit Lecta accepte de mettre en route le projet alternatif élaboré par les salariés avec l'aide de Secafi. Soit Lecta peut chercher un repreneur pour reprendre le site. Mais aujourd'hui la position du groupe est simple : il ne vend pas car, d'après lui, ça n'intéressait personne. Cependant, à titre de comparaison, la direction avait cette position sur le site de Stenay. Quand elle a proposé de vendre, elle s'est retrouvée avec dix repreneurs potentiels. Aujourd'hui, au lieu de licencier, ils sont en train de recruter. Il existe souvent des possibilités de faire autrement.

Pour UPM Raflatac, la situation est-elle similaire ?
Oui. Le volet économique présenté par la direction, aujourd'hui n'a pas de sens. La baisse annoncée de recettes est, très probablement, conjoncturelle. L'autre partie est artificielle puisqu'ils ont déjà transféré les fabrications à forte valeur ajoutée en Pologne. Sur ce dossier, il n'y a aucune réaction du gouvernement. C'est un non-sens, même sur le plan de l'écologie. Le papier sera fabriqué en France, transformé en Pologne, puis revendu en France ! C'est stupide alors que l'usine d'UPM est bien placée géographiquement.

Si les pouvoirs publics ne peuvent pas contraindre un entrepreneur privé à vendre, peuvent-ils au moins influencer d'autres points du dossier ?
La DREETS (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) n'est pas dans l'obligation de valider les plans de licenciements. ●

La nationalisation au sommaire

**Une conférence de presse a réuni des élus, l'intersyndicale, dont le secrétaire général de la Filpac CGT, et les représentants locaux, ainsi que les experts de Secafi… Tous avaient le même constat. Condat doit être sauvé. La stratégie du groupe Lecta est une fuite en avant pour tenter de sauver les meubles en sacrifiant le site de Dordogne. Ce cynisme fait bondir la maire, divers droite : *« Tous les ingrédients sont réunis pour réussir. Aujourd'hui, des repreneurs se sont manifestés ! »* Même s'il ne donne aucun nom, le dossier présenté par Secafi va dans le même sens. En maintenant les moyens de production actuels et en diversifiant l'activité, en développant l'activité du papier recyclé par exemple, l'usine peut être rentable. Encore faut-il que Lecta s'en sépare. Ce n'est pas dans l'intérêt du groupe espagnol déjà lourdement endetté. S'il cède Condat, il crée lui-même sa concurrence sur un marché européen déjà compliqué. Pour l'intersyndicale, Secafi, et les élus, une seule solution existe. La maire l'expose : *« Je n'ai pas honte de le dire, il faut une nationalisation temporaire. Monsieur Macron, que faites-vous ? »*
Le 11 octobre dernier, les salariés ont accepté le PSE. Si le calendrier est contraint, cela ne signifie pas que le combat doit s'arrêter. Il est possible de forcer Lecta à vendre Condat et éviter la casse sociale. Pour cela, l'État doit assumer d'entamer un bras de fer avec Lecta. En se cachant derrière le prétexte qu'il ne peut intervenir sur entreprise privée, il est complice de cette destruction. Comme le rappelait Carlos Tunon pendant la conférence de presse *« un emploi dans l'industrie soutient quatre autres emplois indirectement comme les commerces, les services, etc. »*. La main invisible des marchés peut aussi servir à mettre une claque pour réveiller les consciences. ///**

ARTICLE PARU DANS LE NUMÉRO 193 / OCTOBRE 2023

Philippe Giannimi et Alain Magisson.

LA PAPETERIE DE STENAY **SAUVE** SES 130 EMPLOIS

ANNE DUVIVIER

Encore une papeterie qui devait fermer, sur décision d'un groupe finlandais, uniquement préoccupé de transactions financières juteuses. Mais raté, lui s'en va et l'usine continue. *Impac* vous dit tout et vous emmène en bord de Meuse.

Elle est bien jolie sous le soleil, la route étroite et sinueuse qui mène à Stenay, longeant des forêts de feuillus, des étangs, des vergers pentus, des prairies où les vaches ruminent à l'ombre des arbres. Le site est classé Natura 2000. Le pays de Stenay et du Val Dunois entier compte 6 700 hectares de forêts, 60 km de cours d'eau, dont la Meuse, sur les berges de laquelle se massent les villages, et qui donne son nom à ce département essentiellement rural.

Stenay apparaît comme un gros bourg, dont l'habitat ancien atteste encore d'une prospérité révolue. Pour l'heure, les chiffres de la population déclinent, ceux du revenu moyen par habitant aussi. Logiquement, le vieillissement, lui, augmente. Tout autour de l'imposant hôtel de ville, sous les arcades de la place et dans les rues voisines, des panneaux « À vendre » sont apposés sur les façades des maisons, et sur les rideaux de fer de boutiques fermées. Alors, on comprend vite que la papeterie presque centenaire, qui emploie encore quelque 130 salariés, revêt une importance vitale.

On découvre l'usine, en bord de Meuse, à l'entrée du village. Spécialisée dans la fabrication du papier couché pour des étiquettes adhésives imprimées et du papier alimentaire, elle a connu elle aussi de belles heures, employant jusqu'à 350 salariés, sur trois lignes de production. En 1995, elle est revendue au groupe finlandais Ahlstrom, qui fusionne en 2017 avec la société suédoise Munksjö. En 2019, Ahlstrom arrête la machine historique du site (revendue depuis et en cours de démontage). 77 personnes quittent l'entreprise avec un plan social. Selon les dirigeants, il s'agit de « *renforcer la compétitivité et amorcer la modernisation de l'usine en promettant de nouveaux papiers à forte valeur ajoutée* ». Mais rien ne vient, ni investissements, ni travaux déterminants.

La suite, les inquiétudes croissantes des salariés, la découverte d'une fermeture imminente, le combat pour le sauvetage et l'annonce de la reprise en juillet dernier, Alain Magisson, secrétaire du CSE, et Philippe Giannimi, contremaître, tous deux Filpac CGT, nous la racontent, dans le local du CSE, à l'entrée de l'usine étrangement silencieuse et déserte. Elle est à l'arrêt, exception faite des travaux

indispensables de maintenance, dans l'attente de la reprise de la production sous la houlette de la nouvelle direction.

« Chronique d'une mort annoncée »

C'est en mars dernier que l'intersyndicale, efficacement renseignée, expédie à 180 journalistes un communiqué, qui, promptement relayé par l'AFP, produit l'effet d'une petite bombe. Elle y fait part de son inquiétude devant le projet de fermeture du site meusien. Ahlstrom, démasqué, se voit contraint de confirmer l'information et de se justifier. Selon lui, pour le papier couché, *« il existe une surcapacité en Europe et une concurrence avec des machines à la structure de coût plus compétitive »*.

Toutefois, la loi Florange l'oblige, pendant trois mois, à chercher un repreneur. Un délai court pour nouer des contacts difficiles. Première victoire de l'intersyndicale, elle obtient un report d'échéance de deux mois.

Présente sur tous les fronts, l'intersyndicale mise aussi sur la communication, *«de nos jours, le nerf de la guerre»*,comme le dit Alain. Une page Facebook *Non à la fermeture d'Ahlstrom Stenay* est créée, qui poste tous les articles de presse, les sujets diffusés à la télévision concernant la lutte, et lance une campagne d'envoi de mails à la direction du groupe. En quelques jours, 900 personnes suivent la page, 300 mails polis et fermes viennent engorger les messageries de trois destinataires aimablement choisis par les syndicalistes, un souvenir qui amuse encore franchement Alain et Philippe.

À la surprise des salariés et probablement aussi à celle d'Ahlstrom, une dizaine de repreneurs potentiels se manifestent. Heureusement que l'intersyndicale a obtenu cette prolongation jusqu'en septembre, car le 22 juin, date butoir théorique, rien n'a encore abouti. En juillet, Accursia, groupe allemand, fait la meilleure offre. Ahlstrom ne boude pas l'occasion, une cession avantageant nettement ses finances par rapport à une fermeture. L'accord est scellé le 24 août.

Ces différentes offres signifiaient-elles que la papeterie n'est pas en aussi mauvaise santé que ne le prétend le groupe ? Comme toujours, les chiffres, loin de parler d'eux-mêmes, ne valent que par leur interprétation.

« Déficitaire, oui, reconnaît Alain. *On a perdu huit millions en 2022. Mais en 2021 on versait quatre millions de royalties au groupe, puis six en 2022, ce qui rapporte le chiffre annoncé à deux millions. Et on a perdu de l'argent à cause de choix commerciaux délibérés ; en abandonnant volontairement des marchés, (pour en ouvrir d'autres en Asie), en prenant des papiers à faible marge, en perdant des clients avec le maintien d'une surtaxe énergétique que tous les autres groupes avaient laissé tomber. Quand on veut fermer un site, on fait en sorte de montrer aux pouvoirs publics qu'il perd de l'argent. »*

L'entrée du site de Stenay.

Philippe, près de la retraite, aurait pu profiter d'un PSE et partir avec une somme rondelette. Il est resté se battre pour la reprise, par souci du sort de ses collègues.

Lors de la négociation, Ahlstrom s'est engagé à louer ses services commerciaux et informatiques à Accursia pendant environ six mois, le temps de nouveaux recrutements. En espérant que tout le monde joue bien le jeu, malgré la concurrence. Mais derrière Ahlstrom, expliquent Alain et Philippe, on trouve le consortium Bain Capital, qui à l'horizon 2027 envisage de revendre 43 usines acquises en 2020. Ahlstrom devrait en racheter certaines, modernisées, mais l'avenir des autres est incertain. En tout cas, il semble que ces décisions aient été actées et budgétées de longue date. *« Ce qui nous arrivait là, c'était la chronique d'une mort annoncée »* dit Alain.

« Ce qu'on a fait ensemble… »

L'autre facteur sur lequel insistent les deux camarades, c'est une solidarité transpartisane à toute épreuve. Dès le début, la CGT majoritaire dans l'usine, a mené la lutte avec la section FO, mais aussi avec Stéphane Perrin, maire divers droite de Stenay depuis 2009 et vice-président du conseil départemental, le sénateur UDI Franck Menonville, et surtout avec l'appui du préfet Xavier Delarue, dont tous saluent l'implication et l'efficacité, interlocuteur privilégié du ministère de l'Industrie. Une diversité et une volonté de travailler loyalement pour le bien commun, qui a fait le succès de la démarche et la richesse des relations.

« Chez nous, à la CGT on a déjà un bon panel, souligne Alain, délégué syndical depuis 2017, *parce qu'on a de l'encadrement, des agents de maîtrise, des techniciens, des employés…* Dans ce bon panel, il y a justement Philippe, qui près de la retraite, aurait pu profiter d'un PSE et partir avec une somme rondelette. Il est resté se battre pour la reprise, par souci du sort de ses collègues.

« Il y a les étiquettes, mais ce qui compte surtout, c'est ce qu'on fait ensemble. C'est ensemble qu'on a sauvé l'usine. On s'est tous mis autour de la table pour discuter, chacun apportant quelque chose. Ça continue, et ça va continuer ! » affirme Alain avec une belle conviction.

Et les salariés, dans tout ça ? Des gens du coin essentiellement, des familles qui travaillent à l'usine de génération en génération, certains même en couple. *« Ce n'est pas l'usine d'Ahlstrom, mais LEUR usine. »*

« Le repreneur, c'est Ahlstrom qui l'a choisi, pas nous, précise Philippe. *Nos experts, c'est-à-dire Secafi,* continue Alain, *ont fait un sacré boulot. Ils ont analysé pour nous les 280 pages du dossier ; on a donné notre avis, on a posé les questions et on a reçu des réponses, mais on verra bien au fil du temps si elles correspondent aux engagements… Il fallait être repris, on ne pouvait pas laisser les gens sur le carreau. Ils nous demandent :* si on est repris c'est pour combien de temps ?

Ça, on ne peut pas le savoir. Il n'empêche – et les deux camarades sourient bravement – *beaucoup sont persuadés que c'est nous qui avons trouvé le repreneur. Alors, si un jour ça se passe moins bien… ça nous reviendra comme un boomerang et on se fera allumer.* » Dure condition du syndicaliste qui se mouille pour les autres, à ses risques et périls.
La rencontre du personnel avec le nouveau directeur, *« un Slovène qui a l'expérience de la reprise de sites »,* est prévue le lundi 2 octobre. Un saut dans l'inconnu pour les deux parties. Nouveau nom, nouveau logo, nouvelle signalétique… *« Papetier, ce n'est pas leur cœur de métier, ils ont aussi tout à découvrir.* » Mais ils y croient : avec un papier de qualité et des prix raisonnables, les commandes vont revenir. *« Notre force et notre spécificité,* insiste Philippe, *c'est qu'on fait tout ici. Le papier qui sort des machines est un produit fini. On assure toutes les étapes.* » *« C'est un bijou…* ajoute Alain. *Un bijou qu'ils ont revendu… »*

Tout faire pour que le site perdure

Dehors, une unique passante au pas lourd, distribue de la publicité dans les boîtes aux lettres, sous un soleil de plomb. Devant la mairie, sous les arcades, quatre ou cinq personnes âgées finissent un verre en grattant un jeu. L'une d'elles se lève, et s'en va, d'un pas nonchalant. Le cafetier, silhouette massive sous un t-shirt siglé ACDC, est un jeune du pays, un peu désabusé. *« Stenay a du potentiel, mais c'est mort… Qu'est-ce qui pourrait lui rendre un peu d'animation ?* s'interroge-t-il sans paraître attendre de réponse. On imagine une fanfare joyeuse sous le kiosque, si caractéristique des villes de l'Est, une fête de la mirabelle, un simple marché coloré… *Le vieux qui vient de partir, là,* poursuit-il, *il a fait toute sa carrière à la papeterie. Il est parti au plan précédent, avec un pactole… L'usine est sauvée, d'accord, mais pour combien de temps ? »*
La mairie, bâtisse étonnamment imposante du XIXe, n'est pas plus animée. La porte du bureau du maire est grande ouverte, et Stéphane Perrin, chaleureux, prend le temps de brosser le tableau de la papeterie depuis un siècle, dans ses liens forts avec le territoire : *« La papeterie a construit le Stenay d'aujourd'hui. Qui ne connaît pas ici un papetier chez ses proches, sa famille, ses copains ? »*
Il met d'emblée l'accent sur l'action commune menée dès la première heure, *« une vraie confiance avec le CSE, M. Magisson et ses collègues »* qui l'ont informé de ce qui se tramait, et les efforts conjoints de tous pour la sauvegarde

des emplois : *« On était tous ensemble à demander une seule chose, donner sa chance au site et vendre la volonté des salariés représentés par leur CSE, de tout faire pour que le site perdure. Ils ont été exemplaires.* Et il ajoute avec bonne humeur : *On connaît ici davantage les gens que leur étiquette. »*
Il se réjouit de recevoir dès le lendemain le directeur de l'usine qui vient se présenter, *« Avec Ahlstrom, c'était zéro contact, zéro info »,* et d'être invité à la rencontre de la nouvelle équipe avec les salariés, occasion de leur montrer que son accompagnement perdure.
Une semaine plus tard, nous retrouvons Alain au téléphone. La réunion s'est tenue et on est entré dans le vif du sujet. Les cadres n'ont pas caché que la situation était délicate. La priorité de la nouvelle direction est de recruter rapidement pour recréer les services commercial, informatique et comptabilité, la transition de six mois négociée avec Ahlstrom ne s'annonçant pas, comme on s'en doute, la meilleure solution. De fait, la papeterie rebaptisée Stenpa, devient une concurrente pour Ahlstrom, qui avait promis d'abandonner le papier couché, mais ne donne aucun signe en ce sens. Pas vraiment une surprise.
Les salariés ont été invités à choisir leur nouveau logo, l'usine se remet en ordre de marche et la production doit redémarrer le 11 octobre.
Il n'y a plus qu'à attendre les premiers résultats de la vaillante papeterie, peut-être à l'occasion d'une belle fête pour son centenaire, en 2025, qui fasse redescendre sur la place et sous les arcades les habitants de ce petit coin de paradis si discret, lové contre la Meuse. ●

Stenay, c'est aussi… le musée européen de la bière

Dans un beau bâtiment du XVIIe siècle, on découvre tout sur la bière, des origines (ah bon ? La Mésopotamie, aussi ?) jusqu'à aujourd'hui, au travers de quelque 50 000 objets, thématiques variées, parcours sensoriel, fort agréablement présentés et expliqués. Une « taverne » permet en fin de visite de choisir des bières et des produits locaux, voire de se régaler de parts généreuses de pâtisseries tout aussi locales comme le sont les limonades artisanales qui valent le détour. ///

Quand un reporter revient du front, il peut avoir besoin d'une oreille.

Afin de répondre aux besoins spécifiques des journalistes pigistes confrontés à des contextes de violence, nous avons créé une aide pour le traitement de leurs blessures psychiques, sans conditions de ressources.

Audiens

POUR L'INFORMATION. POUR CELLES ET CEUX QUI LA FONT.

santé - prévoyance - retraite - actions sociales

La guerre de l'eau a commencé

On se met à en parler beaucoup, mais entendons-nous vraiment ? L'eau va devenir notre problème majeur. En France, elle manque déjà pour l'agriculture, les centrales nucléaires, et même, en certains points du territoire, pour une consommation domestique. Entre inaction, solutions désastreuses et répression croissante des lanceurs d'alerte, le gouvernement continue à servir le profit immédiat au détriment du bien commun.

ANNE DUVIVIER

Nous ne sommes pas encore dans l'œil du cyclone, mais c'est déjà bien engagé. 2022 aura été la cinquième ou sixième année la plus chaude jamais enregistrée. Les glaciers fondent, le niveau des mers grimpe et le dérèglement climatique provoque des pluies diluviennes et des sécheresses intenses. La mer d'Aral n'est plus qu'une plaine ? Le lac Urmia, en Iran, a perdu 80 % de sa superficie ? C'est loin de nous... Pourtant, en France même, des communes des Pyrénées-Orientales en alerte renforcée[1] distribuent de l'eau en bouteille depuis le début du mois d'avril, et ce n'est qu'un début. En dépit de tous les signaux, la demande d'eau pour les activités humaines ne cesse d'augmenter. Gavés de propagande sur l'intelligence artificielle, beaucoup n'arrivent toujours pas à renoncer au mirage d'une technologie à venir qui nous sauverait de tout, bien qu'elle soit coûteuse, polluante et pas opérante avant... la saint-glinglin.

Exemple, ce projet baptisé OIBP (pour osmose inverse basse pression) un procédé déjà utilisé pour désaliniser l'eau de mer. Dernière idée du Syndicat des eaux d'Île-de-France (Sedif), qui alimente en eau potable quatre millions de personnes, cette technique est censée permettre de distribuer une eau sans chlore, sans calcaire ni micropolluants. Mais de nombreuses voix s'élèvent contre une opération de l'ordre du milliard d'euros, grosse consommatrice d'électricité, et qui entraînerait en fin de processus le rejet dans la Seine des micropolluants prélevés... Pour l'heure, le projet pilote du Sedif a reçu, en janvier 2022, un avis défavorable de l'Agence de l'eau ainsi qu'un refus d'autorisation de la préfecture de Seine-et-Marne. Mais comme derrière le Sedif, on trouve Véolia, qui espère beaucoup monnayer cette technologie à travers le monde, rien n'est fini !

L'hérésie des mégabassines

Plus connues de l'opinion, les mégabassines. Retenir l'eau de pluie en hiver pour arroser les champs en été, voilà un principe simple qui a tout pour séduire les moins informés et les plus candides d'entre nous. Dans les faits, il ne s'agit pas de tendre une bâche en attendant que l'eau tombe du ciel, au sens propre, mais de pomper massivement l'eau en hiver dans les nappes, pour la stocker en surface. À la différence des réservoirs ou des retenues de barrages classiques, elles ne se situent donc ni sur un cours d'eau, ni en montagne.

Que se passe-t-il alors ? D'abord, l'eau stagne, croupit, devient un bouillon de culture (processus dit « d'eutrophisation ») potentiellement dangereux pour la santé humaine.

Elle s'évapore aussi - d'autant plus quand elle est soumise aux vagues de chaleur – dans des proportions pouvant aller jusqu'à 40 %, voire 60 % de son volume.

Surtout, ce trop-plein d'hiver trouve toute son utilité à partir du printemps pour les ruisseaux et les rivières. Quand il ne pleut pas assez, ceux-ci sont alimentés par la nappe phréatique, ce qui leur permet de ne pas être à sec.

Les bassines, par leur dimension et leur nombre, menacent de rompre en tout point du territoire cet équilibre, asséchant les cours d'eau et tout l'écosystème qui s'y rattache. On peut affirmer aujourd'hui que les hydrologues sont unanimes à ce sujet. Encore, les études scientifiques et le recul manquent-ils pour prendre en compte toutes les conséquences du réchauffement climatique sur le cycle de l'eau. Cependant, on constate aux États-Unis, qui ont largement usé de ce système depuis des années, que les réservoirs sont au plus bas. Les nappes épuisées ne se reconstituent pas. L'exemple californien est un désastre. Pourquoi donc s'obstiner ? Là comme ailleurs, il faut chercher « à qui profite le crime ».

Les bassines, par leur dimension et leur nombre, menacent de rompre en tout point du territoire cet équilibre, asséchant les cours d'eau et tout l'écosystème qui s'y rattache.

« Les Français qui mangent une tomate ou qui mangent une salade, par définition il y a l'eau que l'agriculture a utilisée pour fournir ce produit » répétait pourtant sur France Inter, au lendemain de son élection à la tête de la puissante FNSEA, Arnaud Rousseau, propriétaire d'une exploitation de 700 hectares et défenseur des bassines et des néonicotinoïdes. Mais ce n'est pas de culture maraîchère qu'il est question ici.

Les opposants aux mégabassines insistent sur le fait qu'elles servent avant tout à irriguer une quasi-monoculture de maïs, destinée à l'exportation (et dans une moindre mesure à l'alimentation des bovins ainsi qu'à la production de bioéthanol). En d'autres termes, une culture qui accapare l'eau mais ne contribue pas à la souveraineté alimentaire à laquelle nous aspirons.

Ces dispositifs géants requièrent de grandes surfaces de terres agricoles. À Mauzé-sur-le-Mignon, dans les Deux-Sèvres, la retenue d'eau de 241 000 mètres cubes s'étend sur cinq hectares, l'équivalent de quatre-vingts piscines olympiques. Elle n'est que la première des seize prévues dans le bassin de la Sèvre niortaise, pour un coût de 74 millions d'euros, financés à 70 % par de l'argent public, au bénéfice d'un petit nombre de gros agriculteurs. Les autres voient leurs modestes forages particuliers s'assécher et la maîtrise du foncier leur échapper. Logique productiviste dans toute sa splendeur, à rebours de tout ce qu'on préconise aujourd'hui. Il s'agit de maintenir coûte que coûte le mode de production actuel qui enrichit un petit nombre au détriment de tous les autres, en accaparant la ressource commune.

Pétrole, gaz, nucléaire, dépendants de l'eau

La crise de l'eau inquiète depuis longtemps la filière nucléaire. Rappelons que les réacteurs sont refroidis en permanence avec des quantités considérables d'eau puisée, selon l'implantation des centrales, dans des rivières ou dans la mer, où elle est rejetée ensuite soit très chaude (dans le cas d'un circuit ouvert), soit après évaporation partielle et abaissement de la température, en circuit fermé. Dans le premier cas, les rejets sont particulièrement nocifs pour la faune et la flore. Ainsi, en juin 2022, la centrale de Saint-Alban a-t-elle été contrainte de tourner au ralenti, EDF expliquant que *« les récents épisodes de chaleur et de sécheresse ont eu un impact sur la température et le débit du Rhône. Ce phénomène a conduit EDF, pour respecter la réglementation relative aux rejets thermiques, à réduire ponctuellement la production de certaines unités ». « On doit adapter nos centrales nucléaires au changement climatique, en engageant un vaste programme d'investissements pour faire des économies d'eau et leur permettre de fonctionner beaucoup plus en circuit fermé »* a déclaré Emmanuel Macron en présentant son plan sur l'eau, le 30 mars dernier. Mais le scepticisme règne chez EDF. Les économies d'eau en circuit fermé sont très discutées en raison notamment de leur évaporation, et leurs rejets polluants sont encore insuffisamment évalués, notamment les redoutables légionelles, qui se développent en eau tiède. D'autre part, la transformation des circuits nécessiterait des travaux particulièrement longs, difficiles et chers. Il semble que le Président ne se soit, une fois de plus, guère concerté avec EDF. L'ASN et l'IRSN[2] indiquent à nos confrères de *Reporterre* (25 avril 2023) ne pas avoir entendu parler de ce plan, avant le discours d'Emmanuel Macron…

« Les conséquences du changement climatique vont affecter, et affectent déjà, à des degrés divers mais croissants, les réacteurs du parc actuel » a pour sa part averti Annie Podeur, présidente de la deuxième chambre de la Cour des comptes, devant la commission des finances du Sénat. *Elles affecteront encore plus les projets de construction de nouveaux réacteurs susceptibles d'entrer en service à partir de 2035. »*

L'industrie pétrolière et gazière dépend aussi de l'eau, injectée massivement dans les puits pour récupérer pétrole brut et gaz. Le raffinage et la pétrochimie consomment de grandes quantités d'eau, notamment pour les chaudières, les circuits de refroidissement… De même, la production d'hydrogène par électrolyse, sur laquelle on fonde tant d'espoir, repose-t-elle essentiellement, sur l'eau… On pourra désaliniser l'eau de mer, objectent de beaux esprits. Mais pour cela, il faut de l'énergie, du pétrole…

« Un monde sans eau ne peut plus fonctionner » résume l'hydrogéologue Emma Haziza [3]. Elle rappelle que l'eau est derrière tous les processus, dans nos assiettes, particulièrement si nous consommons de la viande, nos vêtements, l'énergie, l'industrie… Notre mode de vie est fondé sur l'interdépendance des systèmes. Si l'un chute, il entraîne tous les autres. L'homme s'est certes adapté aux changements climatiques au fil de l'évolution, poursuit-elle, mais pas en si peu de temps. *« Le rythme avec lequel les choses arrivent nous dépasse. »* Les températures caniculaires que nous connaissons depuis quelques années, précipitent un usage accru de la climatisation. On se souvient des chambres d'hôpital qui ont atteint 42 degrés en France, l'été dernier.

« Un monde sans eau ne peut plus fonctionner .»

Les plus vulnérables d'entre nous ne pourront résister.

Le (pas bon) plan Macron

Le plan sur l'eau en 53 mesures présenté par Emmanuel Macron ne laisse guère d'espoir d'infléchir véritablement le cours des choses. Constatant que *« l'eau est un enjeu stratégique pour le pays »* formule on ne peut plus plate, il a certes affirmé sans rire la nécessité de la *« concertation »*, et du *« partage de la ressource »*… avant d'embrayer sur l'utilité des mégabassines et de la *« robotique »*. Et puis, bien sûr, les Français devront se rationner - se *« responsabiliser »* préfère le président. Une tarification progressive va être mise en place, *« un écowatt de l'eau »*, qui n'empêchera probablement pas l'augmentation de son coût global. Autrement, quelques couplets sur le retraitement des eaux usées, la modernisation des réseaux vétustes, et l'installation de *« compteurs intelligents »* puisqu'en dernière instance ce seront probablement les consommateurs qui paieront la note de ces aménagements. Le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau a pu, le jour même, rassurer les agro-industriels de la FNSEA réunis en congrès : *« Je suis heureux de l'arbitrage qu'on a, qui est un arbitrage de dire* « stabilisation des prélèvements »,

donc on ne [vous] redemande pas un effort supplémentaire. »

Alors quoi ?
Des solutions existent cependant. Elles sont exactement le contraire de ce qu'on fait aujourd'hui. En finir avec tout ce gâchis, cette logique productiviste dépassée, arrêter immédiatement toute artificialisation des sols ; transformer radicalement notre modèle agricole - la situation de l'Espagne dont l'agriculture intensive assèche toute la ressource hydrique nous le rappelle - et commencer par la lutte contre toutes les pollutions, nitrates, pesticides etc. ; protéger les nappes souterraines ; préserver les zones humides ; replanter des haies ; sanctuariser les forêts ; partager la ressource en eau (solidairement et équitablement) ; adopter une grande sobriété… Bref, opérer un virage à 360 degrés dans notre mode de vie et de consommation.
Et puis résister à la logique libérale qui confisque l'avenir.
Probablement y aura-t-il un avant et un après Sainte-Soline. Nous savons maintenant que ce n'est pas par ignorance que le pouvoir maintient ces projets dévastateurs, mais par complicité avec le modèle industriel qui a fait notre malheur. La répression violente menée à Sainte-Soline contre des manifestants traités comme des terroristes montre à quel point de négation de la démocratie nous sommes arrivés. Les appels à une prise de conscience des gouvernants ne servent à rien. Comme pour la réforme des retraites, ils restent sourds à tous les arguments, tous les avertissements des scientifiques, toutes les actions citoyennes pacifiques, pétitions, manifestations, recours juridiques. Comme pour la réforme des retraites, le pouvoir répond par de plus en plus de répression.
Les capitalistes règnent en maîtres absolus et cyniques et ne laissent là encore, guère d'autres choix que le rapport de force, blocages, grèves, occupation du terrain, et surtout solidarité et pédagogie auprès des salariés qui à leur corps défendant sont enrôlés dans ce système. Des pratiques et des valeurs syndicales en somme… ●

1. Il existe 4 niveaux d'alerte, selon la gravité de la situation : vigilance, alerte, alerte renforcée, crise, qui déterminent les arrêtés de restriction. Dans la configuration de crise, l'eau peut être partiellement ou totalement coupée, notamment si on craint une pollution.
2. ASN : Autorité de sûreté nucléaire ; IRSN : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.
3. Emma Haziza, dans l'émission *Crise de l'eau, planète invivable ?* sur la chaîne Thinkerview, le 17 mai 2022.

Pour aller plus loin

En attendant le déluge…
L'âge d'eau est une BD de Benjamin Flao, publiée chez Futuropolis, que nous recommandons chaleureusement. Dans un futur proche, après des années de déni et d'inaction, la montée des eaux a bien eu lieu. Quelques métropoles émergent encore, véritables forteresses, que les autorités pressent toute la population de regagner. Les récalcitrants, qui s'obstinent à demeurer sur des îlots ou des habitats flottants, sont traqués. Parmi eux, Hans, qui recourt à l'occasion au sabotage, son frère Gorza, un géant aussi impressionnant que tendre et mutique, leur vieille mère et leur chien, bleu et télépathe. Le volume s'ouvre sur une illustration splendide de nuit sur la mer, suivie d'une double page de ce qu'on imagine être le même paysage vide, le jour, d'un bleu laiteux et glacé. Le volume mêle ainsi des images jalonnées de paroles d'une poésie envoûtante à une histoire angoissante, emplie d'humanité. Demain, ce qui nous attend ? Un deuxième tome doit paraître mais on ne peut s'empêcher de penser que c'est aussi à nous d'écrire la suite de l'histoire…
L'âge d'eau, Benjamin Flao, Futuropolis, 2022, 22,90 €

« L'obsession de l'eau ne va plus nous quitter »
Beau et émouvant portrait de trente-trois fleuves du monde, où on retrouve les barrages, la pollution, les pénuries, la guerre, la beauté, la poésie…
La Terre a soif, Erik Orsenna, Fayard, 2022, 23 €.

De l'eau dans le cerveau

Pendant que certains surconsomment, piscines, bassins, fontaines, arrosage permanent des pelouses etc., pour d'autres, l'eau potable n'est plus qu'une nostalgie. « *Même mon chat Titi, je lui donne de l'eau en bouteille* » rapporte cet habitant de Merlieux, dans l'Aisne (*Reporterre*, 3 mai 2023). Comme dans plusieurs villages alentour, on ne peut plus boire, laver ses légumes ou se brosser les dents à l'eau du robinet. Bien que désormais interdit, un pesticide longtemps utilisé pour les betteraves, s'est dégradé en contaminant les sols et toute la chaîne de l'eau. Faute de mieux, ces petites communes qui géraient leur eau en régie autonome, sont invitées à se raccorder en réseau, dans l'agréable perspective de « *diluer* » la pollution. Ah… On allait oublier : c'est Véolia qui gère le réseau.

Jolie bouteille, sacrée bouteille…
Vittel, dans les Vosges, était au XIXe siècle une station thermale à la mode, dont l'eau s'est rapidement vendue en bouteille, connaissant un grand succès. Nestlé Waters a mis un pied dans l'affaire dès 1970, avant d'en devenir l'unique propriétaire en 1992 et de pomper sans restriction pour commercialiser l'eau sous les marques Contrex, Hépar, Vittel Grande Source, cette dernière largement exportée à l'étranger.
L'été dernier, alors que les préfets prennent partout des arrêtés restreignant sévèrement l'usage de l'eau et que plusieurs communes des Vosges doivent être ravitaillées pas camions-citernes, les pompages de Nestlé ne font l'objet d'aucune limitation. Quand il s'est avéré que l'eau allait manquer pour les populations, les élus ont émis une idée de génie : aller la chercher ailleurs et l'acheminer aux Vittellois par pipeline… Une pétition et une campagne de presse ont eu raison de ce projet insensé. Aujourd'hui, la nappe phréatique profonde est dans un tel état que Nestlé réduit ses prélèvements, et pour cause, mais se rabat sur les nappes superficielles autour de Vittel.
Le même type de scénario se joue à Volvic et à La Salvetat avec Danone, mais de plus en plus de collectifs se montent, engagent des recours juridiques, tissent des liens, mutualisent leurs connaissances et leur expérience, même par-delà ces frontières que l'eau, bien commun, ne connaît pas. ///

SÉCHERESSE : CONSÉQUENCES...
EN ÊTRE RÉDUIT À LA PISCINE À BALLES !!
C'EST AUSSI LA FIN DES NOYADES.
RUST

SALON DE L'AGRICULTURE 2023...
T'INQUIÈTE PÔ MA BLANCHETTE...
ON DEVANCE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE.
MEUH ?
BÉÉÉ ?
RUST

ARTICLE PARU DANS LE NUMÉRO 191 / JANVIER 2023

Travailler pour le groupe Ebra est-il bon pour la santé ? Malgré les alertes de la médecine du travail, le climat reste délétère. La direction ne veut pas le constater. Pendant ce temps, les salariés souffrent. Début janvier, une salariée se suicide. Le troisième drame en trois ans.

EBRA D'HONNEUR AUX SALARIÉS

JÉRÉMIE DEMAY

Tout le monde garde en mémoire le triste exemple de France Télécom, où le culte de la performance allié au harcèlement avait poussé trente-cinq salariés à mettre fin à leurs jours en seulement deux ans. « Une mode » avait ironisé Didier Lombard, le PDG de l'époque. Après des années de procédure, Lombard écope d'une simple peine d'un an avec sursis, et de 15 000 euros d'amende. Soi-disant, le patronat avait compris l'exemple à ne pas suivre. Soi-disant, enfin les salariés auraient le droit de faire entendre leur mal-être, et plus jamais un salarié ne devait se suicider à cause du travail. Las, la maltraitance continue, dans le groupe Ebra par exemple. Dans le troisième volet de son enquête sur le groupe de presse de l'est de la France, *Blast* et son journaliste Franck Dépretz révèlent les méthodes cyniques de la direction de Philippe Carli. Le journaliste avec des documents et des témoignages, décortique la méthode Ebra, qui appartient au Crédit Mutuel. Entre les discours et la réalité, les salariés sont coincés.

Arrêts à répétition

Elle s'appelait Chantal Dou-Heitz, elle avait 41 ans. Depuis une vingtaine d'années, Chantal bossait dans l'agence de Haguenau pour les DNA. Sa mission principale : accueillir et renseigner les lecteurs du quotidien. Son job était une mission qu'elle aimait accomplir. Mais depuis le rachat par le Crédit Mutuel, et les « plans stratégiques », les missions se multiplient, à l'inverse des remplacements et de la reconnaissance. Une perte de sens de son travail à laquelle s'ajoute l'incertitude pour l'avenir. *Les Dernières nouvelles d'Alsace* et *l'Alsace* sont dans le giron du Crédit Mutuel. Les deux titres se rapprochent de plus en plus. Ils partagent déjà des services, mais ont aussi de plus en plus de pages communes. La fusion est en cours, même si Philippe Carli le dément officiellement. Mais à Sélestat, les deux titres occupent les mêmes locaux. La seule différence : l'habitude des lecteurs d'acheter tel titre plutôt que l'autre. Bravo le pluralisme à la sauce Ebra.

Dans ce marasme, charge aux salariés de sortir la tête de l'eau. Les burn-out se multiplient, les alertes des salariés également. Un signe, parmi tant d'autres, est assez révélateur, la valse des DRH, comme le soulève *Blast*. Après des discours rassurants sur les indicateurs sociaux, *« il faut quand même nuancer » tempère la DRH en février 2022. En mars 2022, cette même DRH se retrouve en arrêt longue maladie pour... burn-out ! Avant de faire l'objet d'une procédure de licenciement, comme plusieurs sources l'ont confirmé à Blast. Cela faisait tout juste un an qu'elle était en poste. Un exploit : sa prédécesseure, elle, n'avait tenu que deux mois. Après avoir laissé le poste inoccupé six longs mois, les DNA ont embauché en octobre dernier leur huitième DRH depuis 2015.* » (*Blast* 12/02/23)

« Ebra massacre »

Philippe Carli s'obstine à regarder ailleurs. Le 17 janvier dernier, il était invité par le Club de la presse de Strasbourg. Un endroit où cravates, costards, et petits fours remplacent les questions de fond, comme l'accès pour les citoyens à une information libre et plurielle. Dans cet entre-soi, Philippe Carli est à l'aise quand il dresse le bilan de ses chantiers déshumanisés : *« Alors bon, si vous discutez avec nos partenaires [sociaux] ils vont dire que ce n'est jamais assez. Mais enfin force est de constater qu'on n'a pas vu de journaux pendant les quatre ans [qui viennent de s'écouler] tous les jours parlant de "'Ebra, le massacre", je sais pas quoi. On est assez créatifs dans ces cas-là.* » (*Blast* 12/02/23)

Triste ironie, ce même 17 janvier Chantal Dou-Heitz mettait fin à ses jours. Troisième suicide aux DNA en trois ans. Des décès qui n'empêchent pas la marche forcée pour remplir le tiroir-caisse. En décembre 2019, Régis Guhl, technicien de maintenance de 43 ans, saute du toit du siège des *DNA* à Strasbourg. Onze mois plus tard, Didier Gramain, 57 ans, rotativiste depuis plus de vingt ans aux *DNA*, se jette également dans le vide, depuis un toit situé à proximité immédiate du siège du journal alsacien. Détail sordide, mais qui démontre toute l'inhumanité de la direction, les deux hommes sont morts quasiment au même endroit. Le suicide de Régis Guhl a entraîné une enquête des instances de l'entreprise. Celui de Didier Gramain, rien. Pourquoi ? Le suicide de ce dernier n'est pas lié au travail. La preuve, il n'a pas mis fin à ses jours dans son entreprise, à trois mètres près... Pour Chantal Dou-Heitz, une cellule psychologique a été mise en

Le suicide de Régis Guhl a entraîné une enquête des instances de l'entreprise. Celui de Didier Gramain, rien. Pourquoi ? Le suicide de ce dernier n'est pas lié au travail. La preuve, il n'a pas mis fin à ses jours dans son entreprise, à trois mètres près...

place au sein du journal. Une enquête se charge de comprendre si son geste était lié au travail. Le CSE écoutera les conclusions. Chantal était en arrêt maladie, pour burn-out depuis décembre 2022, le quatrième en longue durée depuis deux ans. Elle avait envoyé plusieurs alertes, comme l'indique *Blast* en reproduisant des mails comme celui du 10 mai 2021 : il est adressé à la responsable du pôle Relations client. « *Je quitte le bureau, c'était à nouveau une journée d'horreur sur Haguenau* », écrit Chantal Dou-Heitz dès la première phrase, sur laquelle le mot « horreur » est souligné. « *Un appel derrière l'autre pour des problèmes de NLS (non livraisons, ndlr) sur les secteurs de Haguenau et Wissembourg* », détaille-t-elle, avant de conclure par ce constat : « *Une seule personne ne peut pas gérer deux agences et faire le travail de trois personnes, c'est plus possible. Il va falloir trouver une solution.* » (*Blast* 12/2/23) La direction assumera-t-elle ?

Tous dans le même bateau

Philippe Carli reste sourd aux appels de détresse de ses salariés, et continue ses plans comme si de rien n'était. En face, il trouve un front syndical divisé. Les journalistes d'un côté, les autres salariés de l'autre. D'après Franck Dépretz, « *les rédactions ne se sentaient pas concernées par les transformations. Elles ne suivaient pas les mouvements de grève* ». Pourtant, comme le rappelaient d'anciens volets de l'enquête de *Blast,* les conditions de travail des journalistes s'étaient fortement dégradées. *Libération,* après la disparition de Chantal, explique : « *Dans le groupe Ebra, on parle ainsi désormais plutôt de « producteurs de contenus » que de journalistes. « Après des années à avoir été sous cloche, on a subitement été ébouillantés* », dépeint un journaliste qui a requis l'anonymat. » (*Libération* 28/1/23) Au printemps 2022, quelques rédactions du groupe s'étaient mises en grève pendant 48 heures. Un réveil trop tardif pour inverser la vapeur. En septembre 2022, la « saison 2 » du plan de Carli (c'est un fan de séries télé) se met en place. Toujours les mêmes discours de la part de la direction : rentabilité en diversifiant les « contenus »... Quelle information ? Quel rapport avec les lecteurs ? Pas de réponse claire à part des éléments de langage qui sonnent creux. Même si les journaux ne titrent pas encore « Ebra massacre », du *Monde* à *Libération,* en passant par Radio France, et bien sûr *Blast*, la disparition de Chantal Dou-Heitz leur a permis de mettre en lumière les méthodes de Philippe Carli. Des méthodes qui feront l'objet d'autres articles, déjà programmés, dans *Blast*. ●

L'HUMEUR DE RUST

ARTICLE PARU DANS LE NUMÉRO 193 / OCTOBRE 2023

24 HEURES DANS LE MONDE SELON BOLLORÉ

AVEC CE RÉCIT FICTIF, NOUS NOUS SOMMES PLONGÉS DANS LA VIE D'UNE CITOYENNE EXPOSÉE AUX MÉDIAS DU GROUPE BOLLORÉ. EUROPE 1, C8, LE JDD, CNEWS... AUTANT DE FAÇONS DE CRÉER LA PEUR. SI LES PERSONNAGES ET LEURS DIALOGUES SONT INVENTÉS, LES EXTRAITS DES MÉDIAS SONT BIEN RÉELS.

JÉRÉMIE DEMAY

Depuis quelques mois, Céline ne sait plus trop où elle en est. Dans la rue, elle serre contre elle son sac à main quand elle croise un jeune. Ses pensées se troublent à la vue d'une mosquée. La présence d'uniformes, bleu marine ou kaki, la rassure. Et puis elle n'hésite plus à entrer dans les débats sur les retraites et les dépenses sociales. Cela ne fait aucun doute pour elle, s'il y avait moins d'immigrés décivilisés, les finances du pays se porteraient mieux. Beaucoup de ses amis abondent dans son sens d'ailleurs.
Pourtant, Céline a bénéficié de l'école républicaine, et dans sa famille d'ouvriers, elle est la première à avoir suivi des études supérieures. Une fierté pour son grand-père, premier de la branche italienne à être né en France. Sauf que Céline n'a pas changé ses habitudes. Elle écoute la radio, lit les journaux, et regarde la télé.

Le matin, elle se réveille avec le jingle des informations d'Europe 1. Le ton est sérieux, les propos structurés. À peine sortie de son sommeil, les mauvaises nouvelles comme les infos pratiques et sportives s'apparentent à un simple ronron. Avant de se lever, Céline attend la chronique de Gaspard Proust. Un humoriste qui, pour elle, ne tombe pas dans la bien-pensance. Il dénonce pêle-mêle le wokisme, le féminisme, les écolos, les gauchistes, les islamogauchistes, les bobos des quartiers chics... En plus, il tacle les élus de gauche. Comme beaucoup, Céline ne croit plus en la politique. Déçue, elle se revendique apolitique tout en ponctuant souvent ses discussions de *« y en a marre »*, et *« de toute façon, on ne peut plus rien dire »*. Avec Gaspard Proust, elle ressent cet esprit de liberté. Le mec est tellement insaisissable qu'il anime des soirées à *Valeurs actuelles.* Enfin, un humoriste qui assume ne pas être de gauche. Au moins, à Europe 1, Gaspard Proust éructe en toute quiétude : *« Bonjour à celles et ceux qui sont dans le studio... Celles et ceux, c'est l'expression la plus laide de ces dernières années. Il y a un côté progressif, pédant, doucereux, faussement inclusif et hautement prétentieux et sectaire. C'est de gauche, rien ne va. »* Des mots qui amusent Sonia Mabrouk, une journaliste d'Europe 1 qui officie aussi sur CNews. Céline se lève de bonne humeur. En faisant couler son café, elle repense aux propos de Gaspard Proust. C'est vrai que les mots écrits à l'encre de la bienveillance ne veulent plus rien dire. *« Et mon café noir, faudra bientôt que je l'appelle café de la couleur contraire du blanc ! »* pense-t-elle, en se disant qu'il faudra qu'elle la ressorte à la pause-café avec ses collègues.
Sur le trajet du bureau, dans le bus, Céline met le direct de CNews. Pour se forger son opinion, elle ne se contente pas d'un seul média. Elle écoute *l'Heure des pros,* animée par Pascal Praud. Une vraie conversation de bistro, mais avec des avis éclairés. Les invités savent ce qu'ils racontent, pense-t-elle. Ils sont journalistes, écrivains, enseignants, ou directeurs d'observatoires divers et variés. Dominique Jamet, par exemple, a les faveurs de Céline. Son ton de grand-père et son regard aiguisé par l'expérience transforment ses propos en quasi-prophéties. Cette ancienne plume de France Inter, de TF1, ou encore de Marianne apporte un gage de sérieux. Il a aussi participé à la fondation de Boulevard Voltaire et écrit pour *Valeurs actuelles,* en plus d'avoir son rond de serviette chez Pascal Praud. Alors quand Jamet explique que les priorités des Français restent l'immigration, l'insécurité, et le pouvoir d'achat, Céline commence à penser la même chose, les fesses vissées sur son siège. *« S'il y avait moins d'immigrés, y aurait peut-être moins de monde sur la route... »* songe-t-elle. Ce jour-là, l'introduction de Pascal Praud la laisse perplexe. *« 1968, année funeste pour la France et le début de la chienlit. »* L'ancien journaliste de Téléfoot parle de l'uniforme à l'école *« vrai symbole d'autorité »*, martèle-t-il. Tant pis pour l'égalité des sexes avec les *« garçons en blazer et en pantalon. Les filles avec une jupe plissée »*. Pourquoi l'uniforme à l'école ? Tout simplement pour introduire un débat autour du préférendum ou référendum annoncé par Olivier Véran, le porte-parole du gouvernement. Pour les invités, peu de doute : les vraies questions sont le retour de l'uniforme à l'école et l'immigration. *« Ça, ça serait courageux ! »* affirme Praud en enlevant les lunettes de son visage pour mieux appuyer ses propos.

Un invité tempère sur l'inconstitutionnalité de se prononcer pour ou contre l'immigration. *« Il faut écouter le peuple. Mais la gauche, elle a peur du peuple ! »* affirme un autre autour de

«Et mon café noir, faudra bientôt que je l'appelle café de la couleur contraire du blanc ! »

CNews : Pascal Praud fait un lien entre punaises de lit immigration, l'Arcom saisie

Sur le plateau de la matinale de CNews ce vendredi matin, Pascal Praud a demandé à son invité, spécialiste des nuisibles domestiques, si la prolifération actuelle des punaises de lit pouvait être liée à l'hygiène et à l'immigration.

LES PUNAISES DE LIT, COMMENT S'EN DÉBARRASSER ?

JUSTICE La décision dans le procès en appel de l'ancien collaborateur de

« Je ne paie pas ma redevance pour financer Mélenchon. Ah çà ! pour critiquer le Puy du Fou y a du monde. »

la table. Une vraie conversation sur un zinc, mais comme les clients sont sensiblement les mêmes, les thèmes évoluent peu. Céline sort du bus, ferme l'application CNews de son téléphone, et prend le chemin de son bureau.
En entrant, elle passe devant le vigile qui surveille le bâtiment. Ils se disent bonjour. Elle ne connaît pas son nom, mais le trouve poli, même s'il est noir. *« Comme quoi, y en a des bien. Et puis, ça prouve que je ne suis pas raciste »* pense-t-elle.
Avec ses collègues, la politique reste peu présente dans les conversations... Enfin, ça dépend de l'actualité. Pendant les émeutes qui ont suivi la mort de Naël, abattu par un policier, chacun y allait de son analyse. Pour Jean-Pierre *« les forces de l'ordre n'ont plus le droit de se défendre »*. Marie-Christine va plus loin *« le gamin il l'a bien cherché. 17 ans et au volant d'une grosse cylindrée »*. La pause-café prend alors la tonalité d'un tribunal populaire : *« Il faut faire comme chez eux. Tu voles ? On te coupe la main »* s'égosille Éric. Le retour de la peine de mort revient irrémédiablement sur le tapis. Céline met son grain de sel *« si après un fait divers comme ça, il y avait un référendum, il y aurait des surprises »*. Tout le monde acquiesce de la tête. C'est aussi un argument que Céline entend régulièrement dans *L'heure des Pro* sur CNews. CNews justement envoie une notification. Les trois quarts des Français sont pour un référendum sur l'immigration ! Enfin... les trois quarts des gens interrogés par CNews.
Pendant la pause méridienne, Céline mange dans son bureau. Entre deux bouchées, elle lit le JDD. Avant, elle ne l'achetait pas, mais quand elle a entendu ses chroniqueurs préférés affirmer que la grève des journalistes avait entravé la liberté d'expression, elle s'est abonnée au journal. Pour le soutenir et retrouver les humeurs de Pascal Praud ! Justement, dans une chronique, il parle de l'autorité d'avant. Des moments où la société était plus libre.
« Monsieur Nicolaï était mon instituteur en CM2. Monsieur Nicolaï était aussi le directeur de l'école primaire qui fut la mienne. Il arrivait chaque matin avec cinq paquets de Gauloises bleues qu'il posait sur son bureau. Il fumait dans la classe sans discontinuer de 9 à 17 heures. Aucun élève ne s'est jamais plaint. Aucun parent n'a appelé le rectorat ou Amnesty International. Monsieur Nicolaï avait tort sans doute, mais voyez-vous – et ce paradoxe illustre le vague à l'âme qui saisit les quinquagénaires quand ils regardent dans le rétroviseur –, je préfère l'année 1975 qui épargne un instituteur à 2023 qui célèbre les sycophantes. Je préfère une époque qui tolère à une société qui accuse. Je n'en peux plus des professeurs de morale, des procureurs de vertu et, comme Dave, j'irais bien faire un tour du côté de chez Swann. » (*JDD* 24/09/23)

Pour la pause-café de l'après-midi, Céline retrouve Marie-Christine, Jean-Pierre, et Éric. *« Ça fait peur cette invasion de punaises de lit quand même »* lance Céline. *« C'est bizarre, on n'en avait plus depuis des décennies, et là ça revient... »* reprend Éric qui est interrompu par Jean-Pierre : *« En même temps, avec tous ceux qui passent en France... »*. Un silence s'installe qui est interrompu par Marie-Christine : *« Après, ils n'ont pas la même hygiène que nous ! »* À cette réflexion, la petite assemblée ne peut s'empêcher de rire.
« Arrête, dis-le pas trop fort on va te prendre pour une raciste » poursuit Éric. *« Vous avez vu, Pascal Praud a posé la question et tout de suite les pères la morale s'en prennent à lui. C'est quand même dingue, on ne peut plus rien dire. » « Même la vérité dérange »* appuie Céline.
De retour dans son appartement, elle veut seulement ne plus penser au boulot, à ces migrants et leurs punaises de lits, ou à ces gens ne voulant plus que les instits fument en classe. Elle s'affale dans son canapé, pose les pieds sur la table, et met C8. Rien de tel que d'écouter Cyril Hanouna pour se détendre. Elle le trouve marrant. Les invités se vannent, se font des blagues, s'engueulent, et puis il y a des gens intéressants, comme Jacques Cardoze qui explique le fonctionnement de *Complément d'enquête* sur France 2. Il en a été le rédac chef plusieurs années, alors il sait de quoi il parle. Quand il évoque le fait que le service public refuse d'enquêter sur La France insoumise, Céline est hors d'elle. Pourquoi le service public est-il militant ? *« Je ne paie pas ma redevance pour financer Mélenchon. Ah çà ! pour critiquer le Puy du Fou y a du monde. Mais pour les sujets qui fâchent, n'y a plus personne chez les journaleux ! »* Céline a hâte de découvrir la contre-enquête promise par Hanouna.

Le lendemain, à 7 heures, Europe 1 la réveille : *« Le plan d'Emmanuel Macron pour remettre du bleu dans les campagnes avec la création de 238 nouvelles brigades. L'explosion des demandes d'asile. Elles ont plus que doublé en dix ans... La plupart des candidats à l'exil le sont pour des raisons strictement économiques »*. Céline sait déjà de quoi elle parlera avec ses collègues pendant la pause-café. ●

PRESSE : L'EXTRÊME DROITE SANS FILTRE ! BOLLORÉ VEUT DONNER UN COUP DE "LEJEUNE" AU JDD !!...
MON IDÉE M. BOLLORÉ C'EST DE DONNER LES MOTS CROISÉS À MARION MARÉCHAL...
ET LES FICHES CUISINE À ÉRIC ZEMMOUR.
T'IRAS LOIN MON JOJO !
LE NOUVEAU JDD
RUST

LE JDD SAUCE BOLLORÉ : ZEMMOUR À SON JOURNAL !!...
C'EST BIZARRE COMME CE NOUVEAU JDD...
ATTIRE LES MOUCHES.
JDD
ZEMMOUR
RUST

ARTICLE PARU DANS LE NUMÉRO 191 / JANVIER 2023

RENDRE LE MONDE DU TRAVAIL PLUS ORDINAIRE

Il n'est pas toujours simple pour les travailleurs en situation de handicap de trouver une entreprise capable de les intégrer dans son modèle de production. Le handicap demande souvent des postes adaptés, des horaires modulables, et surtout une révolution des consciences.

MENVIN VENCATASAMY, RÉFÉRENT HANDICAP FILPAC CGT, AVEC LA RÉDACTION

Depuis 1987, les entreprises de plus de vingt salariés doivent tout mettre en œuvre pour favoriser l'embauche de personnes en situation de handicap. Si ce n'est pas le cas, elles doivent payer la taxe (voir encadré, ndlr) AGEFIPH (Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées). De trop nombreuses sociétés préfèrent s'en acquitter, plutôt que de réfléchir autrement. C'est bien le problème. Pour les employeurs, souvent, un travailleur handicapé doit rester productif comme un valide. Fatigue, douleurs, et autres problèmes liés aux pathologies ne sont pas simples à intégrer dans les plannings de production. Pourtant, d'autres choix sont possibles. Là encore, l'AGEFIPH peut épauler. La direction peut utiliser l'argent qu'elle devrait verser à l'association pour mener des campagnes de sensibilisation, organiser des rencontres entre les managers pour éveiller les esprits et changer de grilles d'analyse. Un travailleur handicapé n'est pas un fardeau, ou une simple caution pour se donner bonne conscience.

En démontrant, par l'exemple, qu'une personne souffrant de déficiences auditives peut travailler normalement, à condition de sécuriser son poste de travail ; en remplaçant des signaux sonores par des lumineux par exemple, ou en trouvant une solution pour que des engins ne passent pas à côté d'elle. Même chose pour un salarié avec des problèmes articulaires, handicapants, rendant chacun de ses mouvements plus compliqués. En aménageant son poste, sa vie au travail devient simplement ordinaire. Le handicap s'efface alors devant les compétences.

Certains chefs et dirigeants gardent leurs yeux rivés sur des tableurs Excel, en pensant uniquement à la rentabilité et la production.

Malheureusement, comprendre la différence n'est pas simple. Certains chefs et dirigeants gardent leurs yeux rivés sur des tableurs Excel, en pensant uniquement à la rentabilité et la production. Justement, à force de lorgner les chiffres, des

L'effet taxe

Le calcul de cette taxe dépend à la fois de la taille de l'entreprise, du taux d'employés en situation de handicap, mais aussi du nombre d'années sans embauche de handicapés. Le maximum étant de 1 500 fois le smic horaire par travailleur handicapé manquant. En sachant que, pour être dans les clous, la société doit avoir, au minimum, 6 % de personnes en situation de handicap, dans sa masse salariale. ///

malins se disent que trois affiches et une journée de conférences suffisent. Ou encore, pour un infirmier pour qui il est impossible de lever un patient et de le déplacer, L'AGEFIPH peut financer une machine pour l'aider. Mais cet équipement, lourd et encombrant, se déplace lentement. Une lenteur difficilement compatible avec les cadences demandées. Résultat, elle sera peu utilisée. Sauf que l'important n'est pas là pour l'employeur. Il déduit ses actions de la taxe AGEFIPH, et le tour est joué.
Un accord sur le handicap représente bien plus que de l'argent. C'est un investissement sur l'avenir comme sur l'humain. Personne n'est à l'abri d'être confronté à un handicap. La plaque de directeur sur une porte ne protège pas d'un accident ou de la maladie. En plaçant l'attention sur l'embauche de personnes en situation de handicap, l'entreprise fait un choix. Celui du courage de la différence.
La dernière grande loi autour du handicap remonte à 2005. Son principe : rendre notre société plus inclusive. Depuis, quelques actions de cosmétique législative ont peu amélioré le quotidien. Il suffit de se rendre dans de nombreuses entreprises pour s'en convaincre. Combien affichent leur volonté d'inclure des personnes handicapées, mais conservent des locaux inadaptés ? Des bureaux accessibles uniquement par un escalier, des portes d'entrée pas assez larges pour une personne à mobilité réduite (PMR), ou encore des panneaux illisibles, une absence complète de sièges, des toilettes inadaptées… La révolution des consciences dans les entreprises est à l'image de notre société : complètement sclérosée ! Le handicap des esprits n'est définitivement pas productif. ●

DATES REPÈRES

> **1898 :** loi sur la reconnaissance et la prise en charge des accidents du travail.
> **1919 :** reconnaissance des maladies professionnelles.
> **1924 :** intégration dans les entreprises des travailleurs mutilés de guerre. La CGT revendique l'élargissement aux civils.
> **1938 :** ouverture de la polyclinique par la CGT. Objectif : aider les travailleurs de la métallurgie à construire leurs dossiers et défendre les droits des salariés handicapés.
> **1945 :** création de la sécurité sociale.
> **1946 :** création de la médecine du travail.
> **1975 :** loi rendant obligatoire la prévention, le dépistage et l'orientation en faveur des personnes en situation de handicap.
> **1987 :** obligation dans les entreprises d'embaucher au moins 6 % de travailleurs en situation de handicap.
> **2005 :** loi sur l'égalité des droits et des chances. ///

Obstacles dans le monde du travail

Quand on interroge des personnes en situation de handicap, les mots qui reviennent sont toujours les mêmes :
Stigmatisation
Manque de compréhension et de considération des collègues et des managers vis-à-vis du handicap
Poste de travail inadéquat
Accessibilité réduite dans les locaux et les lieux de vie (vestiaires, toilettes, cantine, stationnement…)
Le handicap invisible est une double peine
Port de charges
Moqueries
Le regard des autres
Solitude… ///

RENDRE LE HANDICAP ORDINAIRE

Le monde des handicapés est évidemment divers. On pense rarement aux invisibles, c'est-à-dire à ceux qui souffrent en silence, ceux qui peinent à marcher, rester debout, assis, ou encore couchés… ou ceux qui voient mal, entendent mal. Certains n'ont plus de reins et subissent des séances de dialyse éprouvantes et répétitives. D'autres souffrent de maladie auto-immune qui soude leurs articulations… Bref, il existe autant de pathologies que de personnes en situation de handicap. Pourtant, ces invisibles subissent la double peine de la maladie et du mépris. Combien s'entendent dire « fainéant, profiteur, comédien » ? Le monde du travail est à l'image de notre société. Égoïsme et étroitesse d'esprit vont souvent de pair. Mais en changeant de vision, il est possible de rendre le quotidien de ces personnes plus ordinaire. Le dialogue s'avère souvent le meilleur traitement. D'abord entre salariés. Vous pouvez demander à votre collègue s'il accepte de parler de son handicap. Ensuite, dans le regard. Il est en effet inutile de fixer un membre manquant ou défaillant. Ça ne le soignera ni ne le fera repousser. De même, il n'est pas nécessaire de rappeler à la personne qu'elle a un handicap, son quotidien s'en charge déjà. Les directions et les cadres doivent, de leur côté, tout faire pour rendre les conditions de travail ordinaires. C'est-à-dire trouver des solutions pour qu'au travail, il n'existe plus de situation de handicap. Bien souvent d'ailleurs, quand de tels aménagements sont réalisés, ils sont profitables pour tous, de la signalétique à l'aménagement d'un poste de travail. ///

ARTICLE PARU DANS LE NUMÉRO 191 / JANVIER 2023

UKRAINE, UN AN DE GUERRE

Il y a plus d'un an, le 24 février 2022, après des mois de tensions l'armée russe pénétrait en Ukraine pour une guerre dévastatrice et qui perdure jusqu'à aujourd'hui.

JACQUES DIMET

Vladimir Poutine et son régime sont naturellement les premiers responsables de cette tragédie au cœur de l'Europe, mais ils ne sont pas les seuls. L'opération militaire spéciale, selon le nom dont les dirigeants russes ont affublé leur action, n'est rien d'autre qu'une guerre (sans déclaration) qui a déjà fait plusieurs centaines de milliers de morts, parmi les militaires de deux pays mais aussi – et surtout – dans la population civile qui, elle, ne demandait rien à personne. Batailles de tranchées, bombardements, exécutions sommaires continuent.

Un arsenal de plus en plus sophistiqué

Aujourd'hui les gouvernements de l'Union européenne et des États-Unis et l'Otan livrent des armes de plus en plus sophistiquées à l'Ukraine : envois de lance-missiles Patriot, de chars lourds (par le Royaume-Uni, l'Allemagne, les États-Unis et la France), projet également d'envoyer des avions de combat.

Cette agitation laisse perplexe. Si les chars ont leur utilité, on ne voit pas en quoi la livraison d'avions changerait quoi que ce soit sauf à avoir pour objectif de frapper en profondeur sur le territoire russe, c'est-à-dire d'étendre la guerre. Pour le moment, les Ukrainiens sont dans une guerre défensive (ils défendent leur pays), le droit international leur reconnaît la possibilité d'en appeler à leurs alliés pour les aider et les protéger, parce que leur pays est agressé et qu'ils se battent sur leur territoire. Mais si la guerre se prolongeait sur le territoire d'un autre pays, même si cela devait être celui du pays agresseur, alors de guerre défensive les Ukrainiens passeraient à une guerre offensive. D'autre part, les chars livrés (type Leopard 2 allemand, Leclerc français, Abrams américain) sont des engins complexes qui nécessitent une formation longue et un accompagnement technique et logistique lourd. Autrement dit, sauf à penser que des soldats ukrainiens ont déjà été entraînés dans les différents pays donateurs, il faut de trois à six mois de formation, sans compter après la constitution de bataillons, pour que le système de communication entre chars puisse fonctionner. Pour les aviateurs la formation est encore plus longue. La guerre, donc, n'en finit pas.

Faire jouer les diplomates n'est pas se coucher devant l'ennemi mais c'est essayer de trouver une solution.

On peut noter des changements, tant du côté ukrainien que du côté russe. En Ukraine, plusieurs scandales de corruption (rappelons que, juste avant la guerre, le régime ukrainien était considéré comme corrompu et Zelensky lui-même avait été mis en cause dans les Panama Papers) ont obligé le gouvernement à démettre le ministre de l'Intérieur, plusieurs gouverneurs, des membres de l'état-major et jusqu'au ministre de la Défense). Par ailleurs, selon les propres données du gouvernement ukrainien 5 000 personnes ont été arrêtées après la prise de plusieurs villes aux occupants russes, considérées comme ayant collaboré. Ce qui montre aussi que dans l'est du pays une large partie de la population ne considère pas les Russes comme des agresseurs. Du côté russe, les échecs de la deuxième phase des opérations ont amené Poutine à placer le chef d'état-major des armées (le général Guerassimov) comme commandant des opérations en Ukraine, c'est-à-dire à réduire la chaîne de commandement et à mettre un professionnel ayant primauté la main sur toutes les armées russes, comme chef de guerre. Cette « professionnalisation » du haut commandement s'accompagne d'une mise à l'écart progressive du groupe de mercenaires Wagner.

Retour à la diplomatie

L'ancien ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, déclarait début février que parallèlement à la phase guerrière et aux livraisons d'armes, il manquait un pan : celui de la diplomatie.

Faire jouer les diplomates n'est pas se coucher devant l'ennemi, mais c'est essayer de trouver une solution. Quelques jusqu'au-boutistes occidentaux qui poussent à la guerre jusqu'au dernier Ukrainien, affirment qu'aucun contact ne peut avoir lieu tant que Poutine n'aura pas quitté le pouvoir et que l'Ukraine n'aura pas retrouvé ses frontières de 1991. Cela n'a pas de sens, d'autant plus que des discussions ont déjà eu lieu, notamment pour débloquer les ports de la mer Noire. Des propositions alternatives existent, pouvant assurer le retrait des troupes russes, la sécurité du peuple ukrainien et le droit à l'auto administration des provinces russophones qui le souhaitent.

Cette situation dramatique a naturellement des conséquences sociales et politiques dans les deux pays concernés et plus largement en Europe. En Russie, Poutine s'appuie sur la guerre pour renforcer son pouvoir. Le mouvement pacifiste et anti-guerre n'arrive pas, dans ces conditions, à se développer à l'intérieur de la Fédération de Russie. En Ukraine, où les conditions de vie s'aggravent, les syndicats mettent en garde contre des attaques contre des droits sociaux et contre des saisies de propriétés appartenant aux syndicats, tout en soutenant l'effort de guerre.

Le peuple ukrainien est sous les bombes et aux États-Unis et en Russie, les usines d'armement tournent à plein.

GUERRE EN UKRAÏNE : WAGNER, POUTINE... RIEN NE VA PLUS !!

GUERRE EN UKRAÏNE : VERS UNE CONTRE-OFFENSIVE UKRAINIENNE ?...

ARTICLE PARU DANS LE NUMÉRO 191 / JANVIER 2023

BRÉSIL
Le retour du métallo Lula

L'Amérique latine poursuit son glissement à gauche. Luis Inacio Lula Da Silva est redevenu président de la République fédérative du Brésil. Un score serré mais qui n'en reste pas moins une victoire des forces démocratiques et progressistes brésiliennes, qui ont réussi à empêcher le fasciste Jair Bolsonaro d'accomplir un deuxième mandat.

JACQUES DIMET

La bataille était rude, y compris physiquement, puisque des militants du PT et des syndicalistes ont été assassinés pendant la campagne électorale. Bolsonaro, un ancien capitaine de l'armée brésilienne, était un nostalgique de la dictature militaire. Imitant Trump, il incarnait tout ce que le Brésil compte d'éléments d'extrême droite : raciste, antisyndicaliste, saccageur de l'Amazonie et complètement inféodé au système économique libéral, c'est-à-dire à la domination sans frein du capital sur le travail.
Le coup d'arrêt est significatif, car il suit aussi de deux années la non-réélection de Donald Trump aux États-Unis. Et malgré le score serré, Lula, avec plus de 60 millions de suffrages au deuxième tour, est le président élu qui a obtenu le plus de voix de toute l'histoire brésilienne. En Amérique Latine, il y a désormais des gouvernements de gauche dans la plupart des pays, notamment en Argentine, au Pérou (où le président venu de la gauche radicale doit faire face à des menaces de coup d'État), en Bolivie, au Chili, mais surtout en Colombie où, pour la première fois de l'histoire de ce pays, un président de gauche a été élu, Gustavo Petro, et où une

Et malgré le score serré, Lula, avec plus de 60 millions de suffrages au deuxième tour, est le président élu qui a obtenu le plus de voix de toute l'histoire brésilienne.

communiste, ancienne présidente de la Fédération des travailleurs de l'éducation et membre de la Commission exécutive de la CUT (Centrale unitaire des travailleurs) est devenue ministre du travail.
Le basculement à gauche du Brésil (même si Lula doit compter sur un Parlement dominé par la droite) renforce également Cuba qui aujourd'hui peut compter sur un soutien contre le blocus nord-américain de pratiquement tout le sous-continent.

Lula a été élu d'abord pour empêcher le maintien au pouvoir de l'extrême droite, mais aussi sur un programme social et écologique avancé. Des premières mesures vont être prises pour lutter contre la déforestation en Amazonie, ce qui concerne toute la planète, et pour relancer la couverture sociale des dizaines de millions de Brésiliens qui vivent dans la pauvreté et la précarité.
La principale organisation syndicale brésilienne, la CUT, ne s'y est pas trompée. La direction syndicale a tiré, le 9 novembre dernier, les enseignements de l'élection et a discuté de la stratégie pour garantir « *l'approfondissement de la démocratie et la reconstruction du pays sur la base d'une proposition de développement durable* » et une nouvelle répartition des revenus. La CUT demande également des sanctions sévères contre les extrémistes qui essaient de faire pression pour une intervention militaire.
La centrale syndicale appelle à faire du 1er janvier, jour de l'investiture de Lula, une grande journée populaire de manifestations dans tout le pays. ●

ARTICLE PARU DANS LE NUMÉRO 192 / AVRIL 2023

La révolte de la mine

Jossot, dans son dessin sur les violences policières, paru avant la Première Guerre mondiale, dénonce une dérive autoritaire du pouvoir. Un thème qui résonne terriblement encore aujourd'hui. Mal-aimé par ses contemporains, Jossot a ouvert une voie pour un dessin de presse libre et impertinent.

JÉRÉMIE DEMAY

Les contours des personnages sont épais mais les détails du visage fins. L'énorme main d'un policier, dont l'exaltation transforme la bouche en une gueule d'animal, écrase l'étroite gorge d'une jeune femme, toute menue, habillée d'une robe rouge et la tête couverte d'un chapeau de ville. Derrière, une foule compacte, dont on ne distingue que les silhouettes, sur laquelle les policiers se jettent. Un flic étrangle un jeune manifestant. Un de ses collègues roue de coups un type effrayé. Sur le sol, des boîtes, des chapeaux, des parapluies, un corps… Ce dessin de Gustave Jossot, paru dans *l'Assiette au beurre* au début du XXe siècle, reste d'actualité. Les habits ont changé, mais la violence reste. Ce dessin en trichromie nous plonge dans ces manifestations violemment réprimées. Il suffit de la regarder quelques instants et les cris se laissent entendre. Les grognements bestiaux des policiers cachent à peine les suffocations de leurs victimes. La poussière soulevée rend l'atmosphère difficilement respirable. L'odeur du sang et de la mort jaillit de ce dessin. Ce n'est pourtant qu'une caricature, mais la force du coup de crayon de Jossot est justement d'apporter du mouvement pour mieux dénoncer ce monde qui ne lui convient pas.

Crayon enragé

Si aujourd'hui, son œuvre - tant dans le dessin de presse que dans les affiches publicitaires - est unanimement reconnue, au début du XXe siècle, ce n'était pas forcément le cas. Ses dessins sont intimement liés à la colère sociale. Une rage dirigée contre tous ceux qui incarnent le pouvoir au début de ce siècle. L'armée, les juges, les policiers, les curés sont tournés en ridicule pour mieux dénoncer leur imbécillité. Les juges sont affublés d'un visage soit de bourgeois ahuris, soit de comploteurs mesquins. Les militaires, quant à eux, sont toujours violents, comme les policiers d'ailleurs. Enfin, les curés sous son crayon ne sont que des bigots abrutis.

Mensonges, complaisance, et compromissions

Un dessin, paru dans le journal *Action* en 1903, résume son aversion pour tout ce qui représente l'autorité. « À bas la calotte », une main enfourne dans la tronche d'un curé ce journal anticlérical. En file indienne, un bourgeois, un militaire, et un juge semblent attendre leur tour. Cette rage est exacerbée par l'affaire Dreyfus comme le résume le dessinateur : « *La hiérarchie militaire pour ses mensonges, les juges pour leur complaisance pour le pouvoir, le clergé pour ses compromissions avec l'antisémitisme.* » Résultat, Jossot dessine pour dénoncer. Il tire à vue et ne fait pas de quartiers. Malheureusement, le public du début du XXe ne semble pas prêt à recevoir toute cette vigueur. À l'époque, le dessin de presse est généralement bien élevé. Irrévérencieux, mais pas trop quand même ! *L'Assiette au beurre*, revue à laquelle il a collaboré, a connu quelques épisodes de censure. Comme en 1901, où un dessin représente Britannia (personnification du Royaume-Uni) qui montre son derrière. Sur ce dernier apparaît le visage d'Édouard VII à la place des fesses. Le numéro n'a pas pu être affiché dans les kiosques, et pour la réimpression du numéro, Édouard VII cède la place à un voile bleu… Forcément, à côté, les dessins de Jossot sont des brûlots révolutionnaires. Et son humour est très grinçant comme avec ce squelette qui se réveille d'un cauchemar : « *J'ai rêvé que j'étais vivant !* » Des dessins modernes sur le fond comme sur la forme. Ils peuvent faire sourire, réagir, mais surtout, ils font réfléchir. Leur simplicité apparente aborde des sujets pourtant complexes. Est-ce pour ces raisons que les lecteurs boudent Jossot ? En tout cas, après quelques collaborations avec *l'Assiette au beurre*, Jossot est viré faute de ventes suffisantes.

"Il est bien évident qu'un général est plus intelligent qu'un colonel et un soldat plus bête qu'un caporal". *L'Assiette au Beurre*, 1901. Coll. GK

« Chacun de ses dessins était un attentat »

Progressivement, Jossot devient désabusé. Quand il ne dessine pas, il voyage. Au Maghreb notamment. Lui, le bouffeur de curé, cet anticlérical qui d'un

"Les gardiens de la paix". *L'Assiette au Beurre*, 1904.

"À part nous, l'église et l'armée, je ne vois que des inutiles". *L'Assiette au Beurre*, 1901. Coll. GK

trait de crayon dénonce le dévoiement des religions, se convertit à l'Islam. Un siècle plus tard, le regretté Charb s'en amuse dans un dessin. Deux policiers, à la mode Jossot, discutent. *« Jossot est un islamiste »* affirme le premier. *« Ça ne m'étonne pas »* répond le second, *« chacun de ses dessins était un attentat »*. Jossot s'installe définitivement en Tunisie peu avant la Première Guerre. Il délaisse le dessin pour l'écriture et la peinture. Pourtant, il reprend le crayon pour témoigner des exactions des colons français sur les Arabes. Les violences, les injustices, les compromissions des acteurs d'un système que le dessinateur ne peut définitivement pas voir en peinture. Dans ses mémoires, il conclut : *« Cesser d'être, ne plus rien voir, ne plus entendre, ne plus rien sentir ! Les hommes me foutant enfin la paix avec le repos éternel par-dessus le marché ! »*

L'héritage de Jossot

Il meurt en 1951, en laissant une mission colossale à ses héritiers. Ne pas s'endormir dans la complaisance. Sûr qu'il aurait aimé *Hara Kiri* ou *Siné mensuel*. Le ronronnement du politiquement correct qui endort la démocratie n'apprécie pas ses dessins. Mais après tout, réveiller les consciences, n'est-ce pas le rôle d'un dessinateur de presse ? Aujourd'hui, ses dessins n'ont pas pris une ride. Celui sur les violences policières, en actualisant les uniformes et les vêtements, donne encore la nausée. Ses bourgeois du début du XXe siècle singent la bande à Macron. Que dire de ses juges pouvant prendre le trait d'un garde des Sceaux mis en examen. Sans oublier ses religieux harcelant sans cesse la laïcité. Il ne faut pas s'étonner qu'aujourd'hui encore, les bons dessinateurs de presse lorgnent les caricatures de Jossot pour s'en inspirer. À croire que le changement viendra quand Jossot sera démodé. ●

Unes de *L'Assiette au Beurre*, 1901, 1902. Coll. GK

Dessins à dessein

✍ J.D

L'*Assiette au Beurre* est l'exemple typique du malentendu historique nourri par une légende parcellaire. Alors oui, cette revue s'inscrit dans une nouvelle aventure du dessin de presse en le faisant sortir des coins de pages des journaux. La revue offre une bonne place aux dessins, sans leur donner une vertu informative comme dans *l'Illustration*. Ceux de *l'Assiette au Beurre* se veulent drôles, parfois impertinents, moins souvent irrévérencieux. Mais ce n'est en rien une revue anarchiste, ou *« bête et méchante »* comme *Hara Kiri*.
Son fondateur, Samuel-Sigismond Schwarzn est un éditeur très important au début du XXe siècle. À l'époque, il commercialise des partitions de musique, il jouit d'un quasi-monopole dans la distribution des œuvres de Victor Hugo. Avant *l'Assiette au Beurre*, Samuel-Sigismond Schwarzn a lancé une revue illustrée pour les soldats, *Le Pompon*. Une autre, *Frou frou*, qui parle de mœurs légères et de vie de couple. Dans la foulée, il lance *l'Assiette au Beurre*. L'objectif pour l'éditeur est de rapporter des bénéfices, et non défendre des idées. L'armée est majoritairement anti dreyfusarde ? *Le Pompon* le sera aussi. Le féminisme amuse ces messieurs ? *Frou frou* et *l'Assiette au Beurre* (sauf quelques rares exceptions) ne défendent pas l'égalité entre les sexes. Mais l'important reste la rentabilité économique en sachant cibler son public. Ce dernier doit être lettré, et surtout capable de débourser 20 centimes (en moyenne) toutes les semaines. Résultat, le lectorat se trouve plus dans les bourgeois citadins favorables aux idées socialistes.
Le principe de *l'Assiette au Beurre* est simple : choisir un thème, passer commande à un ou plusieurs dessinateurs, et publier. Les dessins sont sur une ou deux pages, parfois accompagnés de textes. Les thèmes brossent à la fois la géopolitique avec des numéros sur l'Angleterre et la Russie, mais aussi la misère, l'armée, la justice, la police, les journalistes, ou encore les vieilles filles... Les formules sont cinglantes sous les dessins comme celui paru en février 1907 sur « la mouise ».
Trois types sont à côté d'un banc : *« Y a de la place sur votre banc ? » « Pour s'asseoir oui, pour y dormir c'est complet. »* Dans le même numéro : *« Notre mouise c'est la rançon du luxe des autres. »* Dans un numéro de janvier 1910 sur les journalistes, un homme descend un grand escalier : *« Ah ! Les interviews, sans elles le public ignorerait toujours combien les hommes d'esprits sont idiots. »* En octobre 1912, un numéro sur les vieilles filles montre le cynisme de l'époque. Deux types regardent une dame. *« Quel âge a-t-elle ? »* demande le premier. *« 200 000 francs de dot »* répond le second.
Mais le public se lasse de ces numéros dont la qualité est très irrégulière. *L'Assiette au Beurre* est hebdomadaire de 1901 à 1912. Elle ressort de 1921 à 1925 en mensuel. Après, des numéros sortent aléatoirement, pour s'arrêter définitivement en 1936. Une indigestion d'*Assiette au Beurre* pour mieux se faire Hara Kiri ? ●

LAÏCITÉ ? MACRON IRA À LA MESSE DU PAPE À MARSEILLE...
AMEN...

ASSASSINAT DE NAHEL : UNE CAGNOTTE POUR L'ASSASSIN !...
RUST

ARTICLE PARU DANS LE NUMÉRO 191 / JANVIER 2023

À la santé des Typos...

Depuis plus de 160 ans, tous les typos et les camarades du Livre lèvent leur verre et célèbrent amitié et solidarité au rythme du « À la », la chanson à boire des ouvriers typographes. Retour sur une chanson emblématique de la culture orale ouvrière française, à l'usage des plus jeunes qui ne connaissent pas forcément l'origine de cette tradition à laquelle nous sommes particulièrement attachés !

GEORGES KAPLAN

On'a, en définitive, que des éléments parcellaires concernant l'origine de ce chant « à boire » ouvrier. Les sources, les anecdotes sont multiples, incomplètes, voire... quelquefois franchement farfelues. Mais ce dont on est sûr, c'est qu'il apparaît dans un contexte et une période bien particuliers : la lutte ouvrière et syndicale sous le Second Empire de Napoléon III « le petit ».

Des ouvriers « lettrés »

Nous sommes vers 1860, 1862. À cette époque, la police de l'Empire, avec ses mouchards et ses indics, surveille les milieux ouvriers, considérés comme de dangereux foyers républicains contestataires qui visent à saper l'autorité et les institutions impériales... ce qui n'est pas complètement faux. Le monde ouvrier vit toujours sous le coup de la loi Le Chapelier (1790) qui interdit la grève, les regroupements professionnels et syndicaux. Ce qui n'empêche pas les ouvriers de s'organiser en associations et en sociétés de secours mutuel. Et de ce point de vue, les associations d'ouvriers typographiques sont les mieux organisées : les ouvriers sont « lettrés » (sans prétention dans le terme). Ils composent, impriment des textes qu'ils savent bien évidemment lire et écrire. Ils ont donc été parmi les premiers à s'organiser pour défendre leurs droits et militer pour la cause ouvrière. Pour rappel, la Chambre syndicale de la typographie parisienne (aujourd'hui Info'Com) a fêté ses 180 ans en 2019 ! Et à une époque, dans la France de l'Empire, où l'analphabétisme est courant dans le monde des travailleurs, cela fait une grosse différence.

Des ouvriers surveillés

Ce statut « intellectuel » fait de ces ouvriers du livre et de la presse des cibles toutes désignées pour les mouchards de la police impériale. Du fait de la stricte interdiction de se rassembler sur leur lieu de travail ou même de louer un local pour des réunions publiques, les ouvriers prennent donc l'habitude de se réunir chez l'un ou l'autre d'entre eux pour travailler à la défense de leurs intérêts... et échapper à la police. Obligation pour l'hôte (le confrère de la chanson) qui accueille ses camarades de régaler ses invités, et eux de le remercier par ce chant. Cette tradition, d'abord clandestine, va vite se généraliser dans tous les secteurs de la profession au fil des années (labeur, presse, édition...) et du développement du syndicalisme dans la profession.

Une tradition bien typo... et universelle ?

Ce chant va ponctuer durablement toutes les agapes des typos au fil du XXe siècle dans le labeur, l'édition mais bien plus spécifiquement dans la presse. Qu'on se rappelle que les conditions de travail dans la presse du plomb étaient pénibles jusque dans les années 70. Au vacarme des linotypes s'ajoutaient la chaleur, les vapeurs du plomb, l'odeur de l'encre, l'acide des clichés gravure, bref rien de bon pour l'organisme. Et, ma foi, on peut comprendre le besoin de trinquer avec les camarades au bouclage du journal, au marbre ou à la rédaction, sur fond de « À la ».
On entend moins le « À la » aujourd'hui dans les rédactions (le numérique est passé par là, les habitudes ont changé). Mais la création de la Filpac en 1986 a permis (entre autres) aux typos de partager cette tradition avec les syndicats des autres métiers de la fédération. On l'a encore entendu repris par tous les délégués du 9e congrès au mois d'avril. Comme lors de rencontres syndicales internationales ces dernières années... et entonné par les représentants des délégations étrangères ! Le « À la » bientôt chant universel des travailleurs du livre et de l'imprimé ? La consécration pour une tradition bien typo.

À la... À la... À la...
À la santé du confrère,
Qui nous régal'aujourd'hui.
Ce n'est pas de l'eau de rivière,
Encor'moins de l'eau du puits.

À la... À la... À la...
À la santé du confrère,
Qui nous régal'aujourd'hui.
Pas d'eau !... Pas d'eau !... Pas d'eau !...

Strophes supplémentaires si on est pas trop pressé de siffler son verre :
À la santé d'Baptisse,
Plus l'on boit, plus l'on pisse,
À la santé d'Saint-Nicolas,
Plus l'on boira, plus l'on piss'ra

À boire !... À boire !... À boire !...
Nous laiss'rez-vous sans boire ?
Car les typos n'sont pas si fous,
Pour se quitter sans boire un coup. ●

LETTRES *françaises*

Les Lettres françaises reviennent au papier

Le journal culturel dont Aragon fut le directeur de 1953 à 1972,
s'offre une nouvelle vie après plusieurs années de publications sur le net, en pdf.

« Nous serons peut-être au début une petite armée.
Mais avec vous, nous devons gagner ce pari, le pari de l'intelligence,
dans un temps où l'obscurantisme pèse sur nos esprits
comme une chape de plomb. Alors, allons y ! »

Jean Ristat
Directeur des *Lettres françaises*

BULLETIN D'ABONNEMENT AUX *LETTRES FRANÇAISES*
Version papier. Je désire m'abonner aux *Lettres françaises.*
Pour ce faire j'utilise une des propositions d'abonnement :
11 numéros de 16 pages – **20 euros**
11 numéros de 16 pages et 2 hors série – **35 euros**
Soutien – **50 euros** et plus

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
Mail : ..... Téléphone : .....

Chèques à l'ordre de SEPC-Helvétius, en indiquant au dos *Les lettres françaises*
Bon de commande à retourner à l'adresse suivante : **SAS-Helvétius, 21 place Maurice-Thorez Local, 1, 94800 Villejuif**
abonnementsLLF@editionshelvetius.com

SECAFI
GROUPE ALPHA

PROMETE'A
FORMATION EXPERTE & ENGAGÉE

À CHAQUE ÉTAPE DE VOTRE MANDAT D'ÉLU AU CSE, NOS EXPERTS SONT À VOTRE ÉCOUTE...

01 FORMATION	02 EXPERTISE	03 CONSEIL	04 NÉGOCIATION
Vous permettre de mieux connaître vos droits et moyens d'action	Vous éclairer sur la situation économique, financière, sociale et environnementale de votre entreprise	Vous permettre de mieux utiliser vos prérogatives selon les caractéristiques de votre entreprise	Vous outiller pour permettre de construire de meilleurs accords

Prometéa est l'organisme de formation qui regroupe les activités de formation des cabinets ATLANTES et SECAFI. Par cette réunion de nos expertises, nous avons l'ambition d'offrir à nos clients représentants des salariés toute la palette des formations nécessaires à l'exercice de leurs mandats comme :

- Rôle et fonctionnement du CSE
- Prévention des atteintes à la santé qui font l'objet d'une règlementation spécifique
- Analyse économique
- Implication des instances dans la RSE
- Situations de contentieux...

Cette réunion d'experts vous donnera accès aux meilleurs formateurs sur chacun des sujets, à des contenus rénovés et dynamiques grâce à une plateforme interactive d'accès aux supports de formation. Notre ambition est de vous proposer les programmes de montée en compétences les plus utiles à l'exercice de vos mandats.

AVEC NOS EXPERTS ET FORMATEURS, VOUS BÉNÉFICIEREZ DE :

40	≈300	15	8	2 500
ANS D'EXPÉRIENCE	EXPERTS PLURIDISCIPLINAIRES	SPÉCIALITÉS SECTORIELLES	IMPLANTATIONS RÉGIONALES	MISSIONS RÉALISÉES PAR AN

Pierre MARCO ● 06 79 66 08 72 ● contact@secafi.com ● www.secafi.com

LOURMEL
Agir ensemble pour mieux vous protéger

Nous sommes la protection sociale des industries du message imprimé et digitalisé

Vous protéger, c'est prévenir, assurer, accompagner, défendre.

Vous protéger, c'est se mobiliser, œuvrer chaque jour, au plus près de vos besoins.

Vous protéger, c'est agir.

Nous agissons avec vous, car face aux risques, nous sommes plus forts ensemble.

NOUS CONTACTER

VOUS ÊTES UNE ENTREPRISE

Pour la gestion de vos contrats Santé, Prévoyance, Retraite ou toute question :

01 40 60 20 00

Contact mail depuis notre page www.lourmel.com ou via votre espace abonné

Pour souscrire un nouveau contrat en Santé, Prévoyance :

0 809 10 28 08 Service gratuit + prix appel — Du lundi au vendredi de 9h à 18h

contact-entreprises@lourmel.asso.fr

VOUS ÊTES UN PARTICULIER - SALARIÉ OU RETRAITÉ

Pour la gestion de vos contrats Santé, Prévoyance, Retraite ou toute question :

01 40 60 20 00

Contact mail depuis notre page www.lourmel.com ou via votre espace abonné

Pour souscrire un nouveau contrat en Santé :

01 40 60 20 59

contact-entreprises@lourmel.asso.fr

Pour contacter le service Action & Soutien :

01 40 60 20 00

action-soutien@lourmel.asso.fr

GROUPE LOURMEL (Siret n° 399 111 228 00017), 108 rue de Lourmel 75718 PARIS Cedex 15 - www.lourmel.com - Tél. 01 40 60 20 00 - Fax. 01 45 54 28 42. Alliance professionnelle Retraite Agirc-Arrco - Institution de retraite complémentaire régie par le code de la Sécurité sociale – Institution Agirc-Arrco n°F 201 – Siège social : 7 rue du Regard 75006 PARIS - SIREN 775 670 532 ; CARPILIG/P (Caisse du Régime de Prévoyance de l'Imprimerie et du Livre, des Industries Graphiques et des métiers de la communication), régie par le code de la Sécurité sociale dans le cadre des dispositions de l'article L.911-1 et suivant du livre IX du code de la Sécurité sociale - SIREN 533 889 960 ; MGI (Mutuelle Générale Interprofessionnelle), soumise aux dispositions du livre II du code de la Mutualité - SIREN 437 994 205.

Crédit Photos : Gilles Decavel.

SPÉCIAL DERNIÈRE

Numéro hors série / février 2024

ÇA NE SE RECHARGE PAS
C'EST INCASSABLE
ÇA NE CRAINT NI LE CHAUD, NI LE FROID
ÇA NE CONSOMME PAS D'ÉNERGIE
C'EST RECYCLABLE À 100%
C'EST MIS À JOUR TOUTES LES 24H...

ÇA S'APPELLE UN JOURNAL QUOTIDIEN.

| Lisons moins d'écrans et plus de journaux |

filpac cgt

La fédération au cœur de la lutte pour la défense de l'imprimé, de la presse écrite et des métiers du livre et du papier

Le Livre, le Papier et la Communication

www.filpac-cgt.fr